

HISTOIRE ET MÉTHODOLOGIE -
DU
RECENSEMENT DE LA POPULATION
AUX ÉTATS-UNIS (1787-1930)

SUIVIES DE L'ÉTUDE DES BULLETINS DÉMOGRAPHIQUES
DANS LA MÊME NATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

présentée

A LA FACULTÉ DES LETTRES DE PARIS

PAR

Simonne M. BENOIT

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, rue Soufflot — PARIS (V°)

—
1931

**Histoire et méthodologie
du recensement de la population
aux États-Unis (1787-1930)**

HISTOIRE ET MÉTHODOLOGIE
DU
RECENSEMENT DE LA POPULATION
AUX ÉTATS-UNIS (1787-1930)

SUIVIES DE L'ÉTUDE DES BULLETINS DÉMOGRAPHIQUES
DANS LA MÊME NATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

présentée

A LA FACULTÉ DES LETTRES DE PARIS

PAR

Simonne M. BENOIT

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, rue Soufflot — PARIS (V^e)

—
1931



A MA MÈRE

TABLE DES MATIÈRES

Bibliographie	XIII
Introduction	I

PREMIERE PARTIE

Chapitre premier. — Les quatre premiers Censur (période de 1787 à 1820)	5
Le texte constitutionnel; le but des premiers Censur; leur organisation : la tâche de recenseur est confiée aux Maréchaux judiciaires; les assistants; absence de bulletin imprimé; les comptes rendus par familles.	
<i>Le premier Censur</i> : Loi du 1 ^{er} mars 1790; les questions posées; les comptes rendus.	
<i>Le deuxième Censur</i> : Loi du 28 février 1800; modifications des questions; introduction des classes d'âge irrégulières; les comptes rendus.	
<i>Le troisième Censur</i> : Loi du 20 mars 1810; rôle du Secrétaire d'Etat; les comptes rendus.	
<i>Le quatrième Censur</i> : Loi du 14 mars 1820; les questions posées; les comptes rendus.	
<i>Conclusions</i> : Système primitif; mouvements de réformes.	
Chapitre II. — Les cinquième et sixième Censur (période 1830-1840) ..	15
<i>Les réformes</i> : 1 ^o Changement de date des Censur; 2 ^o Modifications relatives au choix des assistants; 3 ^o Bulletin imprimé : importance de cette innovation, son but, lacunes.	
<i>Le cinquième Censur</i> : Loi du 3 mars 1830; le bulletin; modifications des classes d'âge; les comptes rendus.	
<i>Le sixième Censur</i> : Loi du 28 mars 1839 semblable en tous points à celle du 23 mars 1830; comptes rendus.	
<i>Conclusion</i> : Absence de bulletin uniforme à travers l'Union; abus de subdivision en classes d'âge; réformes nouvelles.	
Chapitre III. — Les septième, huitième et neuvième Censur (période 1850-1870)	19
Le rapport de la commission spéciale du Sénat en faveur des réformes; loi du 3 mars 1849; création d'un <i>Bureau du Censur</i> provisoire pour préparer le Censur.	
Tâche du <i>Bureau du Censur</i> : Examen du Censur précédent; critique; réformes apportées : 1 ^o bulletin uniforme à travers l'Union; 2 ^o bulletin spécialisé pour les diverses branches : population, industrie, etc.; 3 ^o Subdivision du bulletin de population en deux : un pour la population libre, un pour les esclaves; 4 ^o Simplification de la rédaction des bulletins, suppression des classes d'âge 5 ^o Enquêtes relatives aux naissances, mariages et décès pendant l'année du Censur (<i>Schedule of Mortality</i>).	
Loi du 23 mai 1850; caractère permanent de cette loi.	
<i>Le septième Censur</i> 1850 : Les bulletins; du bulletin de décès décennal; comptes rendus.	
<i>Le huitième Censur</i> 1860 : Du <i>Bureau du Censur</i> ; son personnel; sa tâche; préparer les Censur et en classer les résultats; modifications apportées aux différents bulletins; comptes rendus.	

Le neuvième Censur 1870 : Tentatives de réformes; échec; loi du 6 mai 1870; pouvoirs du Secrétaire d'Etat à l'Intérieur; loi du 9 juin 1870; augmentation du nombre des assistants; *Conclusion*.

Chapitre IV. — Les dixième et onzième Censur (période 1870-1890) . . . 33

Le superintendant Walker demande que les Censur deviennent quinquennaux; raisons invoquées en faveur de cette réforme; exactitude et utilité plus grandes des Censur; *Bureau du Censur* permanent; centenaire; le projet avorte; bill présenté par le général Garfield; échec; bill de M. Cox; les réformes : substitutions des Supervisors aux Maréchaux; envoi des Eulletins de Recensement au *Bureau du Censur*; augmentation du nombre de districts; lacunes : le *Bureau du Censur* reste temporaire, le bulletin reste collectif, les totaux ne sont pas vérifiés; Loi du 10 mars 1890; bulletin de famille; nouveau mode de compte avec vérification; les machines Hollerith.

Le dixième Censur 1880 : Loi du 3 mars 1879 et du 20 avril 1890; les bulletins; modification des questions; le bulletin de décès et ses modifications; les comptes rendus.

Le onzième Censur 1890 : Loi du 3 mars 1890; les bulletins; modifications apportées aux questions; le *Bureau du Censur* et son personnel; les comptes rendus.

Conclusion : Efforts faits en un siècle.

Chapitre V. — Les douzième et treizième Censur (La période 1890-1910) . . . 54

Le bill du 16 avril 1898; le bill du 6 février 1899; réorganisation du *Bureau du Censur* provisoire; *Bureau du Censur* indépendant de tout ministère; loi du 3 mars 1899; la direction, le personnel; bulletin familial et bulletin collectif; bulletin supplémentaire : feuille d'absence personnelle, feuille d'absence familiale; loi du 6 mars 1902; *Bureau du Censur* permanent, dépendant du ministère du Commerce et de l'Industrie; importance du *Bureau du Censur* permanent.

Le douzième Censur 1900 : Loi du 3 mars 1899; bulletin par famille; divisions et subdivisions du territoire; rôle des recenseurs; les comptes rendus.

Le treizième Censur 1910 : Loi du 2 juillet 1909; date d'ouverture du Censur, 15 avril; bulletin de la population; critiques et arguments pour et contre le bulletin collectif; suppression de la *formule de mortalité*; les divisions et les subdivisions du territoire; les comptes rendus.

Conclusions.

Chapitre VI. — Le quatorzième Censur 1920 et le quinzième Censur 1930 . . . 61

Le quatorzième Censur. Modification de l'organisation du *Bureau du Censur*; date d'ouverture du quatorzième Censur; loi du 3 mars 1919; bulletin de population; les subdivisions; rôle du recenseur; les comptes rendus.

Le Quinzième Censur. Présentation du bill à la Chambre des Représentants, 1927. Vote du 21 mai 1928. Présentation au Sénat, 1928. Bill concernant la répartition des Représentants (bill Vendenber). Vote du Sénat, 29 mai 1929; Modifications apportées au bill Jones-Vendenber. Loi du 18 juin 1929. Division du travail. Les nouvelles sections : Chômage, Distribution. Lacunes : Recensement des Manufactures. De quelques précisions sur le Recensement du Chômage.

Conclusion : La science statistique liée aux besoins économiques; critique; lacunes.

Population des Etats-Unis aux différents « Census » (1787-1930) (tableau statistique).	
Aire d'enregistrement aux différents census (carte)	86

DEUXIEME PARTIE

La déclaration et l'enregistrement des naissances et des décès aux Etats-Unis	87
Le texte constitutionnel et les lois fédérales en matière de Recensement; aucun texte fédéral en matière de déclaration de naissances et de décès; tâche du <i>Bureau du Census</i> et de l'<i>American Public Health Association</i>; enquêtes décennales relatives aux naissances et aux décès dans l'année du Census; partie importante de la <i>Schedule of Mortality</i>; son rôle; usage qu'on en fit; œuvre du <i>Bureau du Census</i> permanent et de la section démographique de l'<i>A. P. H. A.</i>; Congrès d'Atlantic City, 1906; plan de réforme; plan de travail; résultats: publication de statistiques depuis 1907 pour les décès; 1915 pour les naissances; lois d'Etat relatives aux déclarations de l'état civil; les erreurs; les lacunes; exemple de la Suisse; mouvements de réformes.	
Conclusion	117

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GENERAUX

- Constitution and by laws of American Statistical Association*, 1 vol., in-8°, Washington, janv. 1881.
- AUSTIN (O. P.) (Chief of Bureau Statistics-Treasury Dept). — *Immigration into U. S. showing number, nationality, sex, age, occupation, destination, etc... from 1820 to 1903*, 1 vol. in-4°, Washington, 1904.
- BARLEY (William B.) (Professor of statistics at Yale-University). — Article dans le numéro de juin 1909 du *Bulletin de l'American Statistical association*, « The Teaching of Statistics ».
- BUNLE (H.). — Article dans le numéro de janvier 1926 du *Bulletin de la Statistique générale de la France et du Service d'Observation des Prix* (Ministère du travail, de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales), « Empire allemand, Recensement du 16 juin 1925 », p. 192-193.
- ENCYCLOPEDIA BRITANNICA. — Article « Marshal », t. XVI, p. 317, col. 2.
- HUEBNER (Grover C.). — Article dans le numéro de juin 1909 du *Bulletin de l'American Statistical Association*, « Teaching of Statistics ».
- Journal of the American Statistical Association. Papers and proceedings of the Ninety-first Annual Meeting of the American Statistical Association*, edited by F. Alexander Ross. Held at Washington. D. C. december 27-30, Nineteen Hundred and Twenty Nine, March 1930, supp. new series, n° 169, A. 1 vol, in-16°, 198, p. Id. (cf the Ninety-second Annual Meeting of the Id. *Of the Ninety-second Annual Meeting of the American Statistical Association*, edited by F. Alexander Ross. Held at Cleveland. Ohio. December 29-31. Nineteen hundred and thirty. March. 1931, Supp. New Series n° 173, A. 287, p.
- KOREN (John). — *History of Statistics. Their development and progress in many Counties*, In memoire to commemorate the seventy-fith anniversary of the American Statistical Association, 1 vol., in-8°, publié par l'A. S. A. New-York, 1918.
- MOIREAU (A.). — Deux articles sur les Etats-Unis dans la *Grande Encyclopédie*, t. XVI :
- A) *Gouvernement local*, p. 554-557.
 - B) *Pouvoir judiciaire*, p. 557-559.
- Proceedings of Quarterly Meeting of American Statistical Association*, Washington D. C., september 24.C.1909.
- A) *Introductory Remarks*, by Harry T. NEWCOMB.
 - B) *Census Methods* by Hon. Danna DURAND (Dir. of Bureau of Census);

- C) *Statistical Pilgrimage*, by Cressis L. WILBUR (Chief Statistician, division of Vital Statistics, Bureau of Census).
Quarterly Report of Chief Bureau of Statistics (D^r Treasury Dt).
 T. 1 october, november, december 1889.
 T. 12 january, february, march 1890.

OUVRAGES RELATIFS A LA PREMIÈRE PARTIE

Les Censuses

- The Seventh Census of the U. S. 1850.* « Embracing statistical view of each states and territories, arranged by counties, towns etc...; with an introduction embracing the aggregate tables for U. S., compared with every previous Census since 1790. Schedules and Laws of Congress relating to the Census in the same period. Ratio tables of increase and decrease of cities and states, etc., by sex and age color; tables of population of every county; town, township and other civil division, etc. in the U. S.; alphabetically arranged; together with some explanatory remarks and an appendix embracing notes upon the tables of each of the states, etc. » by T. D. B. DE BOW (Superintendent of the U. S. Census), 1 vol. in-4°, édité par Robert Armstrong, Public printer, Washington, 1853.
- Eight Census of the U. S. 1860.* « Population of the U. S. in 1860 compiled from the original returns of the eight Census, under the direction of the Secretary of the Interior », by Joseph G. KENNEDY (Superintendent of Census), 1 vol. in-4°, 694 p., édité par the « Government Printing Office », Washington, 1864.
- The Ninth Census of the U. S. 1870.* « The Statistics of the Population of the U. S., embracing the tables of race, nationality, sex, selected ages and occupation to which added the statistics for schools, attendance, and illiteracy of school, libraries, news papers and periodicals, churches, pauperism and crimes, and of areas families and dwelling », compiled from the original returns of the Ninth Census (June 1870) under the direction of the Secretary of the Interior, by Francis A. WALKER (Superintendent of Census), 1 vol. in-4°, 710 pages, édité par the G. P. O., Washington, 1872.
- Ninth Census of U. S. 1870.* « Statistical Atlas of the U. S. based on the results of the ninth census 1870, with contribution from many eminent Members of science and several departments of Government », compiled under authority of Congress by Francis A. WALKER (Superintendent of the Ninth Census, Professor of Political Economy and History, Sheffield Scientific School. Yale College I), 1 vol. in-12° 60 p., édité par the G. P. O., Wash., II
- Statistics of the Population of U. S. at the tenth Census* (June 1880).
 « Embracing extended tables of population of states, coun-

- ties, and other civil division a with distinction of races, sex age, nativity and occupation together with summary tables derived from other Census reports relating news paper and periodicals, publics schools and illiteracy; the dependant, defective and delinquant classes, etc.» Compiled and publish pursuant acts of Congress approved March 3-1879, April 2-1880 and August 7-1882 (Dt. of Interior), Francis A. WALKER (Superintendent, 1879-1881), Charles W. LEATON (Superintendent, 1881, population), 1 vol. in-4°, 961 p., publié par le G. P. O., Wash., 1883.
- Compendium of the Eleventh Census* 1890, t. I, population prepared under the supervision of Robert P. PORTER (Superintendent, Dt. of Interior, Bureau of Census), 1 vol. in-4°, 957 p., publié par the G. P. O., Wash., 1892.
- Twelfth Census of the U. S. Taken in year* 1900, 1^{re} partie : population; prepared under the supervision of William C. HUNT (Chief Statistician for Population, Dt. of Interior, Bureau of Census) : t. I, 1 vol. in-4°, 1006 p., publié par G. P. O., Wash.; — t. II, 1 vol. in-4° (754 p.), publié par G. P. O. Wash. 1902.
- General Report and Analysis of the Thirteenth Census of U. S., Taken in year* 1910, 1^{re} partie : Population, prepared under the supervision of William C. HUNT (Chief Statistician for Population, Dt. of Commerce, Bureau du Census) : t. I, 1 vol. in-4°, 1369 p., *General Report and Analysis*, edited by the G. P. O., Wash.; — t. II, 1 vol. in-4°, 1160 p. *Reports by states with Statistics for counties cities and other Civil divisions* (Alabama Montana), Wash., 1913; — t. III, 1 vol. in-4°, 1225 p. Nebraska, Wyoming and Alaska; Hawaii and Porto Rico, Washington, 1913.
- Fourteenth Census of the U. S.; U. S. Composition and Charaistristics of the Population*, prepared under the supervision of William C. HUNT (Chief Statistician for Population, Dt. of Commerce, Bureau du Census).
1^{re} partie, *Population* : t. I, 1 vol. in-4°, 695 p. *Number and Distribution of inhabitants*, édité par the G. P. O., Wash., 1921; — t. II, 1 vol. in-4°, 1410 p. *General Report and an analytical tables*, édité par the G. P. O., Wash., I; — t. III, 1 vol. in-4°, 1253 p. *Composition and Characteristics of the population by States*, édité parthe G.P. O., Wash., 1922.
- Abstract of the 14th Census of U. S.* 1920 (Dt. of Commerce, Bureau of Census), 1 vol. in-8°, édité par the G. P. O., Wash., 1923.
- Fifteenth Census of U. S.* 1930. United States Summary, total population for States and counties, for urban and rural areas and for incorporated places of 1.000 and over. 1181 pages, Bureau du Census (Population bulletin, first series), G. P. O., Wash., 1931.
- Census of England and Wales* : 1881, t. I, Population; — 1891, t. II, III, IV, Population; — 1901, t. III, IV, V, Population; — 1911, t. X, XI, XII, Population; — 1921, t. VII, VIII, IX, Population. Vol in-5°, édités by their Majesties Stationary Office.

LES MACHINES.

- BERTILLON (D. Jacques). — Articles dans le n° 2121 de *La Nature*, 17 janvier 1914 : *La Statistique par les machines*.
- BOLLE. — Conférence sur les machines statistiques au P. L. M. (*Journal de la Société de Statistique de Paris*, n° 789, juillet-août-septembre 1929).
- DEKSEE (Lawrence R.). — (Professor of accounting and Business organisation in the University of London). — *Accountancy and the use of the Hollerith tabulating and Sorting Machines*, 1 vol. in-16, New-York, 1920.
- JACOB (L.). — *Le calcul mécanique; appareils arithmétiques et algébriques intégrateurs*, 1 vol. in-12, Paris, 1911.
- JULIN (A.) (Secrétaire général du Ministère de l'Industrie et du Travail et du Ravitaillement; chargé de cours à l'Université de Gand). — *Principes de Statistique théorique et appliquée* (préface de M. Lucien MARCH, Directeur de la Statistique générale de France). T. I, 1 vol. in-8°, Paris-Bruxelles, 1921; — t. II, 1 vol. in-8° (1^{er} fascicule), Paris-Bruxelles, 1923.
- Machines Hollerith.* — Le système et les machines Hollerith imprimantes et non imprimantes : 1^{er} fasc. in-16, *L'analyse des ventes*, Paris, 1925; — 2^e fasc. in-16, *L'établissement des prix de revient*, Paris, 1925; — 3^e fasc. in-16, *Comment enregistrer les faits et les gestes quotidiens sous une forme immédiatement utilisable pour la gestion intelligente et effective de toute entreprise* (Du contrôle scientifique de la comptabilité et des statistiques modernes par les machines Hollerith), Paris, 1925.
- MARCH (Lucien) (Directeur de la Statistique générale de la France), *classi-compteur-imprimeur* (dépouillements statistiques; recensements; ventilation de comptes etc.), 1 fasc. in-4°, Paris, 1923.
- WILBUR (Cressis L.) (Chief Statistician; Division of Vital Statistics; Bureau of Census). — Article dans *Quarterly publication of the American Statistical Association*, December 1909, Census Methods : *Methods of Tabulation. The Margin of Errors; Methods of Selecting field force; Preparation of Schedules; Analysis and Interpretation of Statistics*, p. 608-623.

LIVRES HISTORIQUES.

- PASQUET (D.). — *Histoire du Peuple américain*, 3 vol. in-8°, Picard, éd., Paris, 1924 et 1930.
- ROSITER (William S.). — Census Monographie n° 1, *Increase of population in the U. S. 1910-1920*, 1 vol. in-8°, Washington, édité par le G. P. O., Washington, 1922.

OUVRAGES RELATIFS A LA DEUXIÈME PARTIE.

Vital Statistics (Statistiques démographiques).

- 1870 *Ninth Census. The Vital Statistics of the U. S. embracing the tables of death, birth, sex and âge compiled from the original returns of the Ninth Census*, by Francis A. Walker (Superintendent of the U. S. Census), 1 vol. in-4°, 570 p., édité par the G. P. O., Washington, 1873.
- Report on the Mortality and Vital Statistics of the U. S. as return at the Tenth Census* (June 1-1880), by T. S. BILLING (Surgeon of the U. S. Army), 1 vol. in-4°, 710 p., édité par the G. P. O., Washington, 1883.
- Report on Vital and Social Statistics in the U. S. at the eleventh Census 1890*, by John S. BILLING (Surgeon of the U. S. Army), t. I, *Analysis and Rates Tables*, 1 vol. in-4°, 1080 p.; — t. II, *Cities of 100,000 inhabitants and Upward*, 1 vol. in-4°, 1181 p.; — t. III, *Report on Vital and Social Statistics in the U. S. at the Eleventh Census 1890*, 1 vol. in-4°, 1050 p., édités par the G. P. O., Washington, 1894.
- Vital Statistics of the Twelfth Census 1900* : t. I, *Analysis and Rates Tables*, 1 vol in-4°, 695 p.; — t. II, *Analysis and Rates Tables*, 1 vol. in-4°, 1055 p., édités par the G. P. O., Washington 1902.

Statistiques de décès.

Department of Commerce. — Bureau du Census.

Mortality Statistics.

Années 1900-1904,	1 vol. in- 4°, Wash.	1907, 799 p.
— 1904-1905	—	1907, 354 p.
— 1906	—	1908, 480 p.
— 1907	—	1909, 358 p.
— 1908	—	1910, 724 p.
— 1909	—	1912, 810 p.
— 1910	—	1913, 611 p.
— 1911	—	1913, 572 p.
— 1912	—	1914, 382 p.
— 1913	—	1915, 631 p.
— 1914	—	1917, 707 p.
— 1915	—	1918, 543 p.
— 1916	—	1919, 597 p.
— 1917	—	1920, 603 p.
— 1918	—	1921, 616 p.
— 1919	—	1922, 667 p.
— 1920	—	1923, 774 p.
— 1921	—	1924, 636 p.
— 1922	—	1925, 732 p.

- | | | | |
|---|------|----------------------|--------------|
| — | 1923 | — | 1926, 485 p. |
| — | 1924 | — | 1927, 487 p. |
| — | 1925 | t. I in- 4°, Wash. | 1927, 463 p. |
| | | t. II in-16° | 169 p. |
| — | 1926 | t. I in- 4°, Wash. | 1928, 452 p. |
| | | t. II in-16° | 128 p. |
| — | 1927 | t. I in- 4°, Wash. | 1929, 428 p. |
| | | t. II in-16° | 159 p. |
| — | 1928 | 1 vol. in- 4°, Wash. | 1930, 444 p. |
- (Volumes imprimés par the *Government Printing Office*, Washington.)

Statistiques des naissances.

Department of Commerce. — Bureau of Census.

Birth Statistics for Birth Registration Area of the U. S.

1915. *First Annual Report*, 1 vol. in-4°, Wash. 1917, 78 p.
 1916. *Second Annual Report*, 1 vol. in-4°, Wash. 1918, 97 p.
 1917. *Third Annual Report*, 1 vol. in-4°, Wash. 1919, 299 p.
 1918. *Fourth Annual Report*, 1 vol. in-4°, Wash. 1920, 312 p.
 1919. *Fifth Annual Report*, 1 vol. in-4°, Wash. 1921, 315 p.
 1920. *Sixth Annual Report*, 1 vol. in-4°, Wash. 1922, 257 p.
 1921. *Seventh Annual Report*, 1 vol. in-4°, Wash. 1923, 269 p.

Birth Stillbirth and Infant Mortality Statistics for the Registration Area of the U. S.

1922. *Eight Annual Report*, 1 vol. in-4°, Wash. 1924, 419 p.
 1923. *Ninth Annual Report*, 1 vol. in-4°, Wash. 1925, 263 p.
 1924. *Tenth Annual Report*, 1 vol. in-4°, Wash. 1927, 283 p.
 1925. *Twelfth Annual Report*, t. I, in-4°, Wash. 1927, 245 p.
 1925. *Twelfth Annual Report*, t. II, in-16°, Wash. 1927, 76 p.
 1926. *Thirteenth Annual Report*, t. I, in-4°, Wash. 1928, 234 p.
 1926. *Thirteenth Annual Report*, t. II, in-16°, Wash. 1928, 72 p.
 1927. *Fourteenth Annual Report*, t. I, in-4°, Wash. 1929, 253 p.
 1927. *Fourteenth Annual Report*, t. II, in-16°, Wash. 1929, 75 p.
 1928. *Fifteenth Annual Report*, 1 vol. in-4°, Wash. 1930, 319 p.
 (Volumes imprimés par The *Government Printing Office*.)

Démographie générale.

Annual Report of the Surgeon general of the Public Health Service of the U. S., 1921, 1 vol. in-8°, édité par the G. P. O., Wash. 1924.

Dawis (H. W.). — *Physician's Pocket References of the International list of Cause of Death*, 1 fasc. in-32, édité par the G. P. O., Wash. 1921.

Federal Board Vocational Education (Home Economics Series dans le bulletin de June 1921 *Child Care and Child Welfare*, p. 65 (Dept. of Labor, Children's Bureau édité par the G. O. O.).

FREUD (Ernst). — *Illegitimacy Laws of the U. S.* (Depart. of Labor, Children's Bureau), 1 vol. in-8°, édité par the G. P. O., Washington, 1919.

LATHROP (Julia C.). — *An outline for a Birth Registration List* (Depart. of Labor, Children's Bureau), 1 fasc. in-8°, édité par the G. P. O., Washington, 1919.

NORTH (S. D. N.) (Director of Bureau of Census), *Made of Statement of Cause of Death; Duration of Illness upon certificates of Death* (Depart. of Commerce and Labor, Bureau of Census), 1 vol. in-8°, Washington, 1907.

Tous les livres de cette bibliographie se trouvent :

A la bibliothèque de la Statistique générale de la France (Ministère du Travail, 97, quai d'Orsay).

A la Bibliothèque de Statistique de la Faculté de Droit (10, place du Panthéon, Paris).

INTRODUCTION

Toutes les nations qui suivent le rythme de l'économie moderne ont reconnu la nécessité du développement de la science statistique et des recensements qui en sont la base même.

Ce qui nous a attiré vers les Etats-Unis, c'est la continuité même du développement du procédé de recensement. En effet, nous nous trouvions en face d'une situation exceptionnelle : une grande nation qui, dès sa formation et par texte constitutionnel, s'est contrainte à faire l'inspection de ses propres forces de décade en décade.

Comme il est intéressant d'étudier les cadres qui permettent l'interprétation objective des faits, et voulant étudier ces cadres dans leurs moindres détails, nous avons limité notre travail au « Recensement de la Population », sans oublier les questions connexes — mortalité et natalité — et sans jamais perdre de vue l'extension que prit le Census parallèlement au développement de la vie économique de la nation.

En effet, actuellement, aux Etats-Unis, les recensements ne s'occupent pas seulement du dénombrement de la population, ils ont atteint un développement considérable. Certes, au premier Census de 1790, les agents ne devaient s'intéresser qu'à la population, mais il ne faut pas oublier que la nation n'était qu'en voie de formation et qu'il eût été bien difficile de faire intervenir d'autres facteurs pour connaître la force de l'Etat. Or, par une évolution bien naturelle, au cours du XIX^e siècle, la puissance des Etats-Unis, comme celle des au-

tres nations, n'eut plus pour seule base le nombre de ses habitants, et le législateur comprit immédiatement que le développement de l'agriculture, de l'industrie, des institutions sociales, était au moins aussi important que celui de la population, et dès 1820 nous trouvons des enquêtes sur l'industrie. En 1840, il existe un *Bulletin général* pour le recensement de l'industrie, mines, commerce, manufacture, pêcheerie.

Mais le développement du Census ne se produit réellement qu'en 1850, grâce à la création du **Bureau du Census**. Immédiatement, les hauts fonctionnaires qui le dirigeaient comprirent l'importance prépondérante que tenait à prendre, d'une part, l'agriculture, et, principalement, l'industrie agricole, d'autre part, la grande industrie. Nous voyons alors des bulletins relatifs aux statistiques agricoles, industrielles et sociales, ces dernières s'intéressant aux sujets les plus divers de la vie sociale de la nation : état universitaire de l'Union ; nombre d'écoles, de collèges, d'universités ; nombre d'écoliers, d'élèves et d'étudiants dans les institutions ; nombre de bibliothèques, de journaux et de livres dans chaque ville ; d'autres relatives au crime et au paupérisme, aux prisons, aux œuvres de bienfaisance et aux religions, à l'évaluation des fortunes publique et privée et aux impôts, aux poids et mesures.

Aux Census suivants, les statistiques agricoles et industrielles, suivant le rythme social, prennent de plus en plus d'extension.

En 1880, nous trouvons les statistiques des différents commerces, des différentes industries, des grèves et des lock-out, d'autres relatives aux moyens de transport, aux mercuriales et aux prix, à l'évaluation des dettes intérieures et extérieures, aux impôts.

En 1890, la statistique des propriétaires et locataires vient compléter cette liste.

Dès 1900, et surtout en 1910 et en 1920, nous trouvons des détails particulièrement intéressants sur les salaires des

ouvriers, les bénéfices commerciaux, les opérations bancaires. Enfin en 1930 une section spéciale relative au chômage est créée.

Nous constatons donc qu'aux Etats-Unis, le Censu est une opération qui concerne toutes les éléments économiques de l'Etat : population, agriculture, industrie, institutions sociales.

Ce travail comprend deux parties d'inégale longueur : la première, la plus développée, traite du recensement proprement dit; la deuxième, plus restreinte, se rapporte aux actes de décès et de naissance. Cette dernière est née de sa devancière, et s'en trouve la conséquence logique. Tandis que, chez nous, en effet, la création de l'état civil a précédé le recensement et en a permis la réalisation, aux Etats-Unis, il en a été tout autrement; pour des raisons expliquées au cours de cet ouvrage, l'enregistrement des naissances et des décès n'y a été introduit que fort tard.

Lors de l'étude du septième Censu (1850), nous avons remarqué que sur le bulletin de la population, il était demandé qu'on mentionnât les naissances ayant eu lieu l'année du Censu, et qu'à cette même date, le Bureau du Censu créait un bulletin de mortalité relatif aux décès ayant eu lieu entre le 1^{er} juin 1849 et le 31 mai 1850. Nous avons alors recherché dans quelles conditions les naissances et les décès étaient déclarés aux Etats-Unis, et nous avons constaté qu'aucune loi fédérale n'était encore intervenue pour rendre les déclarations obligatoires; que, pendant tout le XIX^e siècle, seuls les Etats de la Nouvelle-Angleterre enregistraient les actes de l'état civil, d'une manière d'ailleurs très critiquable; que les premières instructions en cette matière ne dataient que de 1902 et avaient été données par le Bureau du Censu; que si, à l'heure présente, l'enregistrement des naissances et des décès était presque totalement réalisé, c'était grâce à l'active propagande faite

dans un but essentiellement hygiénique *par une société privée* : l'American Public Health Association.

Exposer les causes de ce contraste entre les recensements et l'enregistrement des naissances et des décès, tel est le but que nous nous sommes proposé dans ce travail.

S. M. B.

CHAPITRE PREMIER

LES QUATRE PREMIERS CENSUS

(Période 1787-1820)

SOMMAIRE. — Le texte constitutionnel; le but des premiers recensements; leur organisation : la tâche de recenseur est confiée aux maréchaux judiciaires; les assistants; absence de bulletin imprimé; les comptes rendus par famille.

Le premier Censu : Loi du 17 mars 1790; les questions posées; les comptes rendus.

Le deuxième Censu : Loi du 28 février 1800; modifications des questions; Introduction de classes d'âge irrégulières; les comptes rendus.

Le troisième Censu : Loi du 20 mars 1810; rôle du Secrétaire d'Etat; les comptes rendus.

Le quatrième Censu : Loi du 14 mars 1820; les questions posées; les comptes rendus.

Conclusion : Système primitif; mouvements de réformes.

Aux Etats-Unis, comme dans les autres pays, les premiers recensements ne furent pas exécutés dans un but scientifique, mais pratique.

En France, la Constitution de 1793, prévoyait un recensement général de la population de tout le territoire, pour délimiter les circonscriptions électorales dont le nombre d'habitants devait être rigoureusement égal.

Le recensement de 1850, en Suisse, fut fait dans un but analogue.

En nous référant à la Constitution américaine, nous trouvons à la 2^e section du paragraphe 3 de l'article 1^{er} le texte suivant :

« Les représentants et les impôts directs devront être répartis entre les Etats compris à l'intérieur de l'Union au

prorata de leur population respective; celle-ci sera déterminée en additionnant au nombre total des personnes libres (y compris celles en service pour un temps déterminé, et non compris les Indiens non imposés), les $\frac{3}{5}$ du nombre total des autres personnes¹. »

« Le premier recensement devra être fait dans le délai de trois ans qui s'écoulera après la première réunion du Congrès des États-Unis, et, par la suite, tous les dix ans, de telle façon qu'ils aient lieu après le vote d'une loi y relative. Le nombre des représentants ne pourra excéder 1 par 3.000 habitants, mais chaque État aura au moins un représentant. »

C'est une raison politique qui fit que le législateur ordonna de ne compter que les $\frac{3}{5}$ de la population esclave.

En effet, « il était entendu que dans la Première Chambre, le nombre des représentants serait proportionnel à la population; mais compterait-on les esclaves, bien qu'ils n'eussent pas le droit de vote ? Sur cette question, le Nord et le Sud se trouvèrent en conflit; et comme précédemment le Delaware, la Caroline du Nord menaça de se retirer de l'Union. Là aussi, le débat se termina par un compromis qu'avait fait entrevoir, dès l'origine, le plan *Pinkney*, les esclaves furent comptés pour les trois cinquièmes de leur nombre². »

Ainsi, la guerre d'indépendance était terminée depuis près de sept ans quand la nation américaine s'organisa. Il fallait qu'elle trouvât l'argent nécessaire à la formation des divers services sociaux et d'autre part elle avait une lourde dette de guerre qu'elle aurait voulu régler. Ces sommes indispensables, le Gouvernement Fédéral ne pouvait les obtenir que par la perception des impôts.

Enfin, il était rationnel que les Représentants du Peuple

1. Esclaves.

2. D. Pasquet, *Histoire du Peuple américain*, ch. XI, p. 294 (Picard, Ed.).

fussent répartis au prorata de la population. Ce texte fut donc inséré dans la Constitution pour des *raisons essentiellement fiscales et politiques*, sans aucun but scientifique.

C'était donc une nation nouvelle qui s'organisait, mais quelle nation ? Formée d'Etats séparés, du nord au sud, par des milliers de kilomètres, une République fédérale se constituait, et, sauf les grandes lois constitutionnelles ou d'intérêt général, chaque Etat gardait, sinon son indépendance propre, du moins ses lois, usages et coutumes.

Or, dans ce pays neuf, il était impossible, vu le court laps de temps accordé par la Constitution pour organiser le premier Censu — le délai maximum était de trois ans, et on doit remarquer qu'il courut en entier puisque la Constitution fut votée en 1787 et que le premier recensement eut lieu en août 1790 — d'éduquer des fonctionnaires spéciaux. Le Gouvernement fédéral eut recours aux maréchaux¹, officiers de justice attachés aux cours fédérales nommés par le Président après avis conforme du Sénat. Dans chaque district judiciaire, ils s'occupaient de la juridiction et de l'organisation de la cour de justice; ils étaient également agents du pouvoir exécutif et administratif. C'étaient donc des fonctionnaires qui cumulaient une partie des fonctions de nos maires, de nos préfets et de nos procureurs de la République.

Ces maréchaux reçurent l'ordre de faire le recensement dans leurs districts respectifs et ils devaient compter, conformément au texte constitutionnel, toutes les personnes libres (y compris celles en service pour un temps déterminé), omettre les Indiens non imposés, recenser séparé-

1. Ce titre a une origine anglaise, en effet, *The Marshal of the king's Bench* s'occupe, en Angleterre, du tribunal civil. Aux États-Unis, les premiers maréchaux furent, comme après toute révolution, choisis parmi les citoyens qui avaient rendu service à la cause triomphante. Actuellement, ils doivent justifier d'avoir fait leurs études de droit et doivent accomplir des stages avant d'obtenir ce titre.

ment les esclaves et en prendre seulement les $\frac{3}{5}$ pour les additionner au total des personnes libres.

Il serait superflu de faire remarquer qu'un tel travail ne pouvait être exécuté par les maréchaux seuls. En effet, la superficie de tous les districts était considérable¹. Ils furent donc autorisés à s'adjoindre des assistants.

Choisis par les maréchaux, qui n'exigeaient d'eux aucune connaissance spéciale, les assistants prêtaient serment de faire « un juste et parfait recensement et une description parfaite des personnes recensées ». Selon la densité de la population, leur champ de travail se limitait à une province, une ville, un port, une voie publique. Ils avaient, pour retourner leurs comptes rendus au maréchal, un délai excessivement long, neuf mois. En France, où, actuellement, les recensements se font à jour fixe, on se rend compte de toutes les erreurs que pouvait engendrer un tel délai; feuilles égarées, inexactitudes, négligences provenant de la lenteur même des opérations et du manque de contrôle immédiat. Enfin, le système appliqué étant celui de la population de fait, une personne se trouvant dans des places diverses, le jour où il y avait recensement, pouvait être comptée plusieurs fois.

Mais, tandis que dans les autres pays les premiers recensements furent faits par évaluation, aux Etats-Unis les textes de lois autorisant les trois premiers Censuses spécifiaient que les résultats devaient être groupés par famille. Cependant, ils ne mentionnaient pas si l'agent recenseur devait se présenter à domicile, ou convoquer le chef de famille; enfin, dans la loi autorisant le quatrième recen-

1. La subdivision, appelée *county* en termes administratifs, est dénommée *district* pour l'organisation fiscale et judiciaire. Leur superficie et leur population est des plus variables; dans le Maine, il y a 16 *counties*, qui varient de 20.000 à 88.000 habitants; dans le Massachusetts, il y en a 14, variant de 14.000 à 400.000 habitants. Or, celui qui a une population de 400.000 habitants comprend Boston et n'est que le neuvième pour la superficie.

sement, nous trouvons précisés ces points : « L'enquête doit être faite à domicile et les questions doivent être posées au chef de famille. »

Pour ces quatre premiers recensements, bien que les maréchaux eussent des instructions précises au sujet des questions à poser, aucune formule uniforme ne fut distribuée. Il y eut donc diverses interprétations du texte et l'ensemble des recensements partiels fut si hétérogène que leur totalisation fut très laborieuse et inexacte.

Premier Censu8 (1790)

La loi qui autorisait le premier Censu8 fut votée, conformément au texte constitutionnel, trois ans après la 1^{re} session du 1^{er} Congrès. Elle passa à la 2^e session et fut promulguée le 1^{er} mars 1790. Le premier Censu8 commença le premier lundi du mois d'août 1790. D'après la loi, les assistants devaient renvoyer, dans un délai de neuf mois, les comptes rendus aux maréchaux. Ces documents devaient être disposés en colonnes, sur des feuilles volantes, signées par eux.

TABLEAU I

NOM du Chef de Famille	Nombre de personnes libres de 16 ans et plus (y compris le Chef de famille)	Nombre de personnes libres de moins de 16 ans	Nombre de Femmes blanches	Nombre total de personnes libres	Esclaves

Si une personne libre était en voyage lors du recensement, il fallait la compter dans la ville où elle se trouvait, le jour de l'ouverture du Censu8. C'est donc le système de la population de fait qui fut employé.

Aussitôt après la réception des rapports de leurs assistants, les maréchaux devaient envoyer un rapport général au Président de l'Union, qui était le chef du Census, et, pour le premier Census, malgré l'absence de méthode de travail, le Président reçut les comptes rendus généraux signés des maréchaux et des assistants dans le courant de septembre 1791.

Ces copies formèrent le recueil du premier Census qui comprenait 46 pages in-octavo.

Les chiffres donnés furent reconnus inexacts parce qu'il y eût beaucoup de fausses déclarations : on négligea de déclarer les enfants en bas âge, ainsi que les vieillards ; les maîtres déclarèrent un nombre d'esclaves de beaucoup inférieur à la réalité, afin d'avoir à payer moins d'impôts, et le problème de la répartition des impôts furent la source de questions contentieuses sans fin.

D'autre part, même si les réponses avaient été exactes, les résultats ne pouvaient avoir une grande importance au point de vue démographique pour les deux raisons suivantes :

1^o Il n'y avait que deux classes d'âge tout à fait disproportionnées : *personnes libres de moins de 16 ans et personnes libres de plus de 16 ans*.

2^o Ni l'âge ni la date de naissance n'étant demandés, aucun démographe n'eut pu tirer profit des résultats et grouper lui-même les individus en classe d'âge¹.

Second Census (1800)

Dix ans plus tard, des progrès considérables marquèrent le second Census. En effet, la loi du 28 février 1800 indiquait que les assistants devaient grouper les habitants de

1. Le coût fut de \$ 44.378,28.

l'Union en 4 classes d'âge : 10-16 ans, 16-20 ans, 20-45 ans, 45 ans et plus. De ce fait, ils furent obligés de demander l'âge en posant les questions. Les réponses furent groupées en colonne, comme suit :

ÉTAT DE CHAQUE FAMILLE

TABLEAU II

NOM du Comité, du Territoire, Ville ou Cité	NOM du Chef de Famille	Nombre de mâles libres	Nombre de femmes libres	Nombre d'hommes et de femmes libres de :				Nombre de personnes libres	Nombre d'Esclaves
				10-16 ans	16-20 ans	20-45 ans	45 et plus		

Bien qu'on ne s'occupât pas du groupe 0-10 ans et qu'à partir de 45 ans les individus fussent considérés comme un seul groupe homogène, la méthode employée marquait une amélioration sur le précédent Censu.

Les résultats furent publiés par l'Imprimerie fédérale en 1801, en un volume de 74 pages in-octavo¹.

Troisième Censu 1810

Autorisé par la loi du 20 mars 1810, le troisième Censu commençait le 1^{er} lundi du mois d'août 1810 et devait se terminer neuf mois plus tard; mais la loi du 2 mars 1811 le prolongea jusqu'au 1^{er} lundi de juin.

La procédure et les bulletins employés furent exactement les mêmes qu'en 1800. Seulement, le directeur du Censu ne fut plus le Président de l'Union, mais le Secrétaire d'Etat² chef du Ministère d'Etat. Il fut choisi comme directeur du recensement, parce qu'à cette époque il n'y avait encore ni ministère de l'Intérieur³ ni ministère du Commerce et de l'Industrie⁴ et que ses fonctions diplomatiques en fai-

1. Les frais s'élevèrent pour le 2^e Censu à \$ 66.109, 04.

2. Aux E. U. A. les ministères sont dirigés par des Secrétaire d'Etat. Le Ministère d'Etat, dirigé par le Secrétaire d'Etat, est une division du pouvoir exécutif des E.-U. qui est considérée comme la plus importante parmi les portefeuilles. Il correspond à notre ministère des Affaires étrangères.

3. Fondé en 1841.

4. Fondé en 1905.

saient un des personnages les plus importants après le Président de l'Union.

Les résultats furent imprimés en 1811¹, en un volume de 188 pages (sans les titres, sommaires et introduction).

Quatrième Censu8 (1820)

Mis encore sous la direction du Secrétaire d'Etat, le quatrième Censu8 s'ouvrit le premier lundi d'août 1820. Il devait se terminer neuf mois plus tard; mais une fois de plus une loi intervint, qui le prolongea jusqu'au 1^{er} septembre 1821.

La loi du 14 mars 1820 autorisant l'ouverture de ce recensement spécifiait que les *questions devaient être posées à domicile* au chef de famille et ajoutait aux questions des précédents Censu8 d'autres relatives au nombre d'hommes libres de moins de 10 ans, aux âges des esclaves, au nombre de personnes non naturalisées, aux occupations des membres de la famille, et faisait une distinction entre les personnes libres blanches et celles de même condition, mais noires.

Voici quel fut le texte des questions :

TABLEAU III

I. Nom du comté, du territoire, de la ville et de la cité où la famille réside :

II. Nom du chef de famille :

III. Hommes libres de :	Femmes libres de :
Au-dessous de 10 ans;	Au-dessous de 10 ans;
10-16 ans;	10-16 ans;
16-18 ans;	16-18 ans;
18-26 ans (y compris le chef de famille);	18-26 ans (y compris le chef de famille);
26-45 ans (y compris le chef de famille);	26-45 ans (y compris le chef de famille);
45 ans et plus.	45 ans et plus (y compris le chef de famille).

1. Le coût du 3^e Censu8 fut de \$ 178.444, 07.

- IV. Nombre de personnes non naturalisées :
- V. Nombre de personnes engagées dans l'agriculture :
- VI. Nombre de personnes engagées dans le commerce :
- VII. Nombre de personnes engagées dans l'industrie :
- VIII. Esclaves :

Sexe masculin :

0-14 ans.
14-16 ans;
16-25 ans;
26-45 ans;
45 ans et plus.

Sexe féminin :

0-14 ans;
14-16 ans;
16-25 ans;
26-45 ans;
45 ans et plus.

IX. Personnes libres de couleur :

Sexe masculin :

0-14 ans;
14-26 ans;
26-45 ans;
45 ans et plus.

Sexe féminin :

0-14 ans;
14-26 ans;
26-45 ans;
45 ans et plus.

X. Nombre total de personnes :

Le rapport du quatrième Census fut un volume de 260 pages, dont 160 concernant la statistique de la population, 100 se rapportant à l'industrie; en tête du volume se trouvait la copie des instructions préparées par le Secrétaire d'Etat à l'usage des maréchaux.

C'est à cette date — 1820 — que nous pouvons arrêter l'étude du Census des Etats-Unis dans sa phase première.

Bien que ce soit la seule nation qui, à cette époque, ait eu des recensements réguliers — ce qui est un louable effort — nous devons constater que le système est bien primaire et plein de lacunes :

L'absence de bulletin imprimé rend l'interprétation des textes de lois des plus subjectives. Les subdivisions en classes d'âge ne sont pas rationnellement établies puisque les échelons sont tantôt de 14 ans, tantôt de 2, 9 et 19 ans, et qu'enfin on englobe en une même catégorie les « hommes de 45 ans et plus », c'est-à-dire des êtres en pleine force active et des vieillards.

D'une manière générale, il fallait étudier sérieusement le système employé et le mettre au point. C'est ce que comprit fort bien un des hommes les plus en vue aux Etats-Unis puisqu'il fut Président de l'Union (1825-1829), le Président Adams, qui suggéra la nécessité de réformer l'organisation du système fonctionnant pour les « Censuses » précédents. Et bien qu'il ne fût plus au pouvoir en 1830, toutes les réformes accomplies furent conformes à celles qu'il avait suggérées.

CHAPITRE II

LES CINQUIEME ET SIXIEME CENSUS

(Période de 1830-1840)

SOMMAIRE. — *Les réformes* : 1° Changement de date des Census; 2° Modifications relatives au choix des assistants; 3° Bulletin imprimé : importance de cette innovation, son but, lacunes.

Le cinquième Census : Loi du 23 mars 1830; le bulletin; modifications des classes d'âges; les comptes rendus.

Le sixième Census : Loi du 28 mars 1839 semblable en tous points à celle du 23 mars 1830; comptes rendus.

Conclusion : Absence de bulletin uniforme à travers l'Union; abus de subdivisions en classes d'âges; réformes nouvelles.

Les réformes apportées dans le Census sur le vœu du Président Adams furent les suivantes :

1° Il avait remarqué qu'au mois d'août, un certain nombre d'habitants des villes sont en villégiature, et que, par suite du travail agricole, nombreux sont les mouvements des ouvriers spécialisés, du sud vers le nord. Il était donc inutile de compliquer ainsi la tâche des recenseurs. Il fut alors voté¹ que les Census à venir s'ouvriraient le 1^{er} juin et non plus le premier lundi du mois d'août.

2° Les assistants² ne furent plus choisis par les maréchaux, mais nommés par le Secrétaire d'Etat.

3° Le délai de neuf mois qui était accordé aux assistants pour envoyer leur rapport fut réduit à six mois, y compris le temps nécessaire aux maréchaux pour expédier leurs comptes rendus.

1. Loi du 23 mars 1830.

2. Ils devaient toujours prêter serment.

4^o Mais la grande innovation de la loi du 23 mars 1830 fut l'emploi d'un *bulletin imprimé*.

Large de 18 inches, longue de 15 inches¹, ce bulletin n'était pas une *feuille de ménage*, telle qu'on en emploie actuellement en France, mais une *feuille collective* qui devait contenir l'état de 28 familles par page.

TABLEAU IV

I. Nom du comté, de la ville, du quartier, territoire ou district :

II. Nom du chef de famille :

III. Nombre de personnes libres blanches :

IV. Nombre d'hommes de :

V. Nombre de femmes de :

0 à 5 ans²;
5 à 10 ans;
10 à 15 ans;
15 à 20 ans;
20 à 30 ans;
30 à 40 ans;
40 à 50 ans;
50 à 60 ans;
60 à 70 ans;
70 à 80 ans;
80 à 90 ans;
90 à 100 ans;
100 ans et plus.

0 à 5 ans;
5 à 10 ans;
10 à 15 ans;
15 à 20 ans;
20 à 30 ans;
30 à 40 ans;
40 à 50 ans;
50 à 60 ans;
60 à 70 ans;
70 à 80 ans;
80 à 90 ans;
90 à 100 ans;
100 ans et plus.

VI. Esclaves :

Hommes de :

Femmes de :

0 à 10 ans;
10 à 24 ans;
24 à 36 ans;
36 à 55 ans;
55 à 100 ans;
100 ans et plus.

0 à 10 ans;
10 à 24 ans;
24 à 36 ans;
36 à 55 ans;
55 à 100 ans;
100 ans et plus.

VII. Personnes de couleurs libres :

Hommes de :

VIII. Femmes de :

0 à 10 ans;
10 à 24 ans;
24 à 36 ans;
36 à 55 ans;
55 à 100 ans;
100 ans et plus.

0 à 10 ans;
10 à 24 ans;
24 à 36 ans;
36 à 55 ans;
55 à 100 ans;
100 ans et plus.

1. 0 m. 45 sur 0 m. 375.

2. Les subdivisions régulières en classes d'âge avaient également été suggérées par le Président Adams, lors de son 4^e Message annuel (1828).

IX. Nombre de personnes blanches comprises dans les chiffres précédents qui sont sourdes et muettes :

0 à 14 ans; 14 à 25 ans; 25 ans et plus.

X. Aveugles :

0 à 14 ans; 14 à 25 ans; 25 ans et plus.

XI. Etrangers : Etrangers non naturalisés :

XII. Esclaves et personnes de couleurs compris dans les chiffres précédents et qui sont sourds-muets :

0 à 14 ans; 14 à 25 ans; 25 ans et plus.

XIII. Aveugles :

0 à 14 ans; 14 à 25 ans; 25 ans et plus.

Les questions devaient se trouver disposées en colonne en tête des pages.

Avec cette formule, commence à se réaliser un vrai système de statistiques tendant à l'uniformité, où il peut y avoir vérification, rectifications et preuves.

Malheureusement, la loi qui avait prévu les dimensions de bulletin, les questions à poser, avait omis d'envoyer aux maréchaux *un bulletin type* et leur laissait toute initiative quant à la rédaction à donner à celui de leur district. Et le travail de totalisation devint difficile à cause du manque d'uniformité.

Cinquième Censu 1830

Le cinquième Censur fut autorisé par la loi du 23 mars 1830 et conformément aux réformes nouvelles il commença le 10 juin 1830.

Les questions à imprimer sur le bulletin étaient les mêmes qu'au précédent Censu, seulement, les subdivisions en classes d'âge sont régulières, elles vont de 5 en 5 ans jusqu'à l'âge de 20 ans, et de décade en décade jusqu'à 100 ans. Il eût été d'ailleurs beaucoup plus précis de demander la date de ^{na}issance. Peut-être cette question eût-elle été difficile à poser aux Etats-Unis, à cette époque où, ainsi que nous le verrons, l'enregistrement des nais-

sances n'était que très peu pratiqué et où beaucoup de personnes nées dans des régions lointaines ne connaissaient leur âge qu'approximativement. Mais, néanmoins, le législateur eût pu rédiger une question telle que celle-ci : « Age de chaque personne », ne fût-ce que pour faciliter le travail totalisation.

Le législateur, en outre, s'occupa de ce qui devait devenir les statistiques sociales, c'est-à-dire le dénombrement des sourds-muets, et aveugles de l'Union.

Le cinquième Censu¹ eut ses résultats édités par l'Imprimerie fédérale, précédés d'un compte rendu des quatre premiers Census, suivis d'une récapitulation des circulaires du Secrétaire d'Etat aux maréchaux, le volume imprimé comprenait 163 pages.

Sixième Censu (1840)

La loi du 25 mars 1839 qui autorisait le sixième Censu, s'inspirant entièrement de celle du 28 mars 1830, n'apporta aucun changement important.

Aucun bulletin type ne fut encore envoyé aux maréchaux, les questions restèrent les mêmes, mais on en ajouta trois relatives aux statistiques commerciales, industrielles et sociales qui ne concernent point cette étude.

Cependant, l'absence de bulletins uniformes à travers l'Union, les trop grandes subdivisions en classes d'âge furent des causes d'erreurs, et le législateur comprit fort bien qu'une nouvelle mise au point était nécessaire et qu'un plan de travail, sérieusement élaboré, devait être dressé.

1. Le coût fut de \$ 378.545,13.

CHAPITRE III

LES SEPTIEME, HUITIEME ET NEUVIEME CENSUS

(Période 1850-1870)

SOMMAIRE. — Le rapport de la commission spéciale du Sénat en faveur des réformes; loi du 3 mars 1849; création d'un *Bureau du Census* provisoire pour préparer le Census.

Tâche du *Bureau du Census* : Examen du Census précédent; critique; réformes apportées : 1° Bulletin uniforme à travers l'Union; 2° Bulletin spécialisé pour les diverses branches : population, industrie, etc.; 3° Subdivision du bulletin de population en deux parties : une pour la population libre, une pour les esclaves; 4° Simplification de la rédaction des bulletins, suppression des classes d'âge; 5° Enquêtes relatives aux naissances, mariages et décès pendant l'année du Census

Loi du 23 mai 1850; caractère permanent de cette loi.

Le septième Census 1850 : Les bulletins; du bulletin de décès décennal; comptes rendus.

Le huitième Census 1860 : Du *Bureau du Census*; son personnel; sa tâche : préparer les Census et en classer les résultats; modifications apportées aux différents bulletins; comptes-rendus.

Le neuvième Census 1870 : Tentatives de réformes; échec; loi du 6 mai 1870; pouvoirs du secrétaire d'Etat à l'Intérieur; loi du 9 juin 1870 : augmentation du nombre des assistants conséquences de la guerre de Sécession : suppression du bulletin n° II (esclaves); modifications apportées aux autres bulletins.

Conclusion.

Dès 1847, une commission spéciale du Sénat se mit au travail et elle déposa un rapport où elle s'exprimait en ces termes :

« Devant les erreurs manifestes et palpables, pour ne pas dire énormes, du dernier Census, la commissions se trouve obligée de suggérer au Sénat la nécessité d'une législation qui préviendrait de semblables erreurs et négli-

gences dans le prochain Census devant avoir lieu en 1850, et la commission demande avec insistance que la loi autorisant le prochain Census prenne soin d'insérer les instructions qui assureront la fidélité de la part de ceux auxquels on a recours pour préparer le résultat de la publication. »

Le législateur comprit immédiatement quelle était la valeur de ce rapport qui demandait une meilleure organisation du travail : une loi de *première importance*, puisqu'elle créait un *Bureau du Census*, fut votée.

Les dirigeants du *Bureau du Census* furent : le Secrétaire d'Etat¹, l'Attorney général² et le Postmaster général³.

Ce bureau, qui ne devait avoir qu'une durée temporaire⁴, fut créé pour préparer et faire imprimer les formules nécessaires « pour le recensement complet des habitants des Etats-Unis, et aussi pour faire imprimer d'autres bulletins, afin de créer une collection de statistiques relatives aux mines, à l'industrie, à l'éducation et autres branches, selon les besoins de l'industrie, du commerce et des ressources nationales ».

Une autre loi, de la même année⁵, établit le ministère de l'Intérieur, et dans la section 7 de la dite loi il fut mentionné que « le secrétaire de l'Intérieur exercerait toutes les surveillances et posséderait désormais les pouvoirs exercés actuellement par le Secrétaire d'Etat dans les rapports avec les maréchaux et autres employés, au sujet des recensements et des comptes rendus ».

Ainsi une administration nouvelle, temporaire, dépendant du ministère de l'Intérieur, était créée; le *Bureau du Census* avait pour tâche de préparer les recensements;

1. Voir *supra*, p. 11 (note 2).

2. Chef du département de la justice et membre du cabinet fédéral.

3. Directeur général des postes.

4. Devenu permanent le 6 mars 1902.

5. 1847.

il donna des preuves immédiates des grands services qu'il pouvait rendre.

Le premier soin des dirigeants du dit bureau fut d'examiner le précédent Censu8, et de rechercher les causes des mauvais résultats obtenus. La critique s'attaqua immédiatement au bulletin; elle se porta sur les points suivants :

1^o Il fallait que les bulletins fussent imprimés par le *Bureau du Censu8* et qu'ils fussent *identiques à travers toute l'Union*.

2^o Devant le développement économique du pays, un seul bulletin ne pouvait suffire pour le recensement de la population et les statistiques commerciales, industrielles, et sociales. Il fallait donc plusieurs bulletins séparés.

3^o Il devait y avoir un bulletin pour le recensement de la population libre et un autre pour celui des esclaves.

4^o Dans ces formules, les subdivisions en classes d'âge devaient être supprimées et remplacées par la demande de l'âge.

5^o Cette demande de l'âge permettant de totaliser le nombre des naissances dans l'année du Censu8, il fallait également s'occuper des décès, et le *Bureau du Censu8* rédigea un bulletin concernant les décès ayant eu lieu dans l'année du Censu8 (*Schedule of Mortality*).

6^o Sur les bulletins de population, il devait être indiqué si les sujets s'étaient mariés dans l'année du Censu8; ce qui permettait une statistique des mariages.

Malheureusement, en 1850, le *Bureau du Censu8* ne s'occupa pas du dépouillement du travail qu'il avait mis en marche. Ce rôle ne lui fut accordé qu'au Censu8 suivant.

D'autre part, si le personnel chargé de préparer le Censu8 était composé d'employés de ministère rompus aux travaux administratifs, les maréchaux dans les districts res-

tèrent les chefs du recensement¹, et à nouveau ils choisirent leurs assistants².

Enfin, le délai pour le renvoi des comptes rendus, bien que réduit, resta encore trop long, puisqu'il fût de cinq mois³.

Cependant, ces dispositions arrêtées, les Chambres votèrent une loi qui fut promulguée le 23 Mai 1850, et, le jour même de la promulgation, le Secrétaire de l'Intérieur prit une décision par laquelle « *tout census à venir serait régi par la dite loi, sauf au cas où une loi spéciale interviendrait avant le 1^{er} Janvier de l'année où un nouveau Census devait avoir lieu* ». La conséquence de cette décision fut que les septième, huitième et neuvième Census furent régis par une seule et même loi.

Septième Census (1850)

Le septième Census commença le 1^{er} juin 1850 et se termina six mois plus tard.

Il y eut six bulletins imprimés par le *Bureau du Census* se rapportant :

- 1^o Aux habitants libres;
- 2^o Aux esclaves;
- 3^o Aux productions agricoles;
- 4^o Aux décès;
- 5^o Aux productions industrielles;
- 6^o Aux statistiques sociales³.

En examinant ces bulletins⁴, il faut apprécier l'effort que fit le *Bureau du Census* pour que la rédaction en fût claire, nette, et que les réponses aux questions pussent être aisément rédigées.

1. Jusqu'en 1880.

2. Ils devaient toujours prêter serment.

3. Au lieu de neuf mois jusqu'en 1830 et six mois à partir de cette date.

4. Nous ne nous occupons que des bulletins n^o 1, 2, 4.

4. Voir les tableaux V, Vbis, VI.

TABLEAU V

BULLETIN N° 1 RELATIF AUX HABITANTS LIBRES (A).

Habitants libres à dans le Comté Etat de
recensés par moi le (date et jour) du (mois) de l'année 1850.

(Nom, assistant du maréchal.)

1° Maisons d'habitation¹ recensées dans l'ordre d'inspection²;

2° Familles numérotées dans l'ordre d'inspection³;

3° Nom de chaque personne⁴ dont le lieu de résidence⁵, le 1^{er} juin 1850⁶, était en cette famille⁷.

DESCRIPTION.

4° Age⁸;

5° Sexe⁹;

6° Couleur¹⁰ (blanc, noir ou mulâtre);

7° Profession¹¹, occupation ou commerce de chaque homme au-dessus de 15 ans.

8° Evaluation de leur fortune personnelle;

9° Lieu de naissance (Etat, territoire¹² ou pays)¹³;

10° Marié dans l'année¹⁴;

11° A suivi l'école pendant l'année;

12° Personne au-dessus de 20 ans, ne sachant ni lire ni écrire¹⁵;

13° Y a-t-il des sourds-muets, aveugles, idiots, fous, assistés ou condamnés ?

1. Par maison d'habitation, il faut entendre tout lieu habité contenant plusieurs personnes ou familles vivant sous un même toit; quand plusieurs maisons réunies en un pâé ont plusieurs entrées, il faut compter autant de maisons que c'e portes d'entrée séparées. Si une maison est utilisée en partie pour un commerce, en partie par une maison d'habitation, elle doit être considérée comme maison d'habitation. Les hôtels, hôpitaux, asiles, etc., et autres institutions du même genre doivent être comptés comme maisons d'habitations avec mention « hôtel », etc. (B.).

2. Mettre le nombre de maisons d'habitation habitées par des habitants libres qui ont été visitées. La première maison visitée doit avoir le n° 1, la 2^e le n° 2, etc.

3. Compter le nombre de familles qui ont été visitées, la première ayant le n° 1, la 2^e le n° 2, etc. Il faut entendre par famille toute personne vivant séparément dans une maison ou une partie de maison, ou plusieurs personnes vivant ensemble dans une maison ou une partie de maison, a'ant un moyen d'existence commun. Ex. : un veuf vivant tout seul ou 200 individus vivant ensemble et s'approvisionnant grâce à un chef, doivent être considérés chacun comme une famille. L'hôte d'un hôtel doit être considéré comme une famille.

4. Nom de chaque personne libre de chaque famille, présente ou absente momentanément.

5. Par lieu de résidence, il faut entendre la maison ou le logement habituel d'une personne. Les assistants font leur enquête à domicile, dans les magasins, boutiques et similaires, et font la description et prennent le nom de toute personne qui habituellement dort en ce lieu, supposant qu'une telle personne n'est pas recensée autre part.

6. Si un membre de la famille est mort après le 1^{er} juin, il doit être compté, si un membre de la famille est né après le 1^{er} juin 1850, il ne doit pas être compté.

7. Le classement doit être ainsi fait : père, mère, chef de famille; s'ils sont décédés, mettre les enfants en commençant par le plus âgé et en terminant par le plus jeune, puis les hôtes, locataires, pensionnaires, domestiques. Les hôteliers, géoliers, directeurs d'hôpitaux sont considérés comme chefs de famille. Les étudiants absents de leur famille sont considérés comme membres de la famille dans laquelle ils étaient logés au 1^{er} juin 1850. Les personnes sur un navire qui a abordé accidentellement ou temporairement ne doivent pas être recensées à cet endroit. Les marins immatriculés qui appartiennent à un port privé doivent être recensés dans ce port; une règle semblable doit être appliquée aux employés de la marine fluviale. Tous ceux qui ont une résidence ou un domicile et qui sont à bord d'un navire non recensé doivent être comptés à leur domicile, qu'ils soient présents ou absents. Ceux qui vivent continuellement sur un navire doivent être recensés à l'endroit où le navire a obtenu licence. Les assistants devront demander à l'Office des Ports la liste de toutes les personnes voyageant en mer et n'ayant pas été considérées comme appartenant à une famille quelconque, afin que chaque citoyen des Etats-Unis ait sa place dans le recensement.

8. Insérer l'âge de chaque personne au dernier anniversaire. Si l'âge est inconnu, le mettre approximativement; pour les bébés de moins d'un an, mettre l'âge en fraction. Ex. : 7 12, 11 12.

9. Mettre M pour homme, F pour femme.

10. Laisser un espace vide pour blanc, mettre N pour noir, M pour mulâtre.

11. Quand une personne a plusieurs professions, mettre la principale.

12. Mettre en initiale le nom du territoire, Etat. Mettre inconnu, si inconnu.

13. Mettre le nom du pays si né à l'étranger.

14. Mettre un trait sous chaque personne mariée dans l'année.

15. Le maréchal devra noter soigneusement toute personne de plus de 20 ans qui ne sait ni lire ni écrire.

(A) Il est inutile de rappeler que ces questions étaient disposées en tête des colonnes, tant dans la formule n° 1 que dans les autres et que les feuilles étaient disposées pour recevoir les déclarations de 28 familles.

(B) Les notes 1, 2, 3, etc. n'étaient pas mises au verso du bulletin nous les avons trouvées dans les instructions du Secrétaire de l'Intérieur aux Maréchaux.

D'autre part, le *Bureau du Censur* fit preuve d'une belle initiative en s'occupant des naissances, des mariages et des décès. Il est vrai que des chiffres pour une année sur dix ne sont pas bien probants, mais c'était quand même un début puisque les autorités locales, seules chargées de la tenue des registres de l'état civil qui était facultative, s'en désintéressaient le plus souvent¹.

En effet, bien rares étaient à cette époque les villes des Etats-Unis où les autorités municipales enregistraient les naissances, les mariages et les décès. D'ailleurs, aucune loi fédérale n'étant intervenue, la coutume ne pouvait pas avoir force de loi dans un pays neuf, dont la population était composée de races si différentes. Le plus souvent, c'étaient quelques médecins consciencieux qui, sans obligation aucune, notaient les cas de naissances et de décès qu'ils avaient été amenés à constater au cours de leur carrière.

Malheureusement, le bulletin de décès qui aurait pu avoir une importance relativement grande, puisqu'il eût permis de connaître, tous les dix ans, quels étaient les quartiers de ville ou les Etats dans lesquels, il y avait le plus grand taux de décès, et les comparer à la classe et à la densité de la population, fut rarement mis en usage par les maréchaux qui se bornèrent à de simples évaluations².

1. Dès 1830, les Etats de la Nouvelle-Angleterre enregistraient partiellement leurs naissances et leurs décès (proportion d'enregistrement 2/3). En effet, le milieu social était organisé, les villes possédaient une administration. La population (composée d'Anglais ou d'Ecosais) était stable. Tandis que dans les autres Etats plus ou moins récemment rattachés à l'Union, il se formait des agrégats d'habitants, qui tentaient de trouver le vivre afin de s'installer définitivement; mais n'y parvenant pas toujours, ils émigraient vers d'autres places.

2. Le coût de ce Censur fut de \$ 1.423.350, 75.

TABLEAU Vbis

BULLETIN N° 2 RELATIF AUX ESCLAVES.

Esclaves habitant à dans le Comté de Etat de
recensé par moi le du 1850, Assistant du Maréchal¹.

- 1° Nom du maître de l'esclave²;
- 2° Nombre d'esclaves;
- 3° Age³;
- 4° Sexe⁴;
- 5° Couleur⁵;
- 6° Réfugié d'un autre Etat que celui-ci⁶;
- 7° Nombre d'affranchis;
- 8° Sourds-muets, aveugles et fous.

1. Mettre en tête le n°, le nom du district, de la ville ou municipalité, de l'Etat dans lequel les esclaves sont recensés et le jour du mois dans lequel le recensement a été fait.

2. Quand un esclave a plusieurs maîtres, mettre le nom de celui auquel il est le plus nécessaire (A); s'il appartient à une corporation ou à un trust, le mentionner.

3. Mettre inconnu, si l'âge est inconnu.

4. Mettre M pour masculin, F pour féminin.

5. Mettre B pour noir, M pour mulâtre.

6. En face du nom du maître, mentionner le nombre d'esclaves qui, s'étant enfuis pendant l'année, ne sont pas retournés chez leur maître.

(A) En effet, avant l'affranchissement, les esclaves pouvaient être *propriété indivise* de plusieurs maîtres.

Huitième Censu8 (1860)

Lors du précédent recensement, le *Bureau du Census* avait fait preuve de son utilité, et, dès 1859, il fut à nouveau constitué. Les dirigeants étaient toujours les mêmes sommités administratives et le personnel était composé comme suit :

- 1 chef du personnel;
- 6 employés de 4^e classe;
- 9 — de 3^e classe;
- 10 — de 2^e classe;

et autant d'employés de 1^{re} classe qu'il serait nécessaire; ce nombre fut de 127 en novembre 1860; 168 en mai 1862; 110 en novembre 1862.

Le *Bureau du Census* désormais n'était plus seulement chargé « *de préparer et de faire imprimer les formules nécessaires au recensement* », mais il devait « *s'occuper de la classification des résultats pour en composer leur rapport* ». Il ne fut donc dissous que le 31 mai 1865, mais comme le rapport n'était pas encore complètement terminé, la plus grande partie du personnel alla travailler au *General Land Office* sous la direction du *Commissionner of General Land Office*².

Aucune loi spéciale n'étant intervenue avant le 1^{er} janvier 1860, le huitième Census fut donc régi par la loi du 23 Mai 1850.

Les bulletins restèrent les mêmes qu'au Census précédent; seul, celui relatif aux habitants libres reçut les légères modifications suivantes :

La question n^o 7 qui était ainsi rédigée : « profession, occupation ou commerce de *chaque homme* au-dessus de 15 ans » devint « profession, occupation ou commerce de

1. Bureau qui s'occupait des terrains appartenant à l'Etat fédéral.

2. Directeur dudit Bureau.

TABLEAU VI

BULLETIN N° 4 « FORMULE DE MORTALITÉ ».

Personnes qui sont mortes durant l'année se terminant le 1^{er} juin 1850 à dans le Comté de de l'Etat de recensées par moi, assistant du Maréchal.

1° Nom de chaque personne qui est morte pendant l'année se terminant le 1^{er} juin 1850, dont le domicile à l'époque de sa mort se trouvait être dans sa famille¹;

2° Age²;

3° Sexe³;

4° Couleur (blanc, noir⁴ ou mulâtre);

5° Esclave ou libre⁵;

6° Marié ou veuf⁶;

7° Lieu de naissance, territoire, Etat ou pays⁷;

8° Mois dans lequel la personne mourut⁸;

9° Profession, occupation ou commerce⁹;

10° Maladie ou cause de décès et nombre de jours de maladie¹⁰;

11° Remarques¹¹.

1. Quand la mort est subite ou accidentelle, le domicile doit être donné quoique la mort ait pu arriver pendant une absence temporaire, dans une autre famille.

2. Age au dernier anniversaire, s'il est inconnu, le donner approximativement.

3. Mettre M si homme, F si femme.

4. Lorsqu'il s'agit d'une personne blanche, laisser un espace en face du nom. Mettre B ou M s'il s'agit d'un noir ou d'un mulâtre.

5. Lorsqu'il s'agit d'une personne libre, laisser un espace blanc. Mettre un S si esclave..

6. Mentionner ceci pour les habitants libres.

7-8. Si inconnu, mentionner « inconnu ».

9. Mentionner la profession ou le commerce que le décédé est réputé exercer. Quand le décédé n'est pas un adulte et n'a pas de profession, mettre « none ». Quand la profession est inconnue, mentionner « inconnu ».

10. Mettre le nom de la maladie ou de la cause du décès en face du nom de chaque décédé. Le nom courant de la maladie doit être mentionné. Si la cause est inconnue, mentionner « inconnue ». Quand il y a eu accident, par exemple une explosion, mentionner la cause. Si la mort est subite, mais naturelle, mentionner « subite », ainsi que la cause du décès, par exemple « subite-embolie ». Si la maladie a été très longue, le mentionner.

11. Remarque : Mentionner si la maladie a principalement sévi dans le district.

chaque personne, *homme ou femme*, au-dessus de 15 ans ».

La question n° 8 relative au capital fut subdivisée :

N° 8, valeur de la fortune immobilière;

N° 9, valeur des revenus des biens mobiliers et du travail.

Enfin, au bulletin des esclaves une question fut ajoutée :

N° 12, nombre de maisons d'habitation pour esclaves.

Le rapport sur les premiers résultats du Censu fut publié en un volume de 310 pages, in-8°, lequel fut soumis au Congrès en Mai 1862, et il en fut imprimé 105.000 exemplaires sur l'ordre de la Chambres des Représentants.

Le 2^e Rapport comprenait 4 volumes, in-quarto, à savoir :

1^o Population;

2^o Agriculture (plus un appendice relatif à la statistique des maîtres des esclaves, et des esclaves en 1860, par comté, et une table de récapitulation par Etat, qui avait été omise au premier tome);

3^o Manufacture;

4^o Statistiques variées, statistiques sociales, écoles, bibliothèques, presse, assistance publique, crimes, poids et mesures, banques et assurances, tramways.

Bien qu'ayant eu à souffrir de la guerre civile qui commença peu après 1860, le huitième Censu¹ fut considéré « *comme le recensement le plus complet qu'une nation ait jamais eu* ».

Mais l'ensemble des progrès réalisés, formation du *Bureau du Censu*, bulletins spécialisés, imprimés et semblables à travers toute l'Union ne semblait pas suffisant, et déjà se formait un mouvement en faveur de réformes nouvelles.

1. Le montant des dépenses fut de \$ 1.969.376, 99.

Le neuvième Censu8 (1870)

Pour examiner si ces demandes de réformes étaient fondées, une Commission spéciale de la Chambre des Représentants fut chargée, à la fin de la 2^e session du 41^e Congrès, « d'étudier et d'analyser le huitième Censu8 et de faire un rapport au sujet des points sur lesquels il devait y avoir changement ».

Le président de cette commission fut le Général Garfield, qui fit appel à des experts, tels que le Général Francis A. Walker et le docteur Edward Jarvis. Ceux-ci soumi rent à la Chambre des représentants un grand rapport, dans lequel était élaboré un plan nouveau pour le neuvième Censu8. Ce plan, présenté sous la forme d'un *bill*, fut accompagné d'un exposé des Recensements aux États-Unis et à l'Étranger.

Le *bill* passa devant la Chambre des représentants, mais échoua devant le Sénat, qui trouva que l'ancienne loi de 1850 était apte à régir le neuvième Censu8.

La tentative de réforme avait donc avorté.

Le *Bureau du Censu8* fut composé, à quelques unités près, du même nombre d'employés qu'en 1859.

Le Général Francis A. Walker, qui avait été chef de la Statistique au Ministère des Finances¹, fut nommé par le Secrétaire de l'Intérieur, *Superintendent* du neuvième Censu8.

La loi du 6 Mai 1870 relative au pouvoir du Secrétaire d'État à l'Intérieur, pour prolonger la durée du Censu8 dans les Comtés où il le jugerait nécessaire, et celle du 9 Juin 1870, relative au pouvoir du même Secrétaire d'État pour augmenter le nombre des Assistants des Maréchaux,

1. Le Bureau de la Statistique au Ministère des Finances avait été fondé en 1866 pour s'occuper des statistiques douanières. (A ce moment, le Ministère du Commerce n'avait pas encore été créé.)

TABLEAU VII

BULLETIN N° 1 RELATIF A LA POPULATION.

Habitants du Comté de à Etat de recensés
par moi le du 1870, assistant du Maréchal.
Bureau de Poste

Les questions n° 7, 16, 17 ne sont pas demandées pour les enfants; aux questions n° 11, 12, 15, 16, 17, 19, 20, mettre comme réponse (s'il y a lieu) une simple marque affirmative, par exemple : (/).

1° Nombre de maisons d'habitation^{1-1bis} dans l'ordre d'inspection²;

2° Familles recensées dans l'ordre d'inspection³;

3° Nom de chaque personne^{4-4bis} dont le lieu de résidence⁵ (domicile) au 1^{er} juin 1870 était dans cette famille⁷.

DESCRIPTION.

4° Age au dernier anniversaire⁸ (si au-dessous d'un an mettre en fractions, ex. : 3/12);

5° Sexe : M, masculin; F, féminin;

6° Couleur⁹ : Blanc, W; noir, B; mulâtre, M¹⁰; Chinois, C; Indien, I.

7° Profession¹¹, occupation ou commerce de chaque personne, homme ou femme.

VALEUR DE LA PROPRIÉTÉ PERSONNELLE.

8° Pour l'évaluation de la fortune personnelle, compter tous les capitaux, hypothèques, bestiaux, bijoux¹², meubles. Mais le rapport ne doit être fait que si la personne possède une valeur minimum de \$ 1.000;

9° Propriété mobilière et revenus¹³;

10° Lieu de naissance (territoire ou pays)¹⁴.

PARENTÉ.

11° Père étranger¹⁵;

12° Mère étrangère;

13° Si né dans l'année, indiquer le mois;

14° Si marié dans l'année, indiquer le mois;

15° A-t-on fréquenté l'école pendant l'année.

EDUCATION.

16° Ne sait pas lire;

17° Ne sait pas écrire;

18° Y a-t-il des sourds-muets, aveugles fous ou idiots ?

SITUATION CIVIQUE.

19° Homme citoyen des E.-U. de 21 ans et plus;

20° Homme citoyen des E.-U. dont le droit de vote a été retiré pour d'autres causes que rébellion ou crime.

Pour les renvois n° 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 11, 13, 14, voir *supra*, tableau n° V.
1bis. (A) Toute personne ayant sa famille en la ville, et couchant dans un magasin pour cause de sécurité, doit être recensée dans sa famille.

4bis. Toute personne décédée entre le 1^{er} juin 1870 et la visite de l'assistant devra être considérée comme personne vivante. Toute personne née entre le 1^{er} juin 1870 et la visite de l'assistant ne devra pas être complée.

8. L'âge exact en chiffres doit être inséré dans la colonne n° 14. S'il est inconnu, le marquer approximativement. Si l'âge donné est douteux, mettre une note à cet égard.

9. Où il n'y a aucune mention on conclura que le sujet est blanc.

10. Prendre un soin particulier pour la classification des mulâtres. Le terme est générique et comprend les quintroons (personnes ayant 1/5 de sang noir), les octoroons (personnes issues d'un parent blanc et d'un quintroon) et toute personne ayant du sang noir, aussi peu que ce soit.

12. Considérer comme valeur immobilière les capitaux et hypothèques mobilières, les bijoux, joyaux, bestiaux, meubles. Mais ils ne doivent être relevés que si la personne en possède pour plus de \$ 1.000.

15. Si né en Grande-Bretagne, joindre l'Etat (Angleterre, Ecosse, Pays de Galles) de même si né en Allemagne, mentionner Prusse, Bavière, etc.

(A) Les notes mises en dessous de ce bulletin n'étaient pas insérées au verso, elles sont extraites des instructions du Secrétaire de l'Intérieur aux maréchaux.

quand il le serait nécessaire, mais dans une proportion n'excédant pas 50% du nombre ordonné par la loi du 23 mai 1850, furent les textes nouveaux concernant le neuvième Censu8.

Mais un événement historique devait avoir une répercussion importante sur le recensement. A la suite de la guerre de Sécession, l'esclavage fut aboli par les lois du 16 Avril et du 9 Juin 1862, et par la proclamation de 1863. De ce fait, le Bulletin de Recensement des esclaves n'eut plus de raison d'être et fut supprimé.

Quant au Bulletin de Recensement de la population¹ et du bulletin de décès (*Schedule of Mortality*²) ils ne subirent que les modifications suivantes :

Au bulletin n° 1 relatif à la *population*, trois questions furent ajoutées et deux modifiées, à savoir :

N° 13 : mois de naissance des enfants de moins d'un an;

N°s 19 et 20 : situation civique³ des citoyens américains de plus de 21 ans.

Le mois de mariage fut demandé dans la question n° 14, les mots « assistés » et « condamnés » furent supprimés dans la question n° 18.

Les questions furent toujours imprimées en tête des colonnes et la formule resta toujours collective.

Les Assistants devaient visiter les familles par maison et mentionner soigneusement le numéro de la maison visitée.

La *Formule de Mortalité*⁴ ne subit que les rectifications suivantes :

1. Voir le tableau 7.

2. Voir le tableau 8.

3. Après la guerre de Sécession, les Américains qui avaient combattu dans l'armée du Sud furent privés de leur droit de citoyen (droit d'élection, de propriété, etc.). C'est la raison pourquoi les questions 19, 20, 21 furent posées (tableau VII).

4. Dès le neuvième Censu8, le *Bureau du Censu8* publia des statistiques démographiques (*Vital Statistics*); voir 2^e partie.

TABLEAU VIII

BULLETIN RELATIF A LA MORTALITÉ.

Personnes qui sont mortes pendant l'année se terminant le 1^{er} juin 1870 à comté de recensées par moi, M., assistant du maréchal.

1^o N^o de la famille, comme il a été donné sur le bulletin N^o 1;

2^o Nom de chaque personne qui est morte pendant l'année se terminant le 1^{er} juin 1870, dont le lieu de résidence au moment de son décès était dans cette famille;

3^o Age au dernier anniversaire (si en-dessous de 3 ans, mettre en fractions);

4^o Sexe (M. pour mâle, F. pour femelle);

5^o Couleur (blanc, W; noir, B; mulâtre, M; Chinois, C; Indien, I);

6^o Marié, M; veuf, W;

7^o Lieu de naissance (à savoir l'Etat, ou le territoire, ou la nation si étranger);

8^o Père étranger;

9^o Mère étrangère;

10^o Mois dans lequel la personne est décédée;

11^o Profession, occupation ou commerce;

12^o Maladie ou cause de décès.

Remarques :

La question n° 1 demandait le numéro de la famille qui était sur la feuille générale de recensement.

Les questions 8 et 9¹ demandaient si le père et la mère étaient étrangers.

La question n° 10 demandait le mois du décès.

Ainsi, une seule loi, celle du 3 mai 1850, suffit pour organiser trois recensements espacés de 20 ans, sans qu'aucune réforme importante intervint. Cependant, la nécessité de méthodes nouvelles se faisait de plus en plus sentir et les partisans des réformes, malgré l'échec subi devant la Haute Assemblée, n'abandonnèrent pas leurs projets.

1. Ces questions se développeront au prochain Censu.

CHAPITRE IV

LES DIXIÈME ET ONZIÈME CENSUS

(Période 1870-1890)

SOMMAIRE. — Le superintendant Walker demande que les Censuses deviennent quinquennaux; raisons invoquées en faveur de cette réforme: exactitude et utilité plus grandes des Censuses; *Bureau du Census* permanent; centenaire; le projet avorte; Bill présenté par le général Garfield; échec; bill de M. Cox; les réformes: substitution des Supervisors aux maréchaux; envoi des bulletins de recensement au *Bureau du Census*; augmentation du nombre de districts; lacunes: le *Bureau du Census* reste temporaire; le bulletin reste collectif; les totaux ne sont pas vérifiés; loi du 10 mars 1890: bulletin de famille; nouveau mode de compte avec vérification; la machine Hollerith.

Le dixième Census 1880: Loi du 3 mars 1879 et du 20 avril 1880; les bulletins; modifications des questions; le bulletin de décès et ses modifications; les comptes-rendus.

Le onzième Census: Loi du 3 mars 1890; les bulletins; modifications apportées aux questions; le *Bureau du Census* et son personnel; les comptes rendus.

Conclusions: Efforts faits en un siècle.

Immédiatement après le neuvième Census, dans les milieux administratifs et politiques, les personnalités les plus autorisées demandèrent que l'intervalle entre les recensements fût de cinq ans au lieu de dix ans.

L'idée avait été lancée par le superintendant, F. A. Walker, et approuvée par le Secrétaire d'Etat dans ses trois rapports annuels, et réellement, elle présentait un grand intérêt.

Le superintendant Walker faisait d'abord remarquer que le délai de dix ans qui s'écoule entre deux Censuses est beaucoup trop long, et que, dans un pays comme les Etats-Unis où il y a de grands mouvements de population, les

résultats sont beaucoup moins exacts et utiles au point de vue pratique dans la seconde période quinquennale que dans la première.

En outre, un Censüs quinquennal, représentant un travail de dépouillement et de préparation très important, le *Bureau du Censüs* pourrait devenir permanent et, par suite, le personnel pourrait se spécialiser complètement en matière de statistiques.

Enfin, c'était le moment propice pour montrer les splendides progrès que la nation avait faits en un siècle d'indépendance.

Ce projet, trouvé trop novateur, avorta; cependant, les réformes qui avaient tenté de s'imposer en 1870 se trouvèrent réalisées pour le dixième Censüs. Elles eurent pour avocat officieux le général Walker. Mais celui-ci trouvant son poste de superintendant trop en vue, fit introduire le *bill* devant la Chambre par le général Garfield, le 25 mai 1878. Ce *bill* fut repoussé.

Un autre *bill* fut alors proposé par M. Cox, de New-York, *bill* qui devint la loi du 3 mars 1879 amendée par celle du 20 avril; elles régirent le dixième Censüs. Ces lois n'avaient pas le caractère permanent de celle du 28 mai 1850; elles ne concernaient que le dixième Censüs, mais toute la législation suivante s'en étant inspirée, il est intéressant de les examiner en détail.

Lorsque les Chambres avaient discuté le *bill*, elles s'étaient efforcées de comprendre que désormais la statistique était une science liée aux besoins économiques et politiques de la nation. Pour cette raison même, les recensements ne pouvaient plus être exécutés par les maréchaux, il fallait désormais des statisticiens professionnels. Un pas

avait déjà été fait dans le passé : la création du *Bureau du Census*. Il devait être organisé à nouveau¹.

Aussi, la loi du 3 mars 1879, amendée par celle du 30 avril 1880, donna naissance à quatre réformes très importantes :

1^o Aux maréchaux furent substitués des fonctionnaires dénommés *Supervisors*² qui possédaient des connaissances techniques.

La loi prévoyait trois ou quatre *Supervisors* par Etat, selon leur étendue ou la densité de leur population et le total atteignit 150 *Supervisors*, soit plus du double du nombre des maréchaux dans les précédents Censuses.

Voici quelle fût la tâche³ des *Supervisors*.

a) Ils devaient faire un plan de leur district, en rechercher les subdivisions les plus convenables, et soumettre le tout au Superintendant.

b) Ils devaient, après avoir fait une enquête sur leurs capacités et leurs antécédents, désigner au superintendant, sans tenir compte de leurs opinions politiques, un certain nombre de personnes demeurant dans le district, qu'ils considéraient comme capables d'être recenseurs, puis faire un choix après avis conforme du superintendant.

c) Transmettre aux recenseurs⁴ les formules nécessaires et leur communiquer les instructions relatives à leur tâche et à la méthode à suivre, et se trouver le plus souvent possible en relations avec les agents, soit verbalement, soit par lettre.

1. Le *Bureau du Census* fut établi par la loi du 3 mars 1878, *temporairement toujours*, au ministère de l'Intérieur. Le superintendant n'était plus nommé par le secrétaire d'Etat à l'Intérieur, mais par le président de l'Union après avis conforme du Sénat. Sous la direction du secrétaire de l'Intérieur, il devait organiser le prochain Census en se conformant aux textes des lois.

La tâche du superintendant, ainsi que celle des autres employés du *Bureau du Census*, devait se terminer dès que les travaux de classement seraient achevés.

2. Commissaires.

3. D'après la loi du 3 mars 1879.

4. Les recenseurs devaient transmettre, à date fixe, aux *supervisors*, un écrit par lequel ils prêtaient serment de faire « un juste et parfait recensement » ; leur travail ne pouvait commencer qu'après l'accomplissement de cette formalité.

d) Examiner et contrôler les comptes rendus du recensement pour s'assurer que le travail était fait selon toutes les prescriptions de la loi, et qu'aucun lieu ne se trouvait oublié.

e) Communiquer au superintendant les comptes rendus complets dans le temps voulu, et, au cas où il se trouverait des contradictions ou des erreurs, employer tous les moyens nécessaires pour arriver à l'exactitude.

f) Communiquer les comptes de rémunération au superintendant.

2° Tandis qu'auparavant, les maréchaux envoyaient au superintendant les duplicata des bulletins, les lois du 3 mars 1879 et 20 avril 1880 ordonnaient aux Supervisors de *transmettre au Bureau du Census les bulletins originaux*. Mais avant de faire cet envoi, le Supervisor devait faire parvenir au greffe du tribunal du comté, un duplicatum comprenant le nom, âge, sexe et couleur de chaque personne recensée¹.

Il faut insister sur ce nouveau mode de travail. En effet, le *Bureau du Census*, recevant les bulletins originaux, pouvait travailler sur des documents dont les réponses avaient été marquées au moment même où l'agent faisait l'enquête, tandis qu'avec le système des copies, il se glissait toujours des erreurs provenant de l'inattention des employés.

3° et 4° Enfin, alors qu'en 1850, les subdivisions comprenaient 20.000 habitants, en 1880, elles n'en comprirent plus que 6.000 au maximum, ce qui facilita beaucoup la tâche des recenseurs, et tandis que sous l'empire de la loi de 1850, le délai pour retourner les comptes rendus étaient de 6 mois, il fut réduit par le dixième Census à 10 jours pour les petites subdivisions et 2 semaines pour les grandes villes où un travail de groupement était nécessaire.

1. Au cas où tous les membres de la famille étaient absents du domicile le recenseur devait s'informer, près de « la famille ou des familles de la paroisse ou des personnes habitant le plus près du domicile ».

Nous avons vu quels étaient les inconvénients des délais trop longs¹, aussi pouvons-nous aisément comprendre combien était facilitée la tâche des statisticiens du *Bureau du Census* qui, désormais, travaillaient sur des documents qui avaient la double valeur d'être récents et authentiques, et combien plus grande était la véracité des documents publiés.

Ainsi un gros effort venait d'être accompli pour que les recensements fussent exécutés d'une manière plus scientifique et plus rationnelle.

Cependant, il y avait encore de grandes lacunes :

1^o Le Bureau du Census n'était encore que temporairement établi;

2^o Le bulletin de recensement restait toujours collectif²;

3^o Les totaux n'étaient faits qu'une seule fois, d'une seule manière: en additionnant les membres inscrits sur chaque bulletin, et en additionnant à leur tour les totaux des bulletins.

La loi du 1^{er} mars 1890, concernant le onzième Census, para à deux de ces inconvénients.

1^o Le bulletin de population, de collectif qu'il était, devint familial.

Les questions étaient inscrites en tête des colonnes sur une feuille simple, longue de 11 inches, large de 15³, lorsque les membres de la famille ne dépassaient point un total de 10, sur une feuille double pour les familles composées de 10 à 20 membres, et, au-dessus de ce nombre, s'ajoutaient autant de feuilles volantes qu'il était nécessaire.

Ce bulletin nouveau permit deux modes de comptes :

a) En additionnant les membres de chaque famille et en ajoutant les totaux les uns aux autres.

1. Voir *supra*, p. 8.

2. 0 m. 375 sur 0 m. 50 (15 inches sur 20); il devait contenir 50 noms

3. 0 m. 275 sur 0 m. 375.

b) Vérification en comptant le nombre des habitants de chaque maison d'habitation et en ajoutant les totaux les uns aux autres.

Ces comptes étaient faits deux fois par deux employés différents.

Enfin, pour la première fois, on employa une machine à dépouiller et à calculer, la machine **Hollerith**.

En 1884, à la Société de statistique de Londres, **M. Hollerith** exposa comment, ayant pris part en qualité d'agent de recensement au dixième census (1880) son attention fut attirée par la nécessité de trouver un dispositif mécanique, permettant de simplifier et d'intensifier le travail de dépouillement.

En effet, les classements successifs auxquels il faut procéder afin de pouvoir dépouiller les bulletins, prennent un temps énorme dans les procédés de dépouillement manuels, principalement quand il s'agit de bulletins collectifs, comme c'est le cas aux États-Unis. Les agents du recensement, reprenant les liasses de bulletins, doivent compulser rapidement des centaines de milliers de documents, pour grouper un certain nombre de mentions, et la diversité des écritures rend plus pénible encore ce travail fastidieux. En outre, les bulletins ainsi classés tombent en peu de temps dans un état de malpropreté lamentable.

Au concours de 1886, organisé par le *Bureau du Census*, **M. Hollerith** soumit un appareil permettant :

- 1^o De dépouiller et d'additionner chaque classe de mentions séparément.
- 2^o De séparer les fiches selon telle ou telle catégorie.
- 3^o D'additionner les résultats des combinaisons de ces deux catégories.

Le dispositif **Hollerith** est donc composé de 3 machines distinctes correspondant à chacune des 3 opérations ci-dessus mentionnées : une *perforatrice* (the Key-Punch) (fig. 1);

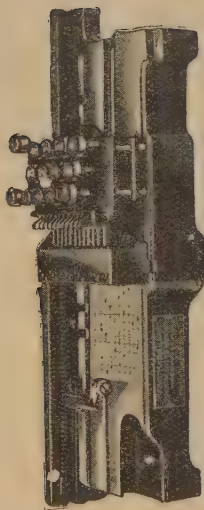


FIGURE I
PERFORATRICE A CLAVIER

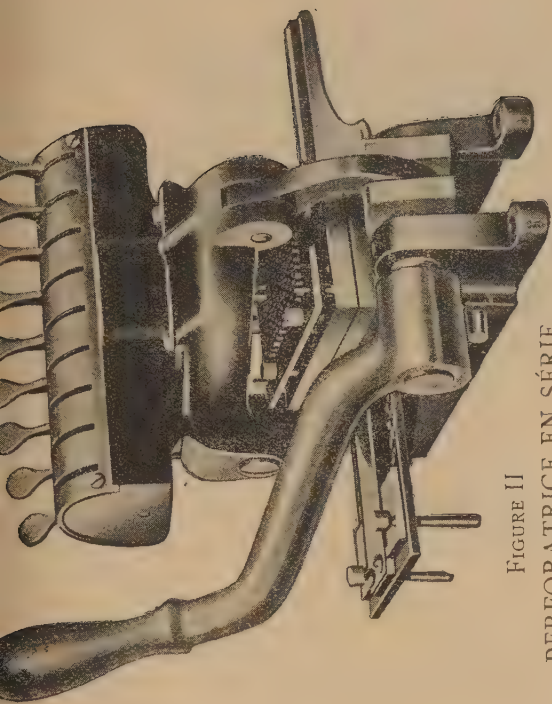


FIGURE II
PERFORATRICE EN SÉRIE

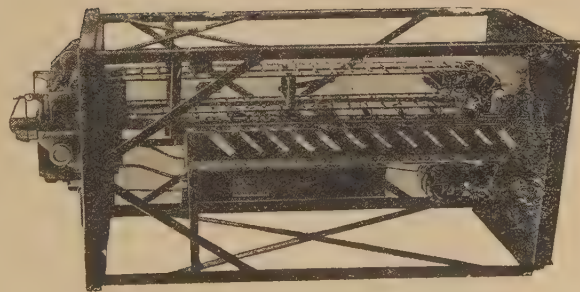


FIGURE III
TRIEUSE VERTICALE

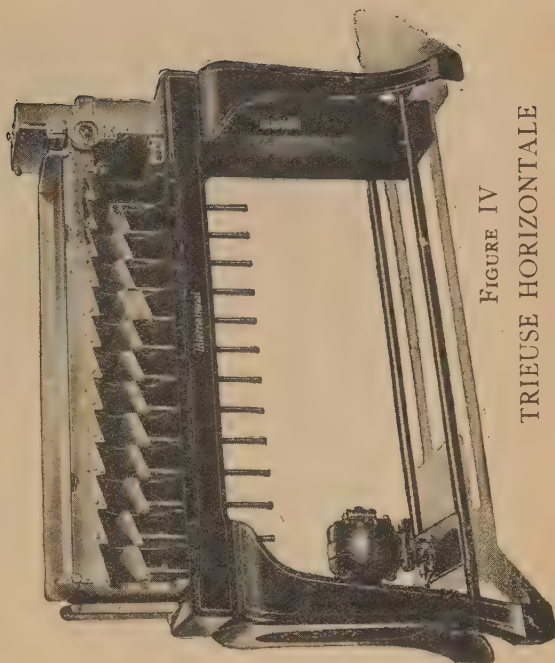


FIGURE IV
TRIEUSE HORIZONTALE

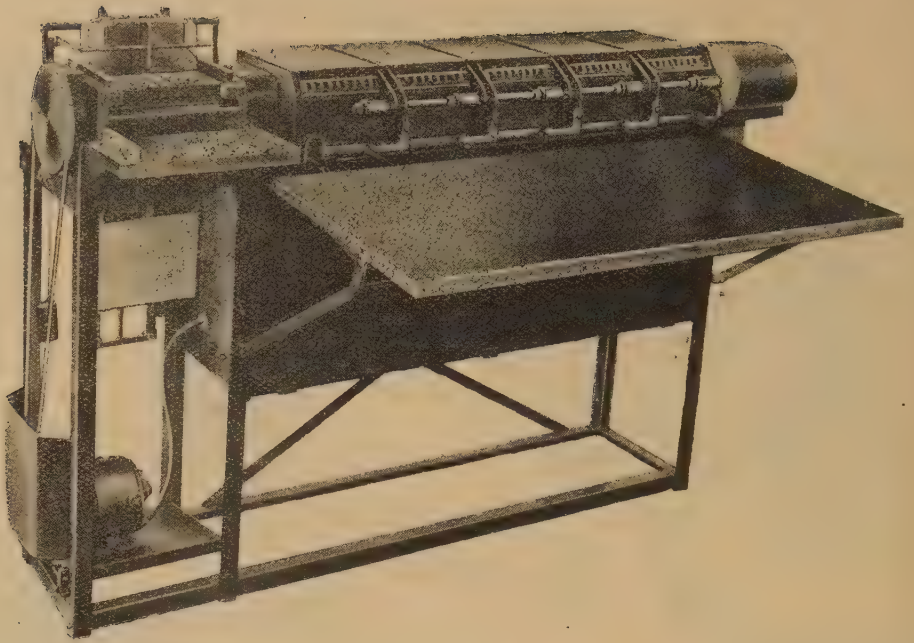


FIGURE V
TABULATRICE NON-IMPRIANTE

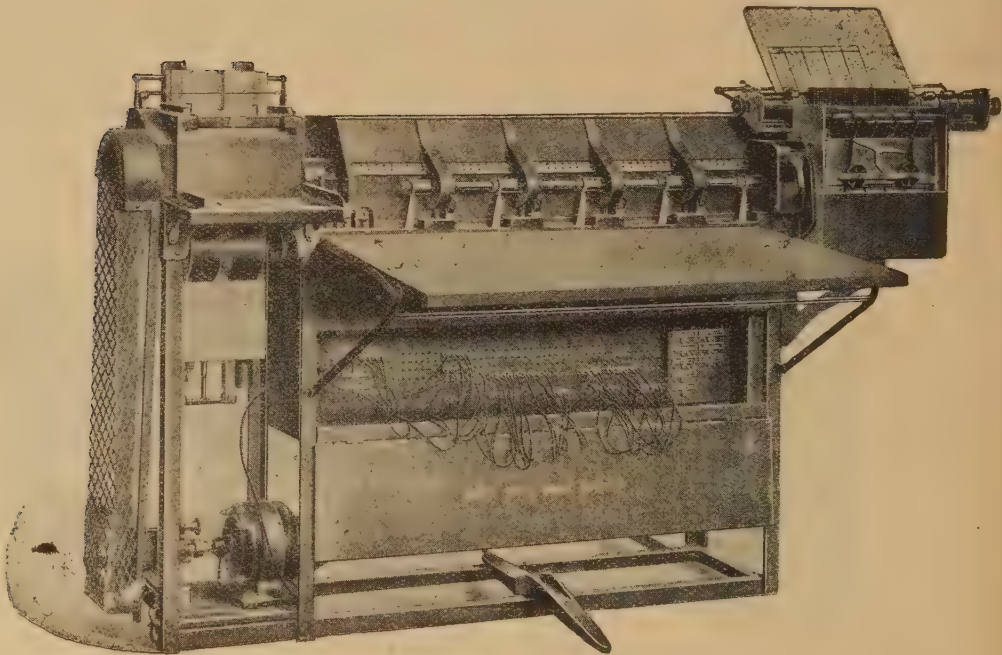


FIGURE VI
TABULATRICE IMPRIANTE

la machine à classer, appelée *trieuse* (the Sorting Machine fig. 5); un mécanisme, permettant de combiner, de lire, d'additionner et d'imprimer les résultats, appelé *tabulatrice* (the Tabulating Machine) (fig. 5 et 6).

Pour l'utilisation de la machine Hollerith, on confectionne autant de fiches qu'il y a de données individuelles, soit sur la feuille de ménage (onzième et douzième Censuses), soit sur le bulletin collectif (Census suivants). Cette fiche, en carton mince, comporte un certain nombre de colonnes comportant elles-mêmes, chacune, 12 positions possibles de perforation, correspondant aux diverses qualités et nombres que représentent les unités à dépouiller. « Ces indications sont généralement réalisées en chiffres, par exemple, les Districts, les Comtés, les Etats sont désignés au moyen du numéro d'ordre mentionné en tête du bulletin à dépouiller. Ce numéro se marque sur la fiche en carton; à chacune de ces divisions administratives, autant de rangées verticales de 9 chiffres que le numéro d'ordre comporte de rangées et en pointant dans chaque colonne successivement, le chiffre qui correspond aux unités, dizaines, centaines¹. »

Pour les autres données, on se sert de l'initiale du mot qui les désigne, par ex., pour les Etats-Unis, S² pour célibataire; M³ pour marié; W⁴, pour veuf; D⁵ pour divorcé. Aussi, grâce à ces combinaisons de chiffre et d'initiales, on arrive à mentionner, sur une fiche de petite dimension (0 m. 15 × 0 m. 08), un grand nombre de données.

Ce travail de perforation est exécuté par la *perforatrice à clavier* (fig. 1), sorte de machine à écrire dont le clavier ne comporte que 12 touches, commandant chacune un pignon. 10 des touches sont numérotées de 0 à 9 et la 11^e mar-

1. A. Julin, *Principes de Statistiques théoriques*, p. 214, T, 7

2. Single.

3. Married.

4. Widowed.

5. Divorced.

quée par la lettre *x*. La 12^e ne porte aucune indication et sert à perforer des indications conventionnelles. La carte placée sur une plaque mobile est insérée par l'opérateur dans l'appareil. La lettre *x* doit être marquée dans toutes les cases correspondant à la donnée « néant » du bulletin. Elle indique qu'il n'y a rien à mentionner relativement à ce point; mais en attirant l'attention de l'employé sur chaque case, elle évite les erreurs, tout en facilitant le contrôle¹. En 1880, la *perforatrice à clavier* ne fonctionnait encore que comme une machine à écrire. C'est-à-dire que les poinçons ne faisaient leur travail de perforation qu'au moment où les doigts heurtaient les touches. Actuellement, il existe le même dispositif que celui de la *perforatrice à clavier*, mais, par suite du courant électrique, le contact des doigts sur les touches doit être plus léger et le rendement est plus intensif. Une autre perforatrice a été récemment créée, dénommée la *multi-perforatrice*. Le clavier est le même que dans les précédentes, mais il est placé dans une position inclinée. L'opérateur place une première carte sur la plaque mobile et la perfore selon les indications du bulletin à dépouiller. Il met ensuite le contact électrique, et place alors la première carte perforée dans un dispositif composé de crans d'arrêt qui permet la répétition automatique sur les cartes suivantes, des indications communes à plusieurs documents. Enfin les perforatrices modernes sont munies de l'éjection automatique de la carte. Il existe enfin une *perforatrice à levier ou en série* (fig. 2) qui permet de perforer une douzaine de fiches à la fois et dont l'emploi peut être utile lorsqu'on a à dépouiller un grand nombre de données analogues².

1. Il existe une *vérificatrice*. La disposition du clavier est la même que pour la *perforatrice*, mais les touches mettent en mouvement des tiges à bout rond et non pas des poinçons. Dès qu'une carte non perforée se présente la tige se heurte à cet obstacle et il y a un arrêt qui signale l'erreur.

2. Il existe une perforatrice électrique en série à grand rendement qui répète automatiquement les indications communes à un très grand nombre, de cartes.

Une fois les fiches perforées, il faut les classer selon leurs catégories. M. Hollerith trouvant que le classement manuel était lent et pénible, inventa une machine pour le classement automatique : *la trieuse* (fig. 3).

Sur le plateau supérieur de la machine, se trouve le magasin d'alimentation où l'on place les cartes verticalement *zéro* en haut et 9 en bas. Les paquets de fiches sont pressés sur un plateau entraîné par des poids, de sorte qu'ils sont toujours compacts. Les cartes sont entraînées une à une par une fente réglable par un cadre mobile animé par un mouvement alternatif (voir fig. 3).

La carte se trouvant poussée sur la plate-forme s'engage entre un cylindre de laiton relié à une borne d'une source électrique et un petit balai métallique formé d'un faisceau de fils conducteurs relié à un électro-aimant, et à l'autre borne de la source. Le balai peut être déplacé le long d'une génératrice du cylindre, de telle sorte qu'il peut explorer à volonté une colonne quelconque de la carte. S'agit-il par exemple de classer des villes de 100.000; 200.000; 300.000; 400.000 habitants, etc., le balais sera placé en regard de la 6^e ligne verticale de la fiche¹. Aussi longtemps que la fiche se promènera sur une surface pleine, il ne se passera rien, mais dès qu'elle rencontre un trou perforé dans la carte, son extrémité prend contact avec le rouleau chargé d'électricité et immédiatement la carte est entraînée vers un des onze godets² classeurs, placé sous la plate-forme. Il existe actuellement une *trieuse horizontale* (fig. 4) dont les éléments sont les mêmes que ceux de la trieuse verticale,

1. La vitesse de la trieuse est de 250 à 300 cartes à la minute.

2. Un pour les zéros, 9 pour 1 à 9, un pour les erreurs.

mais dont la disposition est autre. Les cartes hissées dans le « magasin » doivent passer dans une des 13 cases : au sortir du « magasin », elles sont contrôlées par un « balai » et se classent, selon les perforations de la colonne à contrôler.

Une fois les fiches classées, il faut les dépouiller, enregistrer tout ce qui y est mentionné grâce aux perforations et additionner les unes aux autres.

C'est ce que réalise la troisième partie de la machine Hollerith, la *tabulatrice* (fig. 5), elle-même composée de trois parties principales : 1^o un appareil de contact ; 2^o un jeu de compteurs électriques ; 3^o un système de relais.

L'appareil de contact est peut-être la partie la plus récente du système imaginé par M. Hollerith. Il comprend un plateau fixe, posé horizontalement sur la table, et un plateau mobile se rabattant sur le premier à l'aide d'un levier actionné à la main grâce à une poignée. Dans son épaisseur, ce dernier plateau contient une série d'aiguilles métalliques symétriquement disposées, attachées à un ressort en boudin assez fendu pour que les extrémités des aiguilles sortent légèrement de la boîte où elles sont renfermées. Le plateau fixe présente d'abord une plaque métallique de mêmes dimensions que la fiche employée, percée d'autant de trous qu'il y a d'endroits à perforer indiqués sur la fiche ; les trous, les aiguilles et la fiche correspondent exactement. Quand on met une fiche perforée sur le plateau fixe, les trous de la fiche correspondent aux trous de la plaque métallique, et au-dessous, on voit autant de petits godets remplis de mercure ; qu'on abaisse sur la fiche perforée le plateau mobile, les aiguilles rencontrent le papier en certains endroits et se replient à l'intérieur grâce au ressort à boudin auquel elles sont attachées ; les autres ne rencontrent aucun obstacle, plongent à travers les trous perforés dans les godets de mercure ; un courant opposé étant rattaché à chaque plateau, le circuit se trouve fermé.

par l'introduction des aiguilles dans les godets, mais seulement pour les données correspondant à ces récipients de mercure.

A chaque godet correspond un compteur électrique composé de quatre chiffres et qui avance d'une unité à chaque contact. Après un certain temps, on relève les chiffres indiqués par les compteurs et on remet ceux-ci à zéro. Dans le plan primitif le travail des compteurs était rendu apparent au moyen de dispositifs pourvus d'une aiguille mobile. Actuellement, la disposition est différente; les chiffres apparaissent directement dans les lucarnes et les fiches sont entraînées automatiquement vers des boîtes réservées chacune au comptage d'un fait particulier.

Les comptes ainsi effectués répondent à toutes les nécessités des tableaux primaires dans lesquels les unités sont comptées séparément : tant d'hommes, tant de femmes, tant de célibataires, tant d'hommes mariés, tant de femmes mariées, etc.

La machine réalise donc les buts ordinaires de la statistique. Mais lors de l'analyse des résultats d'un relevé on a souvent besoin de réunir des données compliquées. Par exemple, veut-on établir, connaître la moyenne du nombre d'enfants morts à 10 ans ? — Il faudrait pour cela toute une série de classements qui ne peuvent être réalisés avec le système des fiches perforées qu'à l'aide d'une tige métallique traversant tous les trous correspondant à ces indications sans rencontrer d'obstacles.

La tabulatrice Hollerith¹ résout ce problème, au moyen d'un ingénieux système de fiches analogues à celles utilisées dans les standards téléphoniques, il est possible de connecter des colonnes de la carte avec les chiffres de différents compteurs, de telle sorte que, quand une perfora-

1. Cette machine peut analyser 250 à 260 cartes à la minute.

tion se présentera devant un des balais, celui-ci actionnant un électro-aimant, fera tourner la roue dentée du chiffre du compteur d'une quantité correspondante à l'importance du chiffre perforé, ce qui déterminera l'apparition au compteur de la valeur correspondante (voir fig. 6).

Depuis 1924, il existe une tabulatrice Hollerith imprimante (fig. 6) qui possède tous les éléments de la tabulatrice non imprimante et qui comporte en sus 5 à 7 secteurs d'impression; une amélioration très récente permet d'imprimer à volonté, soit les résultats partiels, soit le total général, soit les deux.

Nous pouvons aisément nous rendre compte des résultats que donnent ces machines. En effet, outre que le travail ainsi réalisé est propre, que les fiches de recensement ne sont ni effacées, ni salies par suite de compulsions successives, il y a un rendement plus complet des réponses mentionnées. D'autre part, il y a économie de temps, le personnel employé est beaucoup moins nombreux, et son travail est beaucoup moins pénible. Enfin, les combinaisons éalisables sont beaucoup plus nombreuses que si ce travail devait être exécuté à la main¹.

C'est ce qu'exprime M. Robert P. Porter dans son introduction du onzième Census² : « *Grâce à l'usage des machines*

1. Les machines Powers sont également très perfectionnées : l'enregistrement se fait automatiquement par la tabulatrice, qui enregistre sous forme de tableaux les renseignements contenus sur les cartes sélectionnées et totalise automatiquement les chiffres des colonnes. (Remarquons que le transfert des fiches perforées sur la machine tabulatrice est encore un travail manuel.)

D'autre part, de nouvelles machines ont été très récemment employées, ce sont les machines Pierce. Leurs fiches peuvent contenir des lettres et des chiffres, ce qui augmente beaucoup la force de représentation des cartes. La perforation se fait à l'aide de machines pourvues d'un clavier qui peut être comparé à celui d'une machine à écrire. Le travail de perforation est rapide et sûr. La sélection des cartes se fait par des machines à classer opérant dans le sens horizontal. *Les appareils conduisent automatiquement les cartes sélectionnées jusqu'à l'appareil tabulateur.* Celui-ci reproduit au clair tous les renseignements sous forme de tableaux et en fait l'addition par colonnes de chiffres. Cet ensemble de dispositifs représente une somme importante de perfectionnements sous le rapport de la rapidité et l'épargne de la main-d'œuvre.

2. Census de 1890, *Introduction*, p. XVII (Compendium).

TABEAU IX

BULLETIN N° 1 RELATIF A LA POPULATION.

Supervisor du district n° Recensement du district n°
(Prière de mentionner pour les villes le nom de la rue et le n° des maisons).

Recensé par moi le juin 1880.

1° Maisons d'habitation dans l'ordre d'inspection;

2° Familles dans l'ordre d'inspection;

3° Nom de chaque personne dont le domicile au 1^{er} juin 1880 était en cette famille.

DESCRIPTION PERSONNELLE.

4° Couleur : Blanc, W; Noir, B; Mulâtre, M; Chinois, C; Indien, I.

5° Sexe : Masculin, M; Féminin, F.

6° Age au dernier anniversaire avant le 1^{er} juin 1880 (si en dessous d'un an, mettre l'âge en fraction; ex. : 3/12);

7° Si né dans l'année du CensuS donner le mois;

8° Parenté de chaque personne avec le chef de famille (épouse, fille, fils, servante, femme de charge, ou tout autre).

ETAT CIVIL.

9° Célibataire;

10° Marié;

11° Veuf ou divorcé;

12° Marié dans l'année.

OCCUPATION.

13° Profession, occupation ou commerce de chaque personne, homme ou femme;

14° Nombre de mois pendant lesquels la personne a chômé au cours de l'année du CensuS.

SANTÉ.

15° La personne était-elle au jour du recensement, soit temporairement malade, soit infirme ?

(Demander si elle est capable de s'occuper de ses affaires ou de ses occupations. Si non, demander le nom de sa maladie ou de son infirmité.)

16° Sourds-muets;

17° Idiots

18° Fous;

19° Aveugles;

20° Paralysés, impotents ou autre infirmité.

EDUCATION.

21° A-t-on fréquenté l'école pendant l'année du CensuS ?

22° Ne sait pas lire;

23° Ne sait pas écrire;

24° Lieu de naissance de chaque personne. (A savoir Etat ou territoire des Etats-Unis, ou nation, si étranger.)

25° Lieu de naissance du père; d°

26° Lieu de naissance de la mère. d°

(A) Le CensuS commence le 1^{er} juin 1879 et se termine le 31 mai 1880¹.

(B) Toute personne sera comptée dans le recensement, qui sera vivante le 1^{er} mai 1880 et aucune autre. Les enfants nés depuis cette date seront omis. Les personnes décédées depuis cette date seront comptées.

(C) Les questions 13, 14, 22, 23, ne seront pas demandées pour les enfants de moins de 10 ans.

(D) Aux questions 10, 11, 12, 16, 17, 18, 19, 20, dans l'affirmative, mettre une marque (/).

(E) La question 12 ne sera demandée que dans le cas de réponse affirmative à la question 10.

(G) Le nom du mois pourra être marqué en abrégé. Ex. : janv., fév., etc¹.

1. Les notes ci-dessus étaient imprimées au verso du bulletin et ne font pas partie de la circulaire du Secrétaire de l'Intérieur aux Supervisors. Ces instructions n'ayant d'ailleurs que peu varié, nous ne jugeons pas nécessaire de les réinsérer. (Voir *supra*, tableaux n° V et VII.)

électriques à dépouiller, écrit-il, il a été possible, dans le présent Censu, et pour la première fois dans le travail statistique, de retirer des bulletins, toutes les informations qu'ils contenaient dans toutes les directions désirables¹. »

Après avoir étudié les réformes accomplies pour ces deux Censu; nous allons examiner les textes de leurs bulletins démographiques.

Dixième Censu (1880)

Autorisé par la loi du 3 mars 1879, modifiée par celle du 20 août 1880, le dixième Censu s'ouvrit le 1^{er} juin 1880.

Le Bureau du Censu fit imprimer cinq bulletins :

1. Notons que dès 1888, pour différents calculs statistiques il a été employé des machines à calculer.

La première machine à additionner est composée d'un clavier légèrement incliné comprenant pour chaque ordre une colonne de 9 touches numérotées de 1 à 9, la rangée des 1 occupant la place inférieure, puis la rangée des 2, etc.

Il y a des machines qui ont jusqu'à 13 ou 14 rangées, la plupart en ont 9. Le clavier est alternativement composé de rangées verticales noires et blanches. Les noires portant les unités, les blanches, dizaines; noires, centaines, etc. Les plus perfectionnées possèdent une touche de correction. Il y a une machine à 11 touches, pour inscrire le nombre, il suffit d'appuyer sur les touches en prenant les chiffres dans l'ordre de la dictée ou de la lecture sans omettre aucune tranche, même si elle est formée d'un zéro.

Il y a en outre 5 touches spéciales pour la totalisation, la répétition, la correction, l'élimination et la signalisation des données numériques qui lui sont confiées.

Il y a encore une autre machine, celle de Felket et de Tarraut, plus connue sous le nom de Comptometer qui se compose de 9 rangées de chiffres comprenant chacune 9 touches. Pour additionner, il suffit d'enfoncer les touches correspondantes aux chiffres des nombres à marquer successivement en observant l'ordre des dizaines, centaines, etc. Les résultats successifs se marquant dans les colonnes placées au bas de l'appareil.

Pour multiplier, on commence par enregistrer le multiplicande, puis on enfonce les touches autant de fois que l'exige le chiffre des unités du multiplicateur; pour multiplier par les dizaines, on répète l'enregistrement du multiplicande en reculant d'un rang vers la gauche et on enfonce les touches autant de fois qu'il le faut après le chiffre des dizaines du multiplicateur (voir Jacob, *Le Calcul mécanique*).

M. Otto Steiger, en 1892, lança la « Millionnaire ». Actuellement, cette machine est mue par l'électricité. Elle effectue les opérations fondamentales avec une grande rapidité. Son principal avantage consiste dans la simplicité pour effectuer la multiplication. Alors que, avec les autres machines, l'opérateur doit donner autant de tours de manivelle qu'il y a d'unités de chaque ordre dans le multiplicateur, il suffit ici de placer une aiguille mobile sur le chiffre correspondant à ce nombre d'unités et de donner un seul tour de manivelle. Pour multiplier par exemple par 995 il suffit avec la « Millionnaire » de ne donner que trois tours de manivelle au lieu de 23 avec toute autre machine.

- N° 1. Population¹;
- N° 2. Agriculture;
- N° 3. Manufactures;
- N° 4. Mortalité;
- N° 5. Statistiques sociales.

Les bulletins de population et de mortalité étaient collectifs pour 50 noms².

Les directives du travail des recenseurs étaient les suivantes :

Les recenseurs étaient tenus de « visiter personnellement chaque maison d'habitation de leur subdivision, chaque famille y contenue ou chaque individu vivant séparément quel que fût son domicile. Les questions devaient être *posées à domicile* au chef de famille, ou en cas d'absence, au membre de la famille inspirant le plus de confiance; quant aux individus vivant seuls, les informations pouvaient être soit générales, soit particulières. » (Loi du 3 mars 1879, amendée par celle du 20 juillet 1880.)

En examinant le bulletin de population (tableau n° 9), nous voyons que dans les grandes lignes le texte est resté semblable à celui de 1870.

Deux questions ont été supprimées, à savoir les n°s 8 et 9³ (du bulletin de 1870) relatives à la situation de fortune.

Mais les questions 8, 9 (du bulletin de 1880), 10, 11, 14 15 se rapportant à :

8, *à la parenté de chaque personne mentionnée sur le bulletin par rapport au chef de famille;*

9, 10, 11, *à l'état civil;*

14, *au nombre de jours de chômage;*

15, *à l'état de santé de chaque personne au jour du recensement;* ont été ajoutées.

1. Nous ne nous occupons ici que des n°s 1 et 4.

2. Voir *supra*, p. 39.

3. Voir le tableau n° VII

Il faut remarquer, d'autre part, que les questions n^{os} 25 et 26 qui, au Census précédent (n^{os} 11 et 12), demandaient simplement si le père était étranger, se précisent et demandent la nationalité du père et de la mère, et voici pour quelles raisons :

Tout d'abord, il faut se rendre compte de la situation politique et économique des nations de l'Europe centrale et de celle de l'Est de l'Europe entre 1860 et 1880.

L'Autriche, battue par la Prusse en 1866, se trouve sous la dictature morale de son vainqueur; puis, par suite de la guerre de 1870 et de la formation de l'Empire allemand, elle tombera sous la dictature économique de cette nouvelle puissance. En Russie, les citoyens proscrits émigrent vers d'autres pays. En Allemagne, pays victorieux, le nombre d'émigrants tend à diminuer. Enfin, partagée entre ces trois puissances, la Pologne n'existe plus et les nationaux polonais vont chercher l'hospitalité auprès des nations étrangères. Ajoutons en outre que dans toutes ces nations il y a des mouvements antisémites, et nous pouvons conclure que l'augmentation du nombre des immigrants européens entre 1860 et 1880 est due principalement aux contingents austro-hongrois, polonais, israélites et russes.

Voici d'ailleurs les chiffres officiels publiés par le Bureau d'Immigration des Etats-Unis¹ :

	1860	1870	1880
Allemagne ²	950.667	787.668	718.192
Autriche-Hongrie ...		7.008	72.969
Belgique	4.738	6.734	7.221
Danemark	3.749	17.094	31.771
France	76.358	35.984	72.206

1. Les chiffres du tableau suivant représentent pour chaque pays le nombre global d'immigrants par décade. Ils ont été empruntés à *Immigration, U. S. Showing member, nationality, sex, age, occupation, destination, etc. from 1820 to 1903* p. 7.

2. En 1890, le chiffre atteindra 1.452.970, pour retomber, en 1895, à 436.410. En 1890 le chiffre atteindra 265.088.

	1860	1870	1880
Italie	9.231	11.728	55.759
Hollande.....	10.789	9.102	16.541
Norvège et Suède ..	20.931	109.298	211.245
Russie et Pologne ..	1.621	4.536	53.234
Espagne et Portugal.	8.493	8.893	9.893
Suisse	25.011	23.286	28.293

Aussi est-il intéressant de pouvoir établir par le recensement le nombre d'étrangers s'établissant aux Etats-Unis, y créant une famille et d'en faire le classement par nationalité.

Enfin, dès 1880, les familles qui ont eu leurs ancêtres installés aux Etats-Unis depuis cent ans et plus se considèrent non pas comme formant une race américaine, mais comme représentant l'aristocratie américaine. On est fier de parler de son grand-père qui arriva sur un des premiers bateaux, et l'origine commence à être un facteur sérieux pour avoir son entrée dans la haute société.

D'autre part, à la *formule de mortalité* qui n'avait subi que peu de changement depuis sa mise en vigueur, plusieurs questions, à savoir :

n° 6, célibataires;

n°s 10 et 11, relatives au lieu de naissance du père et de la mère;

n° 13, mois de la mort;

n° 15, temps de résidence du décédé au lieu où il est mort;

n° 16, lieu où la maladie a été contractée;

n° 17, nom du médecin qui a soigné le malade,

ont été ajoutées; ce bulletin décennal étant complété, sert de plus en plus à inspirer les autorités qui commencent à créer des bulletins de décès. Mais, en 1880, il est surtout intéressant par les explications inscrites au verso du bulletin.

En effet, le paragraphe 4 de la note E, demande trois renseignements distincts :

TABLEAU X

BULLETIN N° 4 RELATIF AUX DÉCÈS (MORTALITY SCHEDULE).

Personnes qui sont mortes pendant l'année se terminant le
31 mai 1880, recensées par moi à comté de

Etat de

Page n° ;

Nom du supervisor du district;

N° du district

1° N° de la famille comme il a été donné dans le bulletin I
(colonne 2);

2° Nom de la personne décédée.

DESCRIPTION PERSONNELLE.

3° Age au dernier anniversaire avant le 1^{er} juin 1880 (si en
dessous d'un an, mettre l'âge en fraction; ex. : 3/12. Si en dessous
d'un mois, mettre l'âge en fraction, 15/30).

4° Sexe : Mâle, M; Femelle, F.

5° Couleur : Blanc, W; Noir, B; Mulâtre, M; Chinois, C;
Indien, I.

ETAT CIVIL.

6° Célibataire;

7° Marié;

8° Veuf ou divorcé.

ORIGINES.

9° Lieu de naissance (Etat des E.-U. ou pays, si étranger);

10° Lieu de naissance du père (Etat si E.-U., pays si étranger);

11° Lieu de naissance de la mère (Etat si E.-U., pays si étran-
ger);

12° Profession, occupation ou commerce (ne pas le demander
pour les enfants de moins de 12 ans);

13° Mois dans lequel cette personne est morte;

14° Maladie ou cause de décès;

15° Depuis combien de temps cette personne résidait-elle en ce
lieu (si depuis moins d'un an, mettre en fraction);

16° Si la maladie n'a pas été contractée au lieu du décès, men-
tionner le lieu;

17° Nom du médecin qui a donné les soins.

(A) L'année du Census commence le 1^{er} juin 1879 et se termine le 31 mai
1880.

(B) Aux questions des colonnes 6, 7 et 8, une marque affirmative (/) sera
suffisante, excepté dans le cas de divorce où l'on marquera d'un D.

(D) Dans la colonne, noter distinctement s'il n'y a pas eu de médecin
appelé (mettre non).

(E) Sur ce bulletin, vous voudrez bien soigneusement notifier :

1° Chaque décès qui est arrivé dans le district pendant l'année du Census,
que ce soit un habitant ou un voyageur;

2° Chaque décès arrivé hors du district de recensement pendant l'année
du Census, quand le décédé est membre d'une famille ayant domicile dans le
district au 1^{er} juin 1880;

3° Le recenseur devra prendre très soigneusement les renseignements,
rechercher chaque source d'information, mettre l'âge quand il est certain
et enfin, quand il est douteux ou approximatif, le mettre entre parenthèse;
ex. : (25 ans), signifiant que la meilleure estimation est 25 ans;

4° Mentionner : « Parmi les morts inscrites ci-dessus, les suivantes ont eu
lieu en dehors du district, mais les familles auxquelles appartenaient les
décédés étaient domiciliées, à la date du 1^{er} juin 1880, dans le district ».

Disposer ainsi que suit : Numéro de la ligne sur laquelle est marqué le dit
cas. Domicile de la famille du décédé au 1^{er} juin 1880 (Ville, Etat, Comté).

« Parmi les morts inscrites ci-dessus, les suivantes ont eu lieu dans ce dis-
trict, mais les familles des décédés résidaient à la date du 1^{er} juin 1880 dans
un autre district. »

Disposer comme suit : Numéro de la ligne sur laquelle est marqué le dit
cas. Domicile de la famille du décédé au 1^{er} juin 1880 (Ville, Etat, Comté).

Pour l'établissement des causes de décès rédigées par les médecins, prière
de les marquer à la deuxième ou troisième page.

La rédaction devra être ainsi faite :

Cause de décès :

Primitive

Immédiate

Signature du médecin

Une autopsie a-t-elle été faite ?

TABLEAU X

BULLETIN N° 4 RELATIF AUX DÉCÈS (MORTALITY SCHEDULE).

Personnes qui sont mortes pendant l'année se terminant le 31 mai 1880, recensées par moi à comté de
Etat de

Page n° ;

Nom du supervisor du district;

N° du district

1° N° de la famille comme il a été donné dans le bulletin I (colonne 2);

2° Nom de la personne décédée.

DESCRIPTION PERSONNELLE.

3° Age au dernier anniversaire avant le 1^{er} juin 1880 (si en dessous d'un an, mettre l'âge en fraction; ex. : 3/12. Si en dessous d'un mois, mettre l'âge en fraction, 15/30).

4° Sexe : Mâle, M; Femelle, F.

5° Couleur : Blanc, W; Noir, B; Mulâtre, M; Chinois, C; Indien, I.

ETAT CIVIL.

6° Célibataire;

7° Marié;

8° Veuf ou divorcé.

ORIGINES.

9° Lieu de naissance (Etat des E.-U. ou pays, si étranger);

10° Lieu de naissance du père (Etat si E.-U., pays si étranger);

11° Lieu de naissance de la mère (Etat si E.-U., pays si étranger);

12° Profession, occupation ou commerce (ne pas le demander pour les enfants de moins de 12 ans);

13° Mois dans lequel cette personne est morte;

14° Maladie ou cause de décès;

15° Depuis combien de temps cette personne résidait-elle en ce lieu (si depuis moins d'un an, mettre en fraction);

16° Si la maladie n'a pas été contractée au lieu du décès, mentionner le lieu;

17° Nom du médecin qui a donné les soins.

(A) L'année du Censu commence le 1^{er} juin 1879 et se termine le 31 mai 1880.

(B) Aux questions des colonnes 6, 7 et 8, une marque affirmative (/) sera suffisante, excepté dans le cas de divorce où l'on marquera d'un D.

(D) Dans la colonne, noter distinctement s'il n'y a pas eu de médecin appelé (mettre non).

(E) Sur ce bulletin, vous voudrez bien soigneusement notifier :

1° Chaque décès qui est arrivé dans le district pendant l'année du Censu, que ce soit un habitant ou un voyageur;

2° Chaque décès arrivé hors du district de recensement pendant l'année du Censu, quand le décédé est membre d'une famille ayant domicile dans le district au 1^{er} juin 1880;

3° Le recenseur devra prendre très soigneusement les renseignements, rechercher chaque source d'information, mettre l'âge quand il est certain et enfin, quand il est douteux ou approximatif, le mettre entre parenthèse; ex. : (25 ans), signifiant que la meilleure estimation est 25 ans;

4° Mentionner : « Parmi les morts inscrites ci-dessus, les suivantes ont eu lieu en dehors du district, mais les familles auxquelles appartenaient les décédés étaient domiciliées, à la date du 1^{er} juin 1880, dans le district ».

Disposer ainsi que suit : Numéro de la ligne sur laquelle est marqué le dit cas. Domicile de la famille du décédé au 1^{er} juin 1880 (Ville, Etat, Comté).

« Parmi les morts inscrites ci-dessus, les suivantes ont eu lieu dans ce district, mais les familles des décédés résidaient à la date du 1^{er} juin 1880 dans un autre district. »

Disposer comme suit : Numéro de la ligne sur laquelle est marqué le dit cas. Domicile de la famille du décédé au 1^{er} juin 1880 (Ville, Etat, Comté).

Pour l'établissement des causes de décès rédigées par les médecins, prière de les marquer à la deuxième ou troisième page.

La rédaction devra être ainsi faite :

Cause de décès :

Primitive

Immédiate

Signature du médecin

Une autopsie a-t-elle été faite ?

1^o Le total des décès survenus dans le district pendant l'année du Censu ;

2^o Les décès d'habitants du district survenus au dehors pendant la même durée ;

3^o Les décès d'étrangers au district survenus dans le district.

En outre, la *signature du médecin, qui est exigée*, donne une grande valeur aux déclarations contenues dans ce bulletin qui, suivant les instructions du secrétaire de l'Intérieur, reproduites plus loin¹, n'a pas été seulement créé pour connaître le nombre des décès par district durant l'année du Censu, mais aussi pour savoir quelles sont les maladies qui sévissent le plus souvent, dans quelles régions elles sont le plus fréquentes, et quelles sont, parmi ces maladies, les plus meurtrières.

Malheureusement, les agents du recensement, au lieu de faire l'enquête à domicile et de considérer les médecins comme des témoins certifiant la véracité des réponses², se contentèrent de s'adresser directement à ces derniers, et leur demandèrent de leur signaler les cas de décès les plus intéressants³.

Le onzième Censu (1890)

La loi du 1^{er} mars 1890 autorisa le onzième Censu, qui commença le 2 juin, le 1^{er} juin étant un dimanche.

Le superintendant, M. Robert P. Porter, devait diriger les opérations sous les ordres du secrétaire de l'Intérieur.

Le *Bureau du Censu* fit imprimer quatre bulletins principaux :

1. Voir 2^e partie.

2. Dans les Etats qui possédaient des registres de l'état civil rudimentaires, les assistants se contentaient de les consulter.

3. Le coût du Censu fut évalué à \$ 5.790.678,40.

N^o 1. Population et statistiques sociales (soit le fusionnement des bulletins n^{os} 1 et 5);

N^o 2. Agriculture;

N^o 3. Industrie;

N^o 4. Mortalité;

Et huit bulletins supplémentaires, relatifs aux assistés, délinquants, etc., qui ne concernent point cette étude.

L'Union fut divisée en 175 districts, eux-mêmes partagés en subdivisions de 4.000 habitants.

Au bulletin collectif, jusqu'ici en usage pour le recensement de la population, fut substituée une *feuille de ménage* où les questions étaient toujours imprimées en tête des colonnes. Il fut introduit cinq questions nouvelles (dont les indices sont des lettres) concernant le nombre de maisons d'habitation et leur nombre d'habitants, le nombre de familles et le nombre de membres dans chaque famille. C'est grâce à ces questions que purent être établis les doubles comptes¹.

Les questions suivantes, sauf une légère modification aux n^{os} 11 et 12², restèrent les mêmes qu'aux précédents recensements.

Le bulletin n^o 4 ne fut que très peu employé et ne subit aucun changement.

Les comptes rendus furent retournés avec une rapidité extraordinaire. Le premier dans la semaine qui suivit le 14 juin, soit 15 jours après l'ouverture du Census, puis le 28 juin, ce fut celui du district de Colombia; le 18 juillet celui de la ville de New-York; au 1^{er} octobre, 35 Etats avaient retourné leurs comptes rendus et le dernier parvint le 10 novembre 1890.

Le *Bureau du Census* qui, dès 1889, avait été organisé sur les mêmes bases qu'en 1879, vit son nombre d'employés croître avec une rapidité toute américaine.

1. Voir *supra*, p. 36 et 37.

2. Consulter le tableau XI.

TABLEAU XI

BULLETIN N° I POPULATION ET STATISTIQUES SOCIALES.

Supervisor du district n° District de recensement
 Nom de la cité, la ville, territoire, enceinte, district ou de toute
 autre division administrative.....

Comté de Etat de Rue et N° de l'arrondis-
 sement. Nom de la famille ou de l'institution

Recensé par moi le Juin 1890. Recenseur

A) Nombre de maisons d'habitation dans l'ordre des visites;

B) Nombre de familles dans ces maisons¹;

C) Nombre de personnes dans ces familles²;

D) Numéro de la famille dans l'ordre des visites;

E) Nombre de personnes dans cette famille³.

1° Nom de baptême (en toutes lettres). Initiales du 2° pré-
 nom, nom de famille;

2° Y a-t-il des soldats ou marins survivants de la guerre civile
 ou une veuve de ces militaires;

3° Parenté avec le chef de famille⁴;

4° Blanc, Noir, Mulâtre, Quintroons⁵, Octoroons⁶, Chinois;

5° Sexe;

6° Age au dernier anniversaire (si en dessous d'un mois, don-
 ner l'âge exact);

7° Célibataire, veuf, marié ou divorcé;

8° Marié pendant l'année du Census (c'est-à-dire entre les
 1^{er} juin 1889 et 31 mai 1890);

9° Mère de combien d'enfants et combien encore vivants ?

10° Lieu de naissance;

11° Lieu de naissance du père;

12° Lieu de naissance de la mère;

13° Nombre d'années passées aux Etats-Unis;

14° Naturalisé⁷;

15° Les papiers de naturalisation sont-ils déjà en règle ?

16° Profession, commerce ou occupation;

17° Mois de chômage pendant l'année du Census, 1^{er} juin 1889
 ou 30 mai 1890;

18° Mois de scolarité pendant le Census;

19° Sait lire;

21° Capable de s'exprimer en anglais (si non, indiquer le lan-
 gage ou dialecte usité);

22° La personne était-elle au jour du recensement, soit tempo-
 rairement malade, soit infirme (demander si elle est capable de
 de s'occuper de ses affaires ou de ses travaux et occupations ordi-
 naires. Si non, demander le nom de la maladie ou de l'infirmité).

1. Quand il y aura plusieurs familles dans une maison, cette question ne
 sera posée qu'à la première famille visitée.

2. Quand il y aura plusieurs personnes dans une famille, cette question
 ne sera posée qu'à la première personne recensée.

3. Si l'agent du recensement vient après le 1^{er} juin, et qu'entre cette date
 et celle de la visite un bébé soit né, il ne doit pas être compté. Si au contraire,
 un membre de la famille est décédé entre le 1^{er} juin et la visite du recenseur,
 il doit être dénombré.

4. Désigner le chef de famille, que ce soit le mari, le père, quel qu'il soit veuf
 ou célibataire, quel qu'en soit le sexe par le mot « head » (chef).

5. Personne qui a 1/5 de sang noir.

6. Personne née d'un quintroon et d'un blanc.

7. Si naturalisé, mettre ce signe (X), si non naturalisé, mettre « non » en
 indiquant les motifs de la réponse.

Il y avait :	100 employés	en mai 1889;
—	400	— janvier 1890;
—	1.100	— mai 1890;
—	1.800	— juillet 1890;
—	3.143	— mai 1891,
	dont 50 %	du sexe féminin ¹ .

Le superintendant, M. Robert P. Porter, démissionna le 30 septembre 1893; le 3 octobre de la même année, une loi fixait la dissolution du *Bureau du Census* au 2 mars 1895. Après cette date, le travail inachevé fut transféré dans les différents services du Ministère de l'Intérieur où il fut terminé.

Le rapport du onzième Census comprenait 25 volumes in-quarto formant un tout de 21.410 pages qui ne furent publiées qu'en 1897; mais les résultats partiels avaient été publiés au fur et à mesure de leur rédaction : le premier en août 1890, et le dernier en mai 1895.

Ainsi, en un siècle, onze Censuses ont été organisés. Si nous comparons les méthodes employées au premier et au onzième Census, nous pouvons constater quels immenses progrès ont été réalisés.

Un bulletin imprimé a été créé, puis il est devenu uniforme à travers toute l'Union.

Un *Bureau du Census* temporaire a été créé pour organiser tout d'abord le septième Census; par la suite, il a été réconstitué à chaque Census pour le préparer et le dépouiller.

Dans les districts, les Supervisors ont été substitués aux maréchaux et leur nombre a été multiplié.

Un gros effort restait à faire pour que le *Bureau du Census* devint permanent. Cette réforme tant espérée ne devait pas tarder à être réalisée.

1. Il y avait un nombreux personnel féminin employé pour le maniement des machines Hollerith.

CHAPITRE V

LES DOUZIEME ET TREIZIEME CENSUS

(Période 1890-1910)

SOMMAIRE. — Le bill du 16 avril 1898; le bill du 6 février 1899: réorganisation du *Bureau du Census* provisoire; *Bureau du Census* indépendant de tout Ministère; loi du 3 mars 1899: la direction, le personnel; bulletin familial et bulletin collectif; bulletins supplémentaires: feuilles d'absence personnelle, feuille d'absence familiale; loi du 6 mars 1902; *Bureau du Census* permanent, dépendant du ministère du Commerce et de l'Industrie; importance du *Bureau du Census* permanent.

Le douzième Census 1900: Loi du 3 mars 1899; bulletin par famille; divisions et subdivisions du territoire; rôle des recenseurs; les comptes rendus.

Le treizième Census 1910: Loi du 2 juillet 1909; date d'ouverture du Census: 15 avril; Bulletin de la population critique et arguments pour et contre le bulletin collectif; suppression de la *formule de mortalité*; les divisions et les subdivisions du territoire; les comptes-rendus.

Conclusion.

Les événements de cette période peuvent ainsi se résumer: réorganisation d'un *Bureau du Census* temporaire; opérations du douzième Census; organisation du *Bureau du Census* permanent; opérations du treizième Census.

Le 16 juin 1898, devant le Sénat, à la 55^e session du Congrès, un *bill* fut voté qui demandait:

1^o Que les recensements décennaux soient limités à quatre sujets, à savoir: population, mortalité, manufactures, agriculture.

2^o Que la direction du Census soit remise à une Commission composée de spécialistes.

Ce *bill* fut également accepté, quelques jours après, par la Chambre des représentants.

Le 6 février 1899, un autre *bill* passa devant les Chambres. Il demandait l'établissement d'un *Bureau du Census* ne dépendant d'aucun ministère, mais qui serait dissous, dès que les travaux seraient achevés. Ce *bill* obtint la majorité des voix et l'ensemble de ces deux *bills* devint *l'act* du 3 mars 1899 qui devait régir le douzième Census.

Le *Bureau du Census*, bien qu'indépendant, s'installa dans les locaux du Ministère de l'Intérieur et fut composé comme suit :

D'un directeur du Census, qui devait diriger le *Bureau du Census* ainsi que les opérations du recensement, *en se conformant aux textes des lois*. Il lui était adjoint un sous-directeur du Census, qui, en l'absence de son chef, remplissait ses fonctions. En outre, le personnel du Bureau comprenait :

1 chef du personnel;

5 experts, chefs des subdivisions suivantes :

1^o Population; 2^o Statistiques démographiques;

3^o Manufactures; 4^o Agriculture; 5^o Méthodes et résultats.

1 géographe;

2 sténographes;

10 opérateurs de 4^e classe;

15 — de 3^e —

20 — de 2^e —

100 — de 1^{re} —

et autant d'opérateurs hors-classes que les besoins l'exigeaient.

Le directeur du *Bureau du Census* devait faire imprimer quatre formules relatives :

à la population;

à la mortalité;

aux manufactures et Industries;

à l'agriculture.

La loi lui indiquait bien les questions à poser, mais il avait toute latitude pour donner à ces formules la forme et la rédaction qui lui semblaient les meilleures. Le chef du *Bureau du Census* conserva pour le douzième Census le bulletin familial¹ semblable à celui de 1890; mais celui du treizième Census trouva préférable un retour à l'ancien bulletin collectif.

Il avait aussi la liberté de créer des bulletins secondaires se rapportant aux fous, sourd-muets, aveugles, ou à tout autre objet qui pouvait être intéressant au point de vue de la statistique.

C'est ainsi qu'il créa deux fiches supplémentaires pour le recensement de la population :

1° La première devant être envoyée à tout membre de la famille absent le jour de la visite de l'agent recenseur;

2° La deuxième devant être expédiée au lieu de résidence, au cas où la famille entière serait absente du domicile ce jour-là.

La dissolution du *Bureau du Census* avait été prévue pour le courant de l'année 1905. Mais il était naturel que le nécessaire fût fait pour qu'une administration nouvellement réorganisée et ayant un rôle aussi important devînt permanente. Le *législateur intervint et la loi du 6 mars 1902 autorisa le Bureau du Census à être permanent*. Cette loi ne modifiait qu'en un point l'organisation des dispositions prises par la loi du 3 mars 1899 : ce n'était plus une administration indépendante, mais subordonnée au Ministère du Commerce et de l'Industrie.

Il faut comprendre l'importance de la formation d'un *Bureau du Census permanent*. Le personnel désormais employé n'aura à s'occuper que de statistiques; le lien sera donc continu entre les résultats obtenus aux Censuses précédents et la préparation du prochain recensement.

1. Feuille de ménage.

D'autre part, des travaux scientifiques concernant la comparaison des méthodes employées aux différents Censuses, et des enquêtes sur les travaux à l'étranger, pourront, grâce à ce personnel, être faits beaucoup plus aisément et rapidement.

En premier lieu, le *Bureau du Census* fit une enquête pour savoir à quel moment de l'année la population des Etats-Unis était la plus stable. Il fut reconnu que c'était dans la deuxième quinzaine d'avril. Aussi fixa-t-on la date d'ouverture du treizième Census au 15 avril 1910.

Douzième Census (1900)

Autorisé par la loi du 3 mars 1899, le douzième Census commença le 1^{er} juin 1900 et se termina quinze jours plus tard.

Le directeur du *Bureau du Census* rédigea une feuille de ménage et, conformément au texte de loi, elle contient des questions relatives aux mentions suivantes¹ :

Bulletin de population	{	Nom;
		Age;
		Couleur;
		Sexe;
		Situation conjugale;
		Lieu de naissance;
		Etranger ou naturalisé;
		Nombre d'années passées aux E.-U.;
		Occupation;
		Mois de chômage;
		Ecoles, fermes et maisons.

Il fut créé en outre deux bulletins d'absence : le premier individuel, le deuxième, familial.

Quant à la *Schedule of Mortality*², elle ne fut pas mo-

1. Ce bulletin fut identique à celui de 1890.

2. Ce fut la dernière fois qu'on le fit imprimer puisqu'en 1907 parut le premier rapport annuel de statistique de décès.

difiée et les Supervisors n'en firent qu'un usage restreint.

Le territoire de l'Union fut divisé en 300 districts ayant chacun à leur tête un Supervisor, et ces districts furent eux-mêmes subdivisés en 52.726 petits territoires (y compris 3 en Alaska et 145 à Hawaï).

Les recenseurs devaient retourner les bulletins aux Supervisors dans un délai de 15 jours, pour les villes de 8.000 habitants et plus, et d'une semaine pour les subdivisions rurales. Et les Supervisors avaient 8 jours pour dresser la liste à renvoyer au greffe, et expédier les bulletins et le rapport du district au *Bureau du Census*.

Le 13 juin 1900 arriva le premier compte rendu et le dernier parvint dans les premiers jours du mois de septembre.

A partir du 14 juillet 1900, les comptes rendus furent publiés au fur et à mesure, par voie de presse; le premier bulletin de l'Imprimerie fédérale parut le 3 octobre 1900 et le dernier le 28 mai 1901.

Ainsi, en moins de quatorze mois, le *Bureau du Census* avait accompli cette double tâche : dénombrer une population de 75.994.575 habitants et publier les comptes rendus. Il était donc tout naturel que, pour couronner de tels efforts, il devint permanent.

Le treizième Census 1910

Le treizième Census fut autorisé par la loi du 2 juillet 1909. Conformément à la décision prise par le *Bureau du Census*, il s'ouvrit le 15 avril 1910.

Le chef du *Bureau du Census* gardait toujours toute liberté pour rédiger les bulletins.

« Le bulletin relatif à la population », disait la loi du 2 juillet 1909, « devra comprendre pour chaque habitant, le nom, la parenté avec le chef de famille, l'âge, le sexe, la

situation conjugale, le lieu de naissance, le lieu de naissance des parents, le nombre d'années passées aux E. U. A., la situation civique, l'occupation (patron, employé en chômage à la date du recensement), nombre de mois de chômage dans l'année précédente, employé ou non dans l'agriculture, degré d'instruction, droit de possession sur le domicile (propriétaire ou locataire), si on a ou non servi dans l'armée ou la marine de l'Union, le nom et l'adresse de chaque aveugle, sourd-muet, idiot et l'énumération de chaque institution qui comprend des pauvres, des prisonniers, des délinquants, des fous, des idiots, des sourds-muets, des aveugles et celle des institutions de bienfaisance. »

Se conformant au texte de loi, le Supervisor du Census rédigea une formule de trente-deux questions¹, d'où il exclut celles se rapportant aux institutions sociales pour lesquelles il fit faire des bulletins séparés. Mais, par un brusque retour, il revint au bulletin collectif abandonné depuis 20 ans et fit imprimer les questions en tête des colonnes sur des feuilles qui devaient contenir 50 noms.

Ce système semblait moins rationnel que l'emploi de la feuille de ménage, mais le directeur invoqua que le seul avantage des bulletins de famille était de permettre de faire les comptes de deux manières différentes : par maison d'habitation et par famille. Or, tous les dépouillements étant faits par des machines électriques² Hollerith, ainsi que les comptes, le double mode de totalisation ne pouvait plus présenter aucun avantage. D'autre part, le bulletin n'étant jamais déposé et l'agent recenseur se présentant toujours à domicile, la feuille de ménage ne présentait pas les mêmes avantages que dans certains pays d'Europe, où la formule à remplir était déposée et réexpédiée³.

1. Voir tableau n° XII.

2. Voir *supra*, p. 37 à 46.

3. Pour des raisons essentiellement économiques, il fut donné des résultats sur la population des neuf grandes régions géographiques, à savoir :

Cependant, le bulletin familial et le bulletin personnel pour les absents furent conservés. On supprima la *formule de mortalité*. En effet, dès 1907, le *Bureau du Census*, énergiquement secondé par l'*American Public Health Association*, avait fait publier des comptes rendus annuels relatifs aux décès. L'emploi de la *Schedule of Mortality* n'était donc plus nécessaire et elle fut supprimée.

Le directeur du *Bureau du Census* divisa l'Union en 529 districts, eux-mêmes partagés en 70.000 subdivisions où opérait un recenseur. Les Supervisors du district recevaient les instructions d'un inspecteur général dénommé *Supervisor du Census*¹, qui lui-même agissait conformément aux ordres du *directeur du Census* et les transmettait aux agents des subdivisions.

Ainsi, pendant ces vingt années, le législateur chercha à donner de plus en plus de pouvoir au *Bureau du Census* et à lui laisser toute initiative. A celui-ci de chercher à simplifier la tâche des agents recenseurs et à obtenir des statistiques plus précises par un système mieux organisé.

régions du Pacifique, des Montagnes, du S.-O. Central, du S.-E. Central, de l'Atlantique du Sud, du Centre Atlantique, du N.-E. Central, du N.-O. Central, de l'Atlantique du Nord. Ces tableaux permettaient de comparer la densité de la population aux accidents du sol, aux ressources naturelles et agricoles et à l'activité industrielle. Ensuite, on fit des tableaux comparant les populations urbaines et rurales.

1. Nommé par le Président après avis conforme du Sénat.

TABLEAU XII

DÉPARTEMENT DU COMMERCE ET DU TRAVAIL.
BUREAU DU CENSUS, TREIZIÈME CENSUS DES E.-U. 1910.

POPULATION.

Etat. Comté. Division.

Nom de l'institution.

Supervisor du district, N°, page

District de Recensement N°

1° Numéro de la maison d'habitation dans l'ordre d'inspection;

2° Numéro de la famille dans l'ordre d'inspection.

NOM.

3° Nom de chaque personne dont le domicile au 15 avril est dans cette famille (mettre le nom de la famille, puis le prénom et, s'il y a lieu, l'initiale du 2° prénom) (compter toute personne encore vivante au 15 avril, omettre les enfants nés depuis cette date).

PARENTÉ.

4° Parenté avec le chef de famille.

ETAT-CIVIL.

5° Sexe;

6° Couleur ou race;

7° Age au dernier anniversaire;

8° Célibataire, marié ou veuf;

9° Nombre d'années de mariage;

10° Combien d'enfants nés;

11° Combien sont encore vivants.

NAISSANCE.

12° Lieu de naissance de cette personne ainsi que sa langue maternelle;

13° Lieu de naissance du père de cette personne;

14° Lieu de naissance de la mère de cette personne.

SITUATION.

15° Date de l'année de l'immigration aux E.-U.;

16° Naturalisé ou étranger;

17° Parlant anglais couramment. Si non, quel est le langage employé;

18° Commerce, profession ou travail de chaque personne en particulier;

19° Nature de l'industrie, des affaires, de l'établissement;

20° Patron, employé ou à son propre compte;

21° En chômage au 15 avril 1910;

22° Nombre de semaines sans travail du 15 avril 1909 au 15 avril 1910.

EDUCATION.

23° Sait lire;

24° Sait écrire;

25° A-t-on fréquenté l'école pendant l'année ?

DROIT SUR LE FOYER.

26° Propriété ou location;

27° Propriété libre ou hypothéquée;

28° Ferme ou maison;

29° Numéro du bulletin de ferme¹;

30° Survivant de l'Armée ou de la Marine de l'Union;

31° Aveugle;

32° Sourd-Muet.

1. Si le recensé habitait une ferme ou en possédait une mitoyenne à sa propriété, il devait remplir un bulletin concernant le nombre de bâtiments, de têtes de bétail, etc. Le numéro de ce bulletin spécial devait être reporté à la colonne 29 du bulletin général de population.

CHAPITRE VI

LE QUATORZIEME CENSUS (1920) ET LE QUINZIEME CENSUS (1930)

SOMMAIRE. — *Le quatorzième Cens* : Modification de l'organisation du *Bureau du Cens*; date d'ouverture du quatorzième Cens; loi du 3 mars 1919; bulletin de population; les subdivisions, rôle du recenseur, les comptes rendus.

Le quinzième Cens : Présentation du bill à la Chambre des représentants. 1927. Vote du 21 mai 1928. Présentation au Sénat. 1928. Bill concernant la répartition des représentants. (Bill Vendenbergh). Vote du Sénat. 29 mai 1929. Modifications apportées au Bill Jones-Vendenbergh. Loi du 18 juin 1929. Division du travail. Les nouvelles sections : Chômage, Distribution. Lacunes : Recensement des manufactures. De quelques précisions sur le recensement du chômage.

Conclusion : La science statistique liée aux besoins économiques; critique; lacunes.

Le quatorzième Cens (1920)

En 1913, le ministère de l'Industrie fut séparé du ministère du Commerce. Le *Bureau du Cens* fut attaché au premier jusqu'en 1915, par la suite au ministère du Commerce.

Bien que permanent, il reçut des modifications dans son organisation.

Il y avait bien toujours cinq sections¹, mais désormais elles furent les suivantes :

Section de la population, dirigée par M. William C. Hunt;

Section des manufactures, dirigée par M. Eugène Hartley;

Section des statistiques d'Etat et de cités, dirigée par S. M. Grogan;

Section de l'agriculture, des cotons et des tabacs, dirigée par M. L. Austin;

1. Voir *supra*, p. 53.

Section des statistiques démographiques, dirigée par M. W. Davids.

Le nombre des employés du bureau de Washington fut de 700, plus 700 autres engagés temporairement pour faire la statistique du coton dans le Sud.

Le directeur du Census trouva que l'emploi du Supervisor du Census était inutile, et il en obtint la suppression.

Après nouvelle enquête, il fut convenu que le prochain Census s'ouvrirait le 1^{er} janvier. Ce changement de date avait été demandé par le secrétaire de l'Agriculture, lequel invoqua qu'au mois de janvier, les travaux d'été et ceux d'automne sont terminés et ceux du printemps ne sont pas encore commencés; par conséquent, tous les fermiers sont encore dans leurs fermes, et les ouvriers agricoles dans leurs foyers¹.

Enfin, il fut convenu que les trois années commençant le 1^{er} juillet 1919 seraient dénommées « *période du Census décennal* ».

Ces dispositions prises, la loi du 3 mars 1919 autorisa le quatorzième Census. Elle s'inspirait pour la majeure partie de celle du 2 juillet 1909.

« Le bulletin relatif à la population, disait la loi du 3 mars 1919, comprendra pour chaque habitant : le nom, le lieu de domicile, la parenté avec le chef de famille, la couleur, le sexe, l'âge, la situation conjugale, le lieu de naissance, le lieu de naissance des parents, la nationalité et la langue maternelle de toutes les personnes nées à l'étranger, la nationalité ou la langue maternelle des parents des étrangers, le nombre d'années de résidence aux Etats-Unis, la situation civique; si patron ou employé; si engagé dans l'agriculture, dans le corps enseignant; le droit sur la maison

1. Il est à remarquer que le recensement en plein hiver fut un véritable calvaire pour les agents qui opérèrent dans le Nord.

d'habitation (propriétaire ou locataire) et le nom et l'adresse de chaque personne aveugle, sourde ou muette. »

C'est sur ces indications que le directeur du Census rédigea un bulletin pour 50 personnes (voir le tableau XIII¹).

Les districts, au nombre de 542, furent subdivisés selon leur importance, et le nombre des subdivisions atteignit le chiffre de 79.836².

(3)

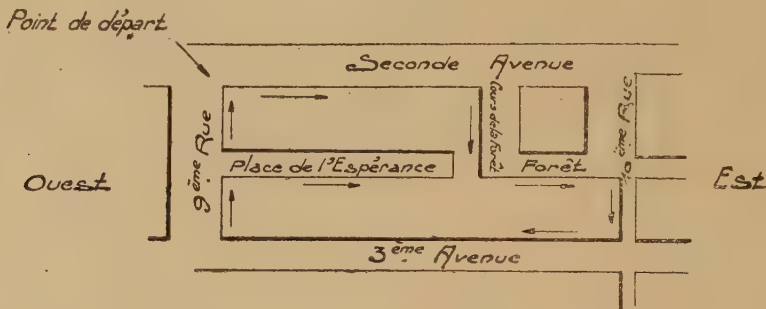


Schéma de visite d'un pâté de maisons par un agent.
(Ce dernier devra toujours partir de la droite et suivre les flèches.)

Les recenseurs devaient visiter toutes les maisons d'habitation³ et mentionner toute personne absente; si elle était membre de la famille ou servante, et préciser si elle était à l'hôpital, en villégiature ou en pension.

L'agent devait laisser au domicile une feuille personnelle si la personne n'était absente que pour un court laps de temps, et la lui envoyer si son absence devait se prolonger. Si toute une famille était en voyage, l'agent devait noter le lieu de résidence, le nombre des membres, et envoyer à cette adresse le nombre de fiches personnelles nécessaires⁴.

Après les membres de la famille, les recenseurs devaient marquer sur les bulletins :

1. Il est une remarque intéressante au point de vue de la question II : « Age au dernier recensement. » Une personne dont l'âge « exact au 1^{er} janvier 1920, jour d'ouverture du Census, est de 17 ans, 11 mois et 25 jours, devra mettre simplement 17 ans, bien qu'au jour de la visite de l'agent, elle puisse avoir 18 ans révolus ». (Instructions aux Supervisors). Ce simple passage démontre combien il serait plus rationnel, pour engendrer moins d'erreurs, de demander simplement la date de naissance comme en France.

2. Y compris Hawaï et l'Alaska.

3. Schéma de la visite, etc..., (voir dessin).

4. Le bulletin pour « famille absente » n'ayant pas été imprimé pour le quatorzième Census.

FICHE INDIVIDUELLE DE RECENSEMENT

Ministère du Commerce,
Bureau du Censu.

Washington, D. C. janv. 1. 1920.

Votre absence le jour du Recensement ou la nature de vos occupations ont empêché l'agent recenseur d'obtenir de vous personnellement les informations demandées par la loi du Congrès du 3 mars 1919 qui ordonne le

14^e CENSUS DES ETATS-UNIS.

On vous demande donc de répondre aux questions inscrites sur les 2^e est 3^e pages, et de les retourner, quand elles seront remplies, dans l'enveloppe ci-jointe qui devra être cachetée par vous. Elles seront examinées par un agent du Censu qui transférera vos réponses sur les formules régulièrement en usage pour ce travail. Comme la loi n'accorde au Recenseur qu'un temps limité pour obtenir cette information, une prompte réponse à cette enquête sera appréciée; et vous aiderez ainsi à l'achèvement complet et soigné d'un Censu de tous les habitants de votre ville, pendant la période indiquée pour l'accomplissement du Recensement.

Très respectueusement,

Sam L. ROGERS,
Directeur du Censu.

- 1^o S. D. 2^o E. D. N^o
- 3^o Municipalité.
- 4^o Rue et N^o.
- 5^o Nom (en toutes lettres);
- 6^o Parenté avec le chef de famille avec lequel vous vivez (pensionnaire, servante, fils, fille, femme; si chef, mettre « chef »).
- Si vous êtes le chef de famille, mentionner.
- 7^o Si vous êtes propriétaire de votre foyer.
- 8^o Si vous êtes locataire, mentionner si c'est à titre gratuit ou en payant un loyer.
- 9^o Sexe;
- 10^o Couleur ou race (blanc, noir, mulâtre, Chinois, Japonais, suivant le cas).
- 11^o Age au dernier anniversaire (pour les enfants, ne pas mettre l'âge en années, mais en mois et en fractions; 0/12, 5/12, 4 ans, 9/12, etc.).
- 12^o Situation conjugale (célibataire, marié, veuf ou divorcé).
- Si étranger :
- 13^o Mentionner l'année de l'immigration aux E. U. A.
- 14^o Etes-vous naturalisé ou étranger (si non naturalisé, mais avez déclaré votre intention de devenir Américain en faisant les premières démarches, écrire « papiers »).
- 15^o Si naturalisé, donner l'année de la naturalisation (si vous êtes Américain, parce que vos parents sont naturalisés, mentionner l'année de leur naturalisation).
- 16^o Avez-vous fréquenté l'école ou toute autre institution d'éducation depuis septembre 1919.

- 17^o Etes-vous capable de lire (oui ou non).
- 18^o Etes-vous capable d'écrire (oui ou non).
- 19^o Où êtes-vous né (si c'est aux Etats-Unis, mentionner l'Etat; si né à l'étranger, indiquer le pays, la province);
- 20^o Si étranger, quel langage employez-vous couramment avant de venir aux E.-U.;
- 21^o Où votre père est-il né;
- 22^o Quel langage parle-t-il;
- 23^o Où votre mère est-elle née;
- 24^o Quel langage parle-t-elle;
- 25^o Savez-vous parler anglais (oui ou non);
- 26^o Quelle est votre profession, commerce ou occupation usuelle (mentionner la sorte de travail; ex. : dactylo, épicier, etc.);
- 27^o Dans quelle Maison ou quelle Industrie êtes-vous employé (indiquer le caractère général de la maison dans laquelle vous êtes employé; ex. : Commerce, ferme, assurance, banque);
- 28^o Etes-vous patron ou employé salarié, ou travaillez-vous à votre propre compte sans employer personne. (Si vous employez du personnel et n'êtes pas vous-même salarié, écrivez « patron »; si vous êtes salarié, mettez « employé »; si vous êtes établi mais n'avez pas de personnel, mentionnez « propre compte ».);
- 29^o Etes-vous sourd et muet (oui ou non);
- 30^o Etes-vous aveugle (des deux yeux). Si une personne ne peut voir même avec des verres, écrire « oui », autrement « non ».

1^o Les servantes, domestiques et autres travailleurs qui travaillent et couchent dans les familles;

2^o Les pensionnaires des hôtels et des pensions de famille qui n'ont pas d'autres domiciles;

3^o Les membres des équipes de construction, des tramways, chemins de fer, canaux, ponts et chaussées, là où se trouve l'équipe;

4^o Les étudiants des collèges et écoles, dans les institutions où ils se trouvent, si elles sont situées dans le même district que leur famille;

5^o Les malades des hôpitaux internés pour un long traitement;

6^o Les soldats et marins dans les postes où ils étaient régulièrement employés;

7^o Les citoyens américains (non les étrangers) en voyage dans d'autres pays pour quelque temps devaient être dénombrés aussitôt après réception du bulletin individuel¹

Devaient être exclus :

1^o Les personnes en visite dans les familles;

2^o Les pensionnaires des hôtels et pensions de famille qui ont leur domicile ailleurs;

3^o Les étudiants et enfants vivant ou prenant pension dans une famille, en attendant de rejoindre leur collège;

4^o Les personnes qui prennent leurs repas dans une famille mais couchant ailleurs;

5^o Les apprentis et les servantes qui ne sont pas à demeure;

6^o Toute personne qui, autrefois, logeait dans cette famille mais est internée soit dans un asile de fous, soit dans une prison ou dans toute autre institution semblable, pour une longue période.

Pour bien rendre compte au Supervisor du travail ac-

1. V. tableau XIV.

TABLEAU XV

N ^o de la Rue	N ^o de la Maison	DESCRIPTION	Date de visite	REMARQUES	BULLETIN	
					Page	
1	2	3	4	5	6	7
2 ^e Avenue	906	Blanchisserie	Janv. 2	Pas d'habitants		
	914	Maison fermée	2	William Smith		
	920	Local vacant	2			
	934	Maison meublée	2	James Jackson (Bulletin déposé)	1	28
10 ^e Avenue	203	Coiffeur	2	Pas d'habitants		
	211	Magasin	2	— d ^o —		
	215	Ecurie	2	— d ^o —		
	219		2			
	223	Atelier	2	Pas d'habitants		
	231		2			
	237	Appartement fermé	2	Mashurhenly 369 Madison St.		
	245	Maison meublée	2	Francis Hugues (Bulletin déposé)	2	65
3 ^e Avenue	251	Maison vacante	3	Vacant depuis le 1/12/19		
	941					
	939	Eglise	3	Pas d'habitants		
	927	Bureaux	3	— d ^o —		
	919	Magasins	3	— d ^o —		
	913	Ecole	3	— d ^o —		
	909	Appartement vacant	3	Vacant depuis le 15/12/19		
	907	Famille en villégiature	3	John Yolden	2	10

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20

compli, chaque recenseur devait tenir au jour le jour un « livre de rues », où il mentionnait toutes les maisons visitées (voir tableau XV). Ce *street-book* devait être retourné au Supervisor avec les bulletins et servait d'information sur le travail exécuté par le recenseur.

Il serait intéressant d'examiner schématiquement le travail élaboré par le *Bureau du Census*, avec de tels éléments.

Dans le tome I, POPULATION, « *Nombre et répartition des habitants* », nous trouvons des tableaux rétrospectifs et comparatifs pour les 14 Censuses, à savoir :

Population des Etats-Unis par division¹ et par Etat avec indice indiquant leur rang suivant leur population² (colonies exceptées) 1790-1920.

Accroissement de la population par division et par Etat (1790-1920).

Accroissement du territoire (1790-1920).

Superficie des Etats-Unis et de leurs colonies (1790-1920).

Population par mille carré pour les Etats-Unis (sauf colonies) (1790-1920).

1. V. *supra*, p. 64.

2. Il est intéressant de comparer la population : 1° du Middle Atlantic, c'est-à-dire les Etats de New-York, New-Jersey et Pennsylvania; 2° l'Etat de New-York seul, à la population totale, et voir quel rang ont successivement occupé, et la Division et l'Etat.

Année	Population E. U.	Middle Atlantic	Rang	Population de l'Etat de New-York	Rang
1790	3.929.214	958.632	3 ^e s. 4	340.120	5 ^e s. 17
1800	5.308.483	1.422.365	2 ^e s. 5	589.051	3 ^e s. 21
1810	7.239.881	2.014.702	2 ^e s. 7	959.049	2 ^e s. 26
1820	9.638.453	2.699.845	»	1.372.812	1 ^{er} s. 27
1830	12.866.020	3.578.664	»	1.918.608	1 ^{er} s. 27
1840	17.069.453	4.526.260	1 ^{er} s. 7	2.428.901	1 ^{er} s. 30
1850	23.191.876	5.898.735	1 ^{er} s. 8	3.097.394	1 ^{er} s. 36
1860	31.443.321	7.458.985	1 ^{er} s. 8	3.880.735	1 ^{er} s. 40
1870	38.558.371	8.810.806	2 ^e s. 8	4.382.759	1 ^{er} s. 47
1880	50.155.783	10.496.878	»	5.082.871	1 ^{er} s. 47
1890	62.947.714	12.706.220	»	6.003.174	1 ^{er} s. 49
1900	75.994.575	5.454.678	1 ^{er} s. 8	7.268.894	1 ^{er} s. 49
1910	91.972.266	19.315.892	»	9.113.614	1 ^{er} s. 49
1920	105.710.620	22.261.144	»	10.385.227	1 ^{er} s. 49

Population des villes ayant 8.000 habitants et plus (1790-1920).

Il y a également d'autres tableaux comparatifs et rétrospectifs remontant à des temps moins reculés :

Accroissement de la population dans l'Aire d'Enregistrement depuis 1850.

Les cinquante plus grandes villes à chaque Census depuis 1850.

Population urbaine et rurale, réduite en taux depuis 1880¹.

Répartition de la population par groupes suivant la superficie des territoires ruraux (1890-1920).

Population urbaine et rurale des Comtés (1900-1910-1920).

Population et accroissement décennal des villes ayant en 1920, 25.000 habitants et plus (1890-1920).

Répartition de la population urbaine suivant l'importance des villes (1890-1920).

Des tableaux comparant les résultats des douzième, treizième et quatorzième Census;

Population des Etats-Unis et de leurs colonies (1900-1920).

Ordre des Etats suivant leur population (1900-1920).

Accroissement de la population pour les deux décades par division et Etats rangés suivant le taux d'accroissement (1910-1920).

Population par mille carré par division et par Etat (1900-1910-1920).

Population des villes et autres places classées¹ (1920-1910-1900) et population des arrondissements de ces places classées ayant 5.000 habitants ou plus en 1920.

1. La proportion de la population urbaine par rapport à la population rurale est la suivante :

	Urbaine	Rurale
1880.....	2.816	7.114
1920.....	5.114	4.816

2. " Incorporated Places ".

Population des villes et autres places, classées, ayant en 1920, 2.500 habitants ou plus groupées suivant leur population (1920-1910-1900).

Groupe 1 : cité ou autre place ayant 25.000 habitants ou plus;

Groupe 2 : cité ou autre place ayant de 10.000 à 25.000 h. ;

Groupe 3 : cité ou autre place ayant de 5.000 à 10.000 h. ;

Groupe 4 : cité ou autre place ayant de 2.500 à 5.000 h.¹.

Population des comtés et autres plus petites divisions civiles (1920-1910-1900).

Nombre de villes ayant 2.000 habitants et plus en 1920, groupées suivant leur taux d'accroissement, villes ayant 25.000 habitants en 1920 dont l'accroissement de la population a été 100 % et plus entre 1910 et 1920².

Population rurale et urbaine en 1920 pour les divisions groupées en 3 groupes régionaux (le Nord, le Sud et l'Ouest).

Densité de la population pour ces mêmes divisions.

Surface des comtés et des districts ayant eu un abaissement de population depuis 1910.

Dans le tome 2 du recensement de la population :

Rapport général et tableaux analytiques se trouvent les tableaux établis d'après les *data* fournis par les réponses aux questions n° 17 et suivantes³.

Nous trouvons en effet des statistiques relatives à la couleur, à la race, au lieu de naissance et à l'origine des habitants, à la répartition de la population par sexe puis par âge, par division géographique et par Etat, pour les principales villes, communautés urbaines et rurales.

1. Ce tableau est fait en 66 pages in-8°.

2. Il y a plus de 30 villes en 1920 qui ont un taux d'accroissement de plus de 100 %.

La 1^{re} est Hamstramck village (Mich.), 48.615 h., 1266 %;

La 2^e est Highland Park (Mich.), 46.499 h. 1028 %;

Detroit se classe 21^e avec 993.678 h. et un taux d'accroissement de 113,3 %

3. Questions 17 à 25 y compris.

A la proportion de population indigène par Etat, par villes de 50.000 habitants et plus.

A l'Etat dans lequel est née la population indigène, au lieu de naissance de la population étrangère.

A l'année d'immigration de la population étrangère, à la situation civique de la population étrangère, c'est-à-dire au nombre et au taux de naturalisés parmi les étrangers de race blanche (homme et femme de 21 ans et plus) originaires de diverses nations, par division et par Etat.

A la langue maternelle du contingent de race blanche.

A la fréquentation scolaire (par Division et Etat, par communauté rurale et urbaine).

Aux illettrés¹.

Aux changements dus à la guerre mondiale qui affectent la comparaison des statistiques².

Le tome III du recensement de la population, *Rapport général et tableaux analytiques par Etat*, contient les

1. Avant d'examiner la statistique des illettrés, nous allons expliquer la terminologie américaine.

Native white signifie la classe des blancs nés aux E.-U.;

Native parentage signifie la classe des blancs nés aux E.-U. de parents nés aux E.-U.;

Mixed parentage signifie la classe des blancs dont un des parents est né à l'étranger;

Foreign parentage signifie la classe des blancs dont les deux parents sont nés à l'étranger;

Foreign born white signifie la classe des blancs nés à l'étranger;

Colored signifie la classe des descendants de nègres, des Chinois, des Japonais, les Indiens;

Negros signifie la classe des noirs.

La statistique des illettrés est la suivante (pour le XIV^e Census) :

	Deux sexes		H.		F.
Toutes classes	0.6 % d'illettrés		0.6 %		0.59 %
Blancs	0.4 —		0.41		0.4
Colorés	23.0 —		23.4		22.5
Nègres	22.9 —		23.5		22.3
Native white	2.0 —		2.2		1.8
Native parentage	2.5 —		2.7		2.3
Foreign or mixed parentage	0.8 —		0.8		0.7
Foreign parentage	0.9 —		0.9		0.8
Mixed parentage	0.7 —		0.8		0.6
Foreign born white	13.1 —		11.7		14.8

2. L'Europe après le Traité de Versailles et la répartition nouvelle des colonies.

mêmes renseignements que le tome précédent, mais pour les Etats seulement, classés par ordre alphabétique afin de faciliter les recherches.

Dans le tome IV du recensement de la population, *Occupation*¹, se trouvent les tableaux établis d'après les *data* fournis par les réponses aux questions 26, 27, 28² à savoir :

Proportion d'hommes et de femmes de 10 ans et plus engagés dans un travail rémunéré (par divisions géographiques et par Etat).

Proportion d'hommes salariés de 10 ans et plus travaillant dans chaque classe³ de la population en 1910-1920 (par divisions géographiques).

Nombre de travailleurs agricoles travaillant dans leur propre ferme et nombre de travailleurs agricoles travaillant chez autrui (par division géographique et par Etat).

Nombre total d'individus dans chaque industrie : classés par division et par Etat,

par villes de 100.000 habitants et plus,

— 25.000 — à 100.000,

par sexe, couleur, âge, lieu de naissance, lieu de naissance des parents.

Nous trouvons également des tableaux concernant le nombre des individus de 10 à 17 ans travaillant comme salariés et classés par industrie, commerce et Etat, d'autres relatifs aux femmes de 15 ans et plus travaillant comme salariées et classées suivant leur condition de vie⁴.

Puis d'autres tableaux concernant les femmes mariées travaillant comme salariées, tableaux où elles sont groupées par classes d'âge : 15-19 ans, 19-24 ans, 25 ans et plus.

Enfin des tableaux relatifs au nombre total d'hommes

1. L'Avertissement nous indique qu'il a été édité en 1918 un index contenant la terminologie de 20.000 professions.

2. Souvent en rapport avec la question 11 (âge).

3. Voir *supra*, p. 71, note 1.

4. Célibataires. Mariées. Veuves. Divorcées.

et de femmes de 10 ans et plus engagés dans chaque industrie sélectionnée, classés par couleur, race, lieu de naissance, pour chaque Etat¹.

Le quinzième Census (1930)

Dès 1927 les mesures nécessaires furent prises, pour que la loi concernant le quinzième Census fut votée en temps voulu, et le 15 décembre 1927, à la 1^{re} Session du 70^e Congrès un *bill* fut présenté à la Chambre des représentants. La commission du Census déposa son rapport le 2 mai 1928 et le *bill* passa le 21 mai. Au Sénat il fut reporté à la 2^e Session dudit Congrès. Une première fois le débat fut fixé pour le 12 décembre 1928, mais la discussion fut renvoyée à une date ultérieure afin que la question de la Répartition des Représentants (*Reapportionment bill*) puisse être réglée en même temps que celle du recensement.

A la première session du 71^e Congrès — le 18 avril 1929 — le sénateur Vendenberg (Michigan) déposa un *bill* concernant le *reapportionment* des représentants²; le même jour le sénateur Jones (Washington) présentait le *bill* relatif au quinzième Census. Ces deux *bills* réunis en un seul³ furent votés par le Sénat le 29 mai 1929. Présenté à nouveau devant la Chambre des représentants le 6 juin 1929 et après amendements devant le Sénat, il fut signé par le président

1. Par ordre alphabétique.

2. La loi du 18 juin 1929 s'exprime ainsi (section 2). Il est arrêté que le compte total de la population par Etats, ainsi qu'il est demandé pour la répartition des Représentants, sera terminé dans un délai de huit mois courant du début du dénombrement et sera adressé par le Directeur du Censu au Secrétaire du Commerce et par celui-ci au Président des Etats-Unis.

Jamais auparavant ni le Bureau du Censu, ni le Département du Commerce n'avaient été directement intéressés à la question de la répartition des Représentants. Les résultats du Censu étaient transmis à la Commission de Recensement de la Chambre des Représentants qui réglait ce problème.

3. Au Sénat, bill S. 312. Consulter pour les discussions *Congressional Records*, april and may 1929.

de l'Union le 18 juin 1929 et devint l'*Act of June 18, 1929* (Public n° 13, 71 th. Congress), *An Act to provide for the fifteenth and subsequent Censuses and to provide for apportionment of Representatives to the Congress.*

Le *bill* tel qu'il avait été présenté le 5 décembre 1927 devant la Chambre des représentants subit diverses modifications au Sénat. (En dehors de la question de la répartition des représentants.)

Les Membres de la Chambre des représentants trouvèrent avec juste raison qu'il était impossible de fixer la date du prochain Census au 1^{er} janvier ainsi qu'il avait été fait en 1920. Ils arrêterent alors la date du 1^{er} mai 1930. Mais le Sénat, jugeant qu'il valait mieux faire le Recensement à une époque où la population rurale est stable reporta la date d'ouverture du quinzième Census au 1^{er} novembre 1929. Lorsque le *bill* revint à la Chambre des représentants, il fut remarqué que lors du quatorzième Census le travail des Supervisors avait été rendu des plus difficiles à cause des rigueurs de l'hiver, mais que ce ne serait pas amoindrir les difficultés que de changer la date du 2 janvier pour celle du 1^{er} novembre les rigueurs climatiques pouvant déjà se faire sentir. Dans un esprit de conciliation on arrêta la date du 1^{er} avril 1930, date qui fut définitivement adoptée¹.

Bien que la loi du 18 juin 1929 se soit inspirée de celle du 3 mars 1919, elle présente des différences fondamentales.

Outre la question des représentants que nous avons déjà traitée elle indique que le quinzième Census traitera les branches suivantes :

1^o Population;

2^o Agriculture, irrigation, drainage;

1. Les crédits votés furent de \$ 39.393.000.

3° Distribution;

4° Chômage;

5° Mines.

Il y a donc deux innovations :

1° La section du chômage qui est des plus rationnelle. Puisque le Censur doit s'étendre « à toute l'activité économique de la nation » il est logique qu'une statistique du chômage à la fois symptôme et résultat d'une crise, soit élaborée lors du dénombrement décennal.

2° La section de Distribution créée en 1926 qui concerne les mécanismes grâce auxquels les produits sont répandus dans le public (répartition des produits fabriqués. Commerce de gros, commerce de détail, organisation de la vente, vente à crédit, magasin à succursales multiples (*Chain Stores*), publicité, etc...).

Mais il y a aussi un oubli fondamental : le *Recensement des Manufactures*. Cet oubli a été paré de la manière suivante : Depuis 1921 il y a des Censur biennaux concernant les manufactures et l'industrie. Celui de 1929 a été supprimé à cause du recensement décennal de 1930. Il a donc eu lieu en 1930 comme s'il avait été ordonné par la loi du 18 juin 1929 et dans les résultats plusieurs volumes concerneront les statistiques des manufactures et de l'industrie; mais néanmoins la loi aurait dû le mentionner.

Le point de départ pour la rédaction du bulletin de recensement de la population du quinzième Censur fut, naturellement, la formule qui avait servi en 1920. Après une étude des plus sérieuses faite par les dirigeants du *Bureau du Censur*, il fut décidé :

1° Que cinq questions de moindre importance seraient supprimées;

2° Après sélection impartiale des questions nouvelles suggérées, il en fut retenu cinq autres.

Les cinq questions supprimées et qui ne le furent en quelque sorte que pour laisser la place aux cinq nouvelles sans changer les dimensions ni la disposition de la formule de 1920 sont les suivantes :

1^o Le foyer est-il hypothéqué ou non (seulement pour les foyers dont on est propriétaire);

2^o Date de naturalisation (pour les naturalisés nés à l'étranger seulement);

3^o Langue maternelle du père;

4^o Langue maternelle de la mère;

5^o Les deux questions sur l'aptitude à lire et à écrire furent réunies en une seule : « Est-on capable de lire et d'écrire ».

Le choix de ces questions est en effet judicieux, le bureau des hypothèques et celui de la naturalisation pouvant très aisément fournir les statistiques mensuelles et annuelles infiniment plus utiles que celles décennales concernant les deux premières questions; les troisième et quatrième n'ayant que peu d'importance à une époque où l'« *Emigration Law* » contingente strictement les émigrants des divers pays.

Ces cinq questions furent remplacées par les cinq autres suivantes :

1^o Valeur du foyer si on est propriétaire, ou loyer mensuel s'il est en location;

2^o Age au premier mariage (pour les personnes mariées seulement);

3^o A-t-on actuellement du travail (pour chaque personne travaillant d'habitude mais qui se trouve actuellement en chômage). (D'autres informations seront données

dans une formule spéciale relative au chômage¹⁾;

4° Est-on un vétéran des *U. S. military forces or naval forces*;

5° Pour chaque vétéran, dans quelle guerre ou expédition a-t-il servi.

Quels sont les motifs qui ont poussé les dirigeants du *Bureau du Census* à choisir ces questions et quelle est leur importance respective ?

La première concernant la valeur réelle ou locative du foyer peut autoriser un classement des familles par catégorie; le loyer étant considéré aux Etats-Unis comme devant être le quart du revenu annuel, une classification approximative des familles selon leur « pouvoir d'achat » peut être faite. Remarquons immédiatement que cette statistique pourrait avoir un intérêt réel si elle était annuelle. Ainsi il serait permis de comparer les chiffres d'année en année et un contrôle serait exercé sur les différents groupes économiques familiaux. La période 1925-1930 serait très caractéristique à ce point de vue. 1925-26-27-28, période relativement prospère, montrerait, par exemple, la stabilité dans chaque groupe. Le 2^e semestre de 1929 et le début de l'année de 1930, période de crise, présenteraient sans doute une augmentation considérable des groupes familiaux à moyenne et surtout à petite puissance d'achat. Mais quelle est la valeur scientifique d'une statistique décennale placée par le simple hasard, soit dans une période de prospérité, soit dans une période de dépression ? Supposons qu'un tel travail ait déjà été fait lors du quatorzième Censu en 1920, année de crise. 1930 étant également une année de crise, il sera ainsi possible de comparer les résultats de deux mouvements de baisse différents. Mais la

1. Les questions relatives au chômage sur le *Bulletin de population* furent ainsi rédigées :

Employment.—Whether actually at work. (Or the last regular workin day).
N° 28 Yes or No. N° 29 If not, Line number ou *Unemployment Schedule*.

statistique qui, comme tout autre science et plus encore même que tout autre science, ne peut se baser que sur des facteurs pris dans toute leur extension, ne saura s'appuyer sur ces données que si elles en comprennent les variations intermédiaires indiquant soit une crise continue, soit la prospérité, soit la stabilité, soit des variations diverses. Les chiffres décennaux ont donc une valeur de compte-rendu *a priori*, mais aucune valeur scientifique *a posteriori*.

La deuxième question s'intéressant à l'âge au premier mariage a été intégrée dans un but purement démographique. En corrélation avec le nombre d'enfants, elle permet d'établir des rapports sur la natalité suivant l'âge du mariage. Ce n'est d'ailleurs qu'une réintégration, cette question ayant déjà été posée sous des formes variées à différents Censuses.

Mais la question la plus importante, tant au point de vue social qu'économique, est celle relative au chômage¹. Pour comprendre les raisons pour lesquelles elle fut posée dans le bulletin de recensement de la population, il faut se reporter au meeting que tint l'*American Statistical Association*, en 1928.

Au cours de ce meeting, l'*American Statistical Association* prit la résolution suivante² :

« Il est arrêté que l'*American Statistical Association* autorise son Comité près le *Government Labor Statistics* à conférer avec le directeur du Census au sujet de l'établissement de statistiques relatives au mouvement du travail et

1. Cette question avait déjà été posée : 1° Lors du neuvième Censur (1880), question n° 14. « Nombre de mois pendant lesquels la personne a chômé au cours de l'année du Censur » (voir *supra*, p. 49); 2° Lors du dixième Censur (1890) question n° 17. « Mois de chômage pendant l'année du Censur, 1^{er} juin 1889, 31 mai 1890 » (voir *supra*, p. 54) en 1900 et en 1910 question n° 22. « Nombre de semaines sans travail du 15 av. il 1909 au 15 avril 1911 ». (Voir *supra* p. 64.

2. *Papers and Proceeding of the 91th Meeting of the American Statistical Association*, Wash. D. C., 27-30. Edited by Alexander Ross, p. 185 et suiv.

aux salaires aux Etats-Unis : 1° La continuation de la publication mensuelle de l'état du mouvement du travail dans le Census des manufactures. 2° Ajouter à la formule une question qui permettra de publier les données sur les salaires globaux, correspondant aux données sur les salaires actuellement recueillies pour un certain nombre d'établissements parle *Bureau of Labor Statistics*. 3° L'intégration de questions concernant les statistiques mensuelles concernant le mouvement du travail et les salaires dans la formule du *Census de Distribution*¹. »

A ce même Congrès, il fut suggéré que des questions relatives au chômage insérées dans le bulletin de recensement de la population lors du prochain Census, combleraient ainsi le manque de données nécessaires en cette matière². Un sous-comité fut élu; sous la direction du Dr E. B. Patton, il avait mission de dresser le plan des questions qui seraient soumises au directeur du *Bureau du Census*. Ce plan commençait par la définition suivante du mot chômage : « Perte de rémunération ou de salaire pendant la semaine précédant la visite de l'agent recenseur subie par toute personne capable de travailler et voulant travailler avec continuité mais dans l'impossibilité de trouver un emploi continu. Les personnes étant en « chômage complet » sont celles qui n'ont pas de travail à cause du mauvais temps, du ralentissement du marché du travail ou de la situation critique des affaires. Les personnes en état de chômage partiel sont celles qui ont du travail qui n'a pas été réglé ou qui a été réglé seulement en partie pour les mêmes raisons. »

Cette définition était suivie des questions à poser dans le *Census questions* :

1. Census biennal.

2. *Papers and Proceeding of 91th Meeting of the American Statistical Association*, Wash. D. C., dec. 27-30. Ed. by Alexander Ross, p. 186 et suiv.

1° Employé, ouvrier ou travaillant à son propre compte;

2° Si la personne est ordinairement employée chez autrui, son travail est-il continu ou irrégulier ? (aucune autre question ne doit être posée au sujet des travailleurs « irréguliers »);

3° Si la personne est ordinairement employée chez autrui avec continuité (*Full-Time Basis*), recevra-t-elle pour la semaine se terminant le prochain samedi : a) la paie hebdomadaire ou plus, b) aucun salaire parce qu'il n'a été exécuté aucun travail d'aucune sorte, c) une partie du salaire hebdomadaire ?

4° Si la personne n'a pas reçu ou ne recevra pas sa part de salaire hebdomadaire, quelle en est la cause ?

a) Maladie ou accident;

b) Grèves ou *lock-out*;

d) Feu, inondation ou autres circonstances;

e) Manque de travail dû au temps;

f) Ralentissement du marché du travail;

g) Autres circonstances.

Ces questions étaient suivies de considérations donnant des précisions au sujet du chômeur en état de chômage complet et celui en état de chômage partiel. Elles spécifiaient qu'il y avait trois sortes de chômeurs : a) ceux en état de chômage complet durant toute la semaine, parce qu'ils n'ont pu trouver de travail; b) ceux qui ont travaillé mais qui n'ont pas reçu leur salaire hebdomadaire, et c) ceux qui ont travaillé et qui n'ont reçu qu'un salaire partiel¹. Elles spécifiaient, en outre, que le chômage partiel pour les travailleurs, qui, en temps normal, ont un travail continu, devait être recensé et qu'il pouvait se présenter sous la

1. « Three classes of unemployed (a) those entirely unemployed during the week because they had no jobs. (b) those who had jobs but received no pay for the week and (c) those who held jobs but received part pay for the week. (Paper and proceeding of the 91th Annual Meeting of the American Statistical Association. Dec. 27-30, 1929, p. 188, ligne 2.)

double forme suivante : travail partiel par rotation suivant les jours ou les semaines, travail en « part-time » quotidien. Elles mentionnaient également qu'on ne pouvait considérer comme chômeurs les individus, qui, en période normale, ne travaillaient que partiellement.

Après examen de ces questions et du rapport qui suivait, les dirigeants du *Bureau du Census* prirent la résolution de ne poser sur le bulletin de recensement de la population que deux questions concernant le chômage¹, lesquelles autoriseraient une tabulation directe du pourcentage par rapport à la population. Et on créa, d'autre part, un bulletin de chômage qui entre dans le cadre des statistiques sociales et économiques qui ne concernent pas directement ce travail².

Quant aux questions n° 4 et 5 elles ne furent posées que pour compléter les données du *Veteran's Bureau*.

Les réformes accomplies pour le quinzième Censu ne portent donc que sur des questions nées des néces-

1. Voir *supra*, p. 77, note 1.

2. Nous reproduisons cependant ici le *Bulletin de chômage* parce qu'il a été présenté en même temps que le *Bulletin de Population*. Les trois premières questions sont supprimées parce qu'elles ne concernent que les numéros de correspondance entre les deux Bulletins.

Bulletin de Chômage.

(Doit être employé en rapport avec le Bulletin de Population.)

4) Nom de chaque personne qui *habituellement* a un travail rémunéré mais ne travaillait pas hier (ou le dernier jour de travail régulier).

5) Cette personne a-t-elle habituellement un travail rémunéré ? (oui ou non).

6) Cette personne a-t-elle un travail de quelque sorte qu'il soit ? (oui ou non).

Si cette personne a un travail :

8) Depuis combien de semaine est-elle occupée à ce travail.

9) Pourquoi ne travaillait-elle pas hier ? (ou au cas où la veille n'était pas un jour régulier de travail, pourquoi ne travail ait-elle pas le dernier jour régulier de travail). Par exemple, *maladie, mise à pied, volontairement en chômage, mauvais temps, pénurie de matériaux, grèves, etc...*

9) Perd-elle sa paie d'un jour en ne travaillant pas ? Oui ou non.

10) Combien de jours a-t-elle travaillé la semaine dernière.

11) Combien de jours dans la semaine complète.

Si cette personne n'a aucun travail d'aucune sorte :

12) Est-elle capable de travailler ? Oui ou non.

13) Cherche-t-elle du travail ? Oui ou non.

14) Combien de semaines a-t-elle été sans travail ?

15) Raisons pour lesquelles elle n'a pas de travail (ou pour quelles raisons a-t-elle perdu son dernier travail ?) comme *manufacture fermée, maladie, mauvaise saison, travail réduit, machines introduites, grèves.*

sités actuelles et dans les grandes lignes, le recensement de 1930 est resté fidèle à la méthodologie suivie pour celui de 1920.

Le quinzième Census vient d'avoir lieu, et les principaux chiffres définitifs¹ viennent d'être publiés. Cependant, au cours de cette étude, nous avons pu constater tous les progrès accomplis, principalement à partir de la création du *Bureau du Census*.

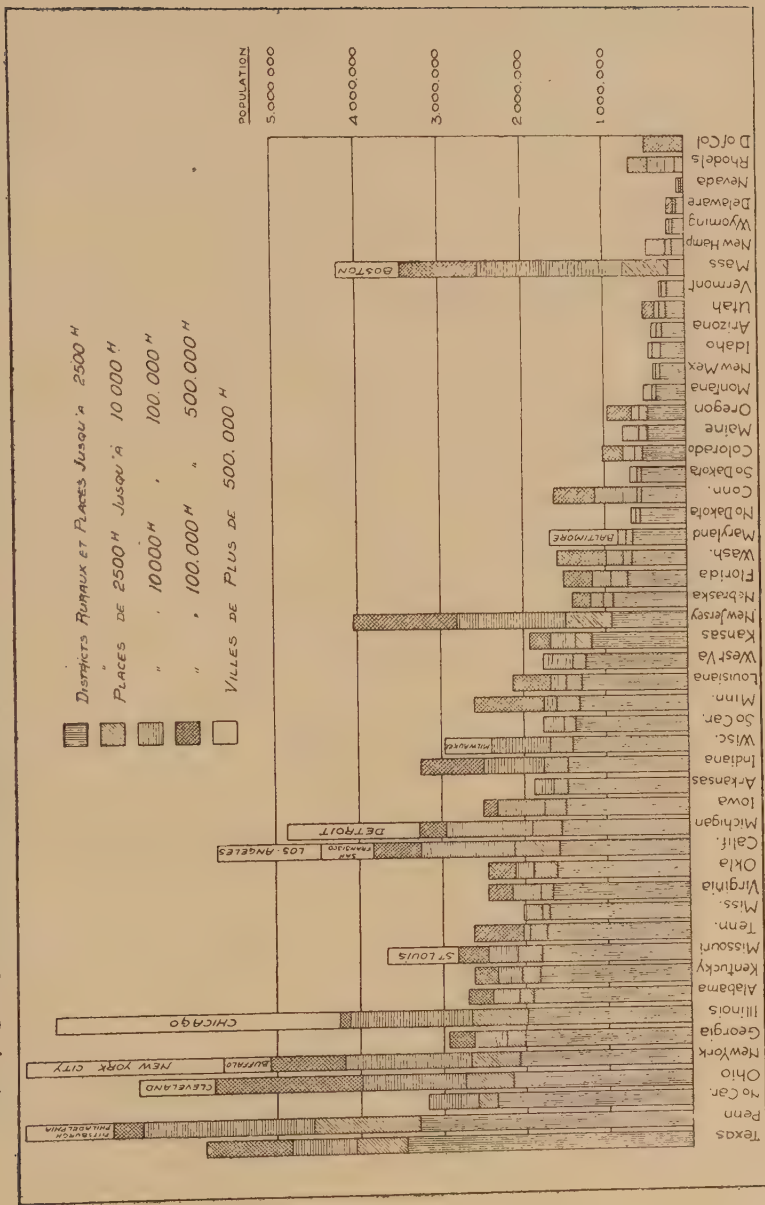
Malgré cette belle réalisation, les « Census » furent l'objet de violentes critiques, aux Etats-Unis mêmes et à l'étranger. On leur reprocha tout d'abord de s'égarer sur des sujets trop vastes; au point de vue méthodologique, on remarqua que les questions étaient souvent vagues, que d'autres étaient inquisitoriales, qu'enfin le délai de 10 ans qui courait entre deux recensements était beaucoup trop long. Sur ces deux derniers points, nous ferons les remarques suivantes :

1^o Aux Etats-Unis, le mode de travail est autre qu'en Europe : les bilans sont publiés sous une autre forme, le chiffre d'impôts payés ne se cache pas non plus, et certaines questions, qui, chez nous, paraîtraient inquisitoriales, sont normales outre-Atlantique. De plus, tout bulletin relatif à l'industrie, aux mines et aux carrières porte la mention « confidentiel ».

2^o Actuellement, seul le recensement de la population n'est réalisé que de décade en décade, et nous ne voyons pas l'utilité de le faire devenir quinquennal ou biennal. En effet, qu'un mouvement ait eu lieu aux environs de 1875, cela est très normal, il y avait à cette époque de grands mouvements de population grâce à l'immigration; mais à présent que le contingent étranger est limité par l'*Immigration Law*, la population est relativement stable.

1. Consulter le tableau XV.

RÉPARTITION DE LA POPULATION DES ÉTATS-UNIS PAR GROUPES D'APRÈS LES RÉSULTATS DU XV^e CENSUS (1930)



D'autre part, dès 1895, devant le rythme du développement économique, il y a eu des recensements agricoles, puis industriels, quinquennaux, et depuis 1921 il y a pour ces branches des Censuses biennaux¹.

Certes, nous ne voulons pas soutenir que les recensements américains ne soient pas entachés de quelque défaut, mais nous rendrons immédiatement justice aux organisateurs en disant qu'ils eurent la tâche la plus dure: en effet, les Etats-Unis qui furent la première nation ayant eu des recensements exécutés à des périodes régulières ne purent emprunter aucun élément aux pays plus anciens.

Reportons-nous aux faits : tandis que le premier recensement avait lieu aux Etats-Unis en 1790, en France, il prenait date en 1801, en Angleterre en 1881, en Allemagne, à cette même date. Quant aux pays scandinaves et à la Suisse, si leurs recensements sont très bien organisés, ils ne datent que de la deuxième moitié du XIX^e siècle².

Ce sont donc nos vieilles nations européennes qui ont pris exemple sur la jeune Amérique. Les recensements anglais comportent non seulement des enquêtes sur la population, mais il y a en outre toute une partie purement économique relative à l'agriculture, l'industrie, aux salaires, tout comme aux Etats-Unis et si cette République fédérale possède des bulletins identiques à travers l'Union, le recensement de 1921 n'est fait, outre-Manche, que pour l'*Angleterre et le pays de Galles*.

En Allemagne, avant la guerre de 1914, « les recensements professionnels et industriels (1882, 1895, 1907) étaient indépendants des dénombrements démographi-

1. Consulter les Censuses de 1921, 23, 25, 27. (Il n'y en a pas eu en 1929 parce que le Censuse décennal devait avoir lieu en 1930.)

2. En Suède et en Norvège, les recensements sont quinquennaux, l'agent se rend à domicile. En Suisse, le recensement est fait également tous les 5 ans, mais les feuilles sont déposées à domicile et réexpédiées. Dans ces trois pays, les recensements ne s'occupent que de la population.

ques effectués tous les 5 ans (1^{er} décembre des années dont le millésime est terminé par un zéro ou un 5). Le 12 mars 1925, le Reichstag a décidé, pour le 16 juin suivant, l'exécution d'un recensement général portant à la fois sur les conditions démographiques des habitants, sur les professions et les industries¹. » C'est donc le système américain qui entra en vigueur. Et même en France, si en 1931 nous n'avons eu qu'un recensement démographique, c'est, d'une part, parce que nos budgets n'autorisent pas de frais aussi onéreux; d'autre part, parce que l'esprit latin est moins enclin à répondre aux questions privées (principalement en matières financières, commerciales, industrielles et agricoles), que l'esprit anglo-saxon, germanique ou scandinave; c'est pour un motif semblable que les feuilles sont expédiées en France et que l'agent recenseur ne vient jamais poser les questions à domicile.

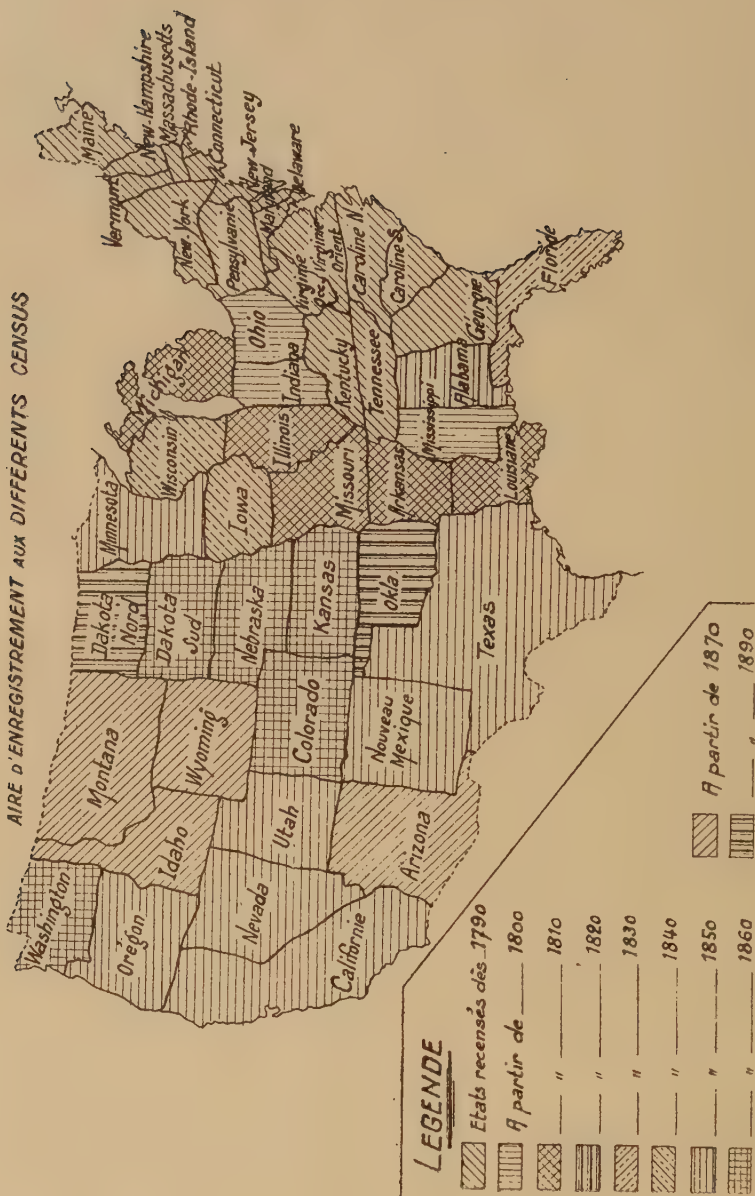
Mais cependant, bien que l'ensemble de la technique des recensements américains soit rationnelle et ne comporte pas en soi de défaut fondamental, nous maintenons que, sur quelques points, ils manquent de précision, et que ce manque de précision est de première importance dans des travaux qui ont une portée scientifique.

Cette faiblesse se fait particulièrement sentir au sujet de la question relative à l'âge que nous avons souvent critiquée au cours de cette étude.

Mais cette négligence était-elle évitable ou bien est-elle en relation directe avec le système de déclaration des décès et des naissances ? C'est ce point délicat que nous allons étudier dans la seconde partie de ce travail.

1. A. Bunle, *Bulletin de la Statistique générale de la France*, janvier 1926, p. 292.

LAIRE D'ENREGISTREMENT AUX DIFFERENTS CENSUS



POPULATION DES ÉTATS-UNIS AUX DIFFÉRENTS « CENSUS » 1790-1930

	1790	1800	1810	1820	1830
Alabama	—	—	—	127.901	309.527
Arkansas	—	—	—	114.273	30.388
Connecticut	237.946	251.002	261.942	275.248	297.675
Delaware	59.096	64.273	72.474	72.749	76.748
District of Columbia	—	14.093	24.023	33.039	39.834
Florida	—	—	—	—	34.730
Georgia	82.548	162.686	252.433	340.989	516.823
Illinois	—	—	12.282	55.211	157.445
Indiana	—	5.641	24.520	147.178	348.031
Kentucky	—	220.955	406.511	564.317	687.917
Louisiana	—	—	76.556	153.407	215.739
Maine	96.540	151.719	228.705	298.335	399.455
Maryland	319.728	341.548	380.546	407.350	447.040
Massachusetts	378.787	422.845	472.040	523.287	610.408
Michigan	—	—	4.762	8.896	31.639
Mississippi	—	8.850	40.352	75.448	136.621
Missouri	—	—	19.783	66.586	140.455
New Hampshire	141.865	183.858	214.460	244.161	269.328
New Jersey	184.139	211.149	245.562	277.575	320.823
New-York	340.110	589.051	949.049	1.372.812	1.918.608
North Carolina	393.751	478.103	555.500	638.829	737.987
Ohio	—	45.365	230.760	581.434	937.903
Pennsylvania	434.373	602.365	810.091	1.049.458	1.348.233
Rhode Island	68.825	69.122	76.931	83.059	97.199
South Carolina	249.073	345.591	415.115	502.741	581.185
Tennessee	35.691	105.602	261.727	422.823	681.904
Vermont	85.425	154.465	217.895	235.981	280.652
Virginia	747.610	880.200	974.600	1.065.366	1.211.405
	3.929.214	5.308.483	7.239.881	9.638.453	12.866.020

	1840	1850	1860	1870	1880
Alabama	500.756	771.623	964.201	996.992	1.262.505
Arizona	—	—	—	9.658	40.440
Arkansas	97.574	209.897	435.450	484.471	802.525
California	—	92.597	379.994	560.247	864.694
Colorado	—	—	34.277	39.864	194.327
Connecticut	309.978	370.792	460.147	537.454	622.700
Delaware	78.085	91.352	112.216	125.015	146.608
District of Columbia	43.712	51.687	75.080	131.709	177.624
Florida	54.477	87.445	140.424	187.748	269.493
Georgia	691.392	906.185	1.057.286	1.184.109	1.542.180
Idaho	—	—	—	14.999	32.610
Illinois	476.189	851.470	1.711.951	2.539.891	3.077.871
Indiana	685.866	988.416	1.350.428	1.680.637	1.978.301
Iowa	43.112	192.214	674.913	1.194.020	1.624.615
Kansas	—	—	107.206	364.399	996.096
Kentucky	779.828	982.405	1.155.684	1.321.011	1.648.690
Louisiana	352.411	517.762	708.002	726.915	939.946
Maine	501.793	583.169	628.270	626.915	648.936
Maryland	470.019	583.034	687.049	780.894	934.943
Massachusetts	737.699	994.514	1.231.066	1.457.351	1.783.085
Michigan	212.267	397.654	749.113	1.184.059	1.636.937
Minnesota	—	6.077	172.023	439.706	780.773
Mississippi	375.651	606.526	791.305	827.622	1.131.597
Missouri	383.702	682.044	1.182.012	1.721.295	2.168.380
Montana	—	—	—	20.595	39.159
Nebraska	—	—	28.841	122.993	452.402
Nevada	—	—	6.857	42.491	62.266
New Hampshire	284.574	317.976	326.073	318.300	346.991
New-Jersey	373.306	489.555	672.035	906.096	1.131.116
New-Mexico	—	61.547	93.516	91.874	119.565
New-York	2.428.921	3.097.394	3.880.735	4.382.759	5.082.871
North Carolina	753.419	869.039	992.622	1.071.361	1.399.750
Ohio	1.519.467	1.980.329	2.339.511	2.665.260	3.198.062
Oregon	—	13.294	52.465	90.923	174.768
Pennsylvania	1.724.033	2.311.786	2.906.215	3.521.951	4.282.891
Rhode Island	108.830	147.545	174.620	217.353	276.531
South Carolina	594.398	668.507	703.708	705.606	995.577
South Dakota	—	—	4.837	14.181	135.177
Tennessee	829.210	1.002.717	1.109.801	1.258.520	1.542.359
Texas	—	212.592	604.215	818.779	1.591.749
Utah	—	11.380	40.273	86.786	143.963
Vermont	291.948	314.120	315.098	330.551	332.286
Virginia	1.239.797	1.421.661	1.596.318	1.225.163	1.512.565
Washington	—	—	11.594	23.955	76.116
West Virginia ^a	—	—	—	442.014	618.457
Wisconsin	30.945	305.391	775.881	1.054.670	1.315.497
Wyoming	—	—	—	9.118	20.789
	17.069.453	23.191.876	31.443.321	38.558.371	50.155.783

	1890	1900	1910	1920	1930
Alabama	1.513.401	1.828.697	2.138.093	2.348.174	2.644.477
Arizona	88.248	122.931	204.354	334.162	421.641
Arkansas	1.128.211	1.311.564	1.574.449	1.752.204	1.882.518
California	1.213.398	1.485.953	2.377.549	3.426.861	5.642.282
Colorado	413.249	539.700	799.024	939.629	1.033.156
Connecticut	746.258	908.420	1.114.756	1.380.631	1.602.263
Delaware	168.493	184.735	202.322	223.003	236.858
District of Columbia	230.392	278.718	331.069	437.571	485.716
Florida	391.422	528.542	752.619	968.470	1.465.969
Georgia	1.837.353	2.216.331	2.609.121	2.895.832	2.902.127
Idaho	88.548	161.772	335.594	431.866	437.440
Illinois	3.826.352	4.821.550	5.638.591	6.485.280	7.630.283
Indiana	2.192.404	2.516.462	2.700.876	2.930.390	3.225.418
Iowa	1.912.297	2.234.858	2.224.771	2.404.021	2.418.075
Kansas	1.428.108	1.470.108	1.690.949	1.769.257	1.882.518
Kentucky	1.858.635	2.147.174	2.289.905	2.416.630	2.622.809
Louisiana	1.118.588	1.381.625	1.656.388	1.798.509	2.098.876
Maine	661.086	694.466	742.371	768.014	799.662
Maryland	1.042.390	1.188.044	1.295.346	1.449.661	1.626.279
Massachusetts	2.238.947	2.805.346	3.366.416	3.852.356	4.364.972
Michigan	2.093.890	2.420.982	2.810.173	3.668.412	4.818.371
Minnesota	1.310.283	1.751.394	2.075.708	2.387.125	2.558.265
Mississippi	1.289.600	1.551.270	1.797.114	1.790.618	2.007.743
Missouri	2.679.185	3.106.665	3.293.335	3.404.055	3.619.176
Montana	142.924	243.329	376.053	548.889	533.519
Nebraska	1.062.656	1.066.300	1.192.214	1.296.372	1.386.619
Nevada	47.355	42.335	81.875	77.407	90.559
New-Hampshire	376.530	411.588	430.572	443.083	463.746
New-Jersey	1.444.933	1.883.669	2.537.167	3.155.900	4.002.568
New-Mexico	160.282	195.310	327.301	360.530	418.932
New-York	6.003.174	7.268.894	9.113.614	10.385.227	12.609.555
North Carolina	1.617.949	1.893.810	2.206.287	2.559.123	3.165.146
North Dakota	150.983	319.146	577.056	646.872	681.273
Ohio	3.672.329	4.157.545	4.767.121	5.759.394	6.629.373
Oklahoma	258.657	790.391	1.657.155	2.028.283	2.388.955
Oregon	317.704	413.536	672.765	783.389	951.790
Pennsylvania	5.258.113	6.302.115	7.665.111	8.720.017	9.638.099
Rhode Island	345.506	428.556	542.610	604.397	687.020
South Carolina	1.151.149	1.340.316	1.515.400	1.683.724	1.732.271
South Dakota	348.600	401.570	583.888	636.547	691.008
Tennessee	1.767.518	2.020.616	2.184.789	2.337.885	2.609.637
Texas	2.235.527	3.048.710	3.896.542	4.663.228	5.810.683
Utah	210.779	276.749	373.351	449.396	502.604
Vermont	332.422	343.641	355.956	352.428	359.931
Virginia	1.655.980	1.854.184	2.061.612	2.309.187	2.418.075
Washington	357.232	518.103	1.141.990	1.356.621	1.557.540
West Virginia	762.794	958.800	1.221.119	1.463.701	1.728.510
Wisconsin	1.693.330	2.069.042	2.333.860	2.632.067	3.000.388
Wyoming	62.555	92.531	145.965	194.402	224.693
	62.947.714	75.994.575	91.972.266	105.710.620 ^b	122.728.873

a) La Virginia Occidentale avait été recensée dès 1790. Mais en 1861, par suite de la guerre de Sécession la Virginie fut divisée en deux Etats : Virginie et Virginie Occidentale. Telle est la raison pour laquelle nous ne voyons apparaître le nom de cet Etat qu'au neuvième Cens.

b) Y compris 117.238 militaires et marins en service à l'étranger.

DEUXIEME PARTIE

LA DECLARATION ET L'ENREGISTREMENT DES NAISSANCES ET DES DÉCÈS AUX ETATS-UNIS

SOMMAIRE. — Le texte constitutionnel et les lois fédérales en matière de recensement; aucun texte fédéral en matière de déclaration de naissances et de décès; tâche du *Bureau du Census* et de l'*American Public Health Association*; enquêtes décennales relatives aux naissances et aux décès de l'année du Census; texte important de la *Schedule of Mortality*; son rôle; usage qu'on en fit; œuvre du *Bureau du Census* permanent et de la section démographique de l'*A. P. H. A.*; congrès d'Atlantic City, 1906; plan de réforme; plan de travail; Résultats: Publications des statistiques depuis 1907 pour les décès, 1915 pour les naissances; lois d'Etat relatives aux déclarations de l'Etat civil; les erreurs; les lacunes; exemple de la Suisse; mouvements de réformes.

Nul n'ignore que la population des Etats-Unis se forma grâce à l'immigration. Or ces immigrants qui arrivaient de pays différents, pour tenter fortune, ignoraient totalement combien de temps ils resteraient dans tel ou tel lieu, et même s'ils s'installeraient définitivement aux Etats-Unis. Le plus souvent, ils arrivaient seuls et leur vie de colon leur interdisait la création d'une famille. Cependant, au cas où ils fondaient un foyer, l'instabilité même de leur situation ne donnait pas lieu à une déclaration qu'aucun texte rendait obligatoire, et s'ils mouraient, l'intérêt familial étant rarement en jeu, il n'y avait guère de raisons pour faire enregistrer le décès.

Seuls, les Etats de la Nouvelle-Angleterre¹, qui possédaient une population relativement stable, procédaient à

1. Maine, Massachussets, New-Hampshire, Vermont, Connecticut, Rhode Island.

l'enregistrement des actes de l'état civil, mais avec une grande régularité. Les délais de déclaration étaient illimités, et aucune pénalité n'existait au cas de non-déclaration. Aussi les résultats obtenus étaient-ils médiocres, puisque les 2/3 seulement de la population de ces Etats déclaraient leurs naissances et leurs décès.

Dans la première partie de notre étude, nous avons mentionné que le texte constitutionnel concernant les recensements décennaux ordonnait que chaque Census fût réglé par une loi du Congrès¹.

Il n'en est pas de même pour l'enregistrement des naissances et des décès. En cette matière, aucun texte de loi fédérale n'est encore intervenu à l'heure présente.

Cependant, aux Etats-Unis, nation jeune où tant de races diverses opposent les différentes coutumes de leur pays natal, en matière d'enregistrement des naissances et des décès, l'influence anglaise a primé celle de toute autre nation. En effet, dans le Royaume-Uni, nous trouvons pour les naissances un délai de déclaration de six semaines et des bulletins de déclaration de naissances et de décès qui varient suivant qu'ils sont ceux de l'Angleterre, du pays de Galles ou de l'Ecosse.

Naturellement, les Etats qui, les premiers, eurent un bulletin de décès, furent les Etats de la Nouvelle-Angleterre; avec quelques variantes, ils copiaient ceux du Royaume-Uni. Mais, après 1850, la *Schedule of Mortality* inspira les autorités des Etats ou les conseils urbains et, dès lors, il y eut de nombreux bulletins, tous différents les uns des autres.

Il était impossible de réaliser un travail de totalisation des résultats, non seulement pour l'Union, mais encore pour certains Etats où il y avait des bulletins différents

1. Voir *supra*, chapitre 1^{er}: (1^{re} partie).

pour chaque ville. Il fallait donc réagir contre cet état de choses.

La *Section de statistiques démographiques du Bureau du Census* et de l'*American Public Health Association*¹ se proposèrent de réaliser cette tâche.

Le premier *Bureau du Census* fut créé à titre provisoire par la loi du Congrès du 3 mars 1849 « afin de préparer et de faire imprimer les formules nécessaires pour le recensement complet des habitants des Etats-Unis, et aussi pour faire imprimer d'autres bulletins afin de collectionner les statistiques relatives aux mines, à l'industrie, etc. » Sa tâche était donc d'organiser le septième Census et après examen des recensements précédents, les hauts fonctionnaires² chargés de la direction de ce bureau constatèrent, entre autres, qu'aucun effort n'avait été accompli jusqu'à ce jour pour réaliser des statistiques démographiques (naissances et décès).

Pour les naissances, ils trouvèrent immédiatement le moyen de combler cette lacune :

Dans la formule de recensement de la population, ils introduisirent, à la colonne 4, la question suivante : « l'âge » et la note 8 des instructions du secrétaire de l'Intérieur aux maréchaux était ainsi rédigée : « *Insérer l'âge de chaque personne au dernier anniversaire. Si l'âge est inconnu, le mettre approximativement : pour les bébés de moins d'un an, mettre en fraction, ex : 7/12.* »

Cette simple question permettait d'évaluer le nombre de naissances vivantes dans l'année du Census et de le comparer à la population. Le moyen était simple et rudimentaire, mais il fut néanmoins le seul employé jusqu'en 1907³.

1. Association Américaine pour la Santé publique.

2. Le Secrétaire d'Etat, l'Attorney general, le Postmaster general. (Voir *supra*, 1^{re} partie.)

3. Nous connaissons personnellement une jeune fille d'excellente famille américaine née à Albany (N.-Y.) en décembre 1891 dont la naissance ne fut

Pour les décès, la question était impossible à poser dans le bulletin de population. Aussi, le *Bureau du Census* rédigea-t-il une *Schedule of Mortality* qui était également décennale¹. Elle concernait les décès ayant eu lieu l'année du Census et devait être la même à travers toute l'Union.

La question 4 du bulletin de population et la *Schedule of Mortality* demandent l'âge et non la date de naissance; ce défaut fondamental n'est que la conséquence logique de l'absence de registres de l'état civil régulièrement tenus.

Au point de vue de la démographie considérée en tant que science, il est difficile d'établir des taux d'après une statistique décennale. En effet, la mortalité a pu se trouver justement cette année-là extraordinairement basse, ou bien il a pu y avoir une épidémie et elle est alors beaucoup trop haute. Ensuite, dans un pays comme les États-Unis, où les villes se construisaient dès que les voies de communication étaient établies, certaines régions rurales pouvaient entre deux recensements devenir urbaines et ouvrières, et, par cela même, le taux de mortalité et de natalité au cours de ces dix années se trouvait changé du tout au tout.

Mais, cependant, ce bulletin, principalement intéressant par les questions

N° 10, la maladie et la cause de décès,

N° 11, nombre de jours de maladie,

qui le rapprochaient de nos bulletins de décès actuels a eu une certaine importance pratique. En effet, il a su inspirer les autorités locales et leur faire mettre en circulation un bulletin de décès, et par conséquent obliger les citoyens à déclarer les cas de mort qui avaient lieu

jamais déclarée et lorsqu'elle voulut obtenir son passeport, il fallut que son frère aîné vint à l'ambassade de France jurer qu'elle était bien miss A. R. K. née en décembre 1891, à Albany (N.-Y.).

1. Voir *supra*, 1^{re} partie, tableau VI, VIII et X.

dans leurs familles.

Ce ne fut pourtant qu'en 1870, lors du neuvième Censu, que le *Bureau du Censu* publia des statistiques démographiques (*Vital Statistics*).

Relativement aux naissances, dans le premier volume publié en 1873, nous trouvons :

Des ensembles globaux concernant l'Union, les Etats compris dans la zone d'enregistrement, dans les comtés, dans les townships, dans les principales villes, ainsi que le taux de natalité par rapport à 1000 habitants et à 1000 femmes de 15 à 45 ans.

Nous constatons donc qu'en soi, le système est très scientifique; mais nous nous rendons compte immédiatement des erreurs qui peuvent prendre place : 1^o Dans les calculs lorsqu'ils n'ont lieu que tous les 10 ans; 2^o dans les déclarations lorsque, dans un pays, il n'y a pas de services de l'état civil organisé.

Relativement aux décès, dès 1870, nous trouvons des tableaux classant les cas :

Par cause et par métier, par âge, par état, par race et par couleur, le tout comprenant des ensembles globaux concernant l'Union, les Etats compris dans la zone d'enregistrement, les comtés, les townships et les principales villes. Les taux sont calculés tantôt sur 1000 personnes d'un certain groupe d'âge, tantôt sur 1000 personnes quel que soit leur âge, tantôt par 1000 personnes d'une même profession et d'une même ville.

Ici encore nous constatons qu'en soi le système est très bon, mais nous pouvons faire les mêmes remarques que pour les statistiques des naissances, à savoir; 1^o que les calculs décennaux n'ont pas grande valeur scientifique; 2^o que les déclarations faites plusieurs mois après les décès sont certainement erronées lorsqu'il n'y pas eu en-

registrement immédiat des actes de l'état civil¹. En outre les maréchaux² qui, il est vrai, avaient un travail considérable à exécuter, ne se servirent que rarement du bulletin de décès; et quand ils en firent usage, ce ne fut pas d'une manière très rationnelle. En effet, ils consultaient simplement la famille du décédé et l'on conçoit immédiatement des erreurs qui pouvaient se glisser dans les déclarations : d'abord, les parents ou alliés ne voulaient pas déclarer les maladies qu'ils considéraient comme honteuses, telle que la syphilis, ou comme héréditaires, telle que la tuberculose; ensuite, ces déclarations pouvaient être faussées par ignorance.

Ou bien encore, les recenseurs consultaient les médecins de leur district, si le praticien tenait un registre personnel, les déclarations pouvaient être assez exactes, mais s'il se fiait à sa mémoire, il pouvait certainement y avoir confusion.

Il aurait donc fallu que la signature du médecin vint confirmer la déclaration de la famille du décédé. C'est ce qui fut fait, mais seulement lors du neuvième Censu (1870). En effet, la note F de la *Schedule of Mortality* était ainsi rédigée³.

« *Pour l'établissement du certificat rédigé par les médecins relatif aux causes du décès, prière de les reporter à la deuxième ou à la troisième page, la rédaction en sera ainsi faite :*

« Cause de décès :

« Primitive :

« Immédiate :

Signature du médecin.

1. Les *Vital Statistics* ne furent publiées que pour les neuvième, dixième, onzième et douzième Censu; pour les décès, en effet, dès 1907, il y eut des publications annuelles (*Mortality Statistics*). Pour les naissances, il y a encore des tableaux dans le treizième Censu; la publication annuelle ne commença qu'en 1915 (*Birth Statistics*).

2. Ou leurs assistants.

3. Se reporter au tableau n° VIII, 1^{re} partie.

Cette note F fut le germe du bulletin de décès que nous examinerons au cours de cette étude.

Au même Census, la circulaire du secrétaire de l'Intérieur aux maréchaux expliquait avec force détails le but de la *Schedule of Mortality*, et c'est pour cette raison même que nous la reproduisons *in extenso* :

« Le point le plus important de ce bulletin est la question n° 14, « Maladie ou Cause de Décès ». Un soin spécial doit être pris pour obtenir des réponses complètes et exactes, et pour arriver à ce résultat, le recenseur doit porter son attention sur les points suivants :

« Inscrire le nom de la première maladie au cas où une complication a été la cause du décès. Par exemple inscrire tous les cas de décès résultant soit directement, soit indirectement de la *rougeole*, la *scarlatine*, la *fièvre typhoïde*, la *variole*, etc., en dessous du nom des maladies ajouter hydropisie, hémorragie, pneumonie, si elle est considérée soit comme une complication, comme la cause la plus immédiate du décès.

« En cas de décès par hémorragie, en spécifier l'origine, exemple : *hémorragie d'une artère* ou du *poumon*, etc. Egalement pour les *abcès*, les *tumeurs*, les *cancers*, les *ulcères*, indiquer l'organe attaqué, exemple : cancer de la langue.

« Distinguer avec soin la *fièvre typhoïde* et la *typhomalaria*.

« Une question spéciale doit être posée dans le cas de mortalité, quelle que soit la cause de la mort.

« Aussi peu souvent que possible, il faudra reporter les décès sous les rubriques générales telles que *mort du poumon*, *mort de la poitrine*, etc.

« Il faudra, autant que possible, se servir de rubriques spéciales. Rédiger également de telle sorte qu'il y ait distinction entre l'*apoplexie*, la *paralyse*, l'*épilepsie*. Distinguer

bronchite aiguë de bronchite chronique. Ne pas porter comme cause de décès le *grand âge*, l'*intempérance*, la *débilité*, dans le cas où la *cause* du décès est *inconnue*. En rapportant un *suicide* mentionner le moyen employé : couteau, pendaison, poison, revolver.

« Un espace est laissé en blanc, au dos de chaque formule pour les *remarques*. Il est donc nécessaire que les agents du Census décrivent chaque maladie spéciale qui sévit le plus dans la subdivision où ils opèrent. Au cas où il y aurait un nombre extraordinaire de morts violentes ou accidentelles (comme au cas d'explosion, d'inondation ou toute autre calamité), l'explication doit être rapportée sous la rubrique *remarques*.

« Le recenseur devrait essayer de voir, en personne, chaque médecin résidant dans la subdivision où il opère et qui a soigné chacune des personnes mentionnées sur la formule ainsi que le médecin commis pour le décès et leur demander de vérifier les dires d'après leurs archives et de rectifier s'il y a lieu. A cet usage, il a été laissé en bas de la formule des lignes, avec des numéros qui correspondent aux questions du bulletin.

« Si le médecin se trouve d'accord avec le texte écrit sur le bulletin, l'agent lui demandera de mentionner : « *correctement établi* » en bas. Mais s'il ne les estime pas exactes, il est préférable que le médecin fasse lui-même un rapport sur les causes du décès, qui exprimera son opinion personnelle.

« L'agent devra demander à chaque médecin du district où il opère, s'il tient un registre des décès survenus dans l'année du Census et dans la négative il devra lui proposer d'en prendre lui-même la charge. »

Cette *Schedule of Mortality* fut le seul bulletin de décès qui fut officiellement en vigueur aux États-Unis jusqu'en

1906, et ainsi que nous l'avons signalé, à chaque Censüs on en fit de moins en moins usage.

Or, le *Bureau du Census* fut réorganisé en 1899 et, parmi les cinq sections créées, une était spécialisée dans les statistiques *démographiques*. Le 6 mars 1902, une loi du Congrès rendit le *Bureau du Census* permanent. Le directeur du *Bureau du Census* envoya alors aux Supervisors des districts, 'une circulaire par laquelle il leur demandait de « *communiquer annuellement les statistiques de décès et de naissances*¹ au bureau central de Washington » (*Section des statistiques démographiques*).

Mais pour que ces statistiques puissent être faites correctement, il joignait à la circulaire — tout comme en 1850, le secrétaire de l'Intérieur avait envoyé des bulletins types aux maréchaux — il joignait un *Standard Blank*² qui avait été rédigé par ladite section du *Bureau du Census*, avec l'aide de l'*American Public Health Association*.

TABLEAU I

Le bulletin du décès était ainsi rédigé :

La cause du décès est la suivante :

.....

 durée jours.
 Complications
 durée jours.

Celui des naissances était ainsi rédigé :

Sexe
 Couleur
 Date (jour)
 Nationalité des parents

Ces bulletins furent immédiatement adoptés par les Etats et les villes suivantes :

1. Ainsi que nous l'avons mentionné il y avait quelques Etats qui avaient des registres de l'état civil et, dans ce cas, le bulletin de décès, n'était qu'un supplément aux registres déjà existants.

2. Bulletin type.

ÉTATS :

California.	Oregon.
Iowa.	Pennsylvania.
Michigan.	South Dakota.
Nebraska.	Washington.

VILLES :

Ballaïre (Oh.).	Houston (Tex.).	New - Port - News.
Buffalo (N.-Y.).	Lancaster (Oh.).	(Va.).
Canton (Oh.).	Manchester (Va.).	Portsmouth (Oh.).
Charleston (S. C.).	Memphis (Ten.).	Saint Louis (Mo.).
Columbus (Oh.).	Minneapolis (Min.).	Shevereport (La.).
Friedlay (Oh.).	Nashville (Ten.).	Toledo (Oh.).
Fort-Smith (Ark.).	New-Port (Ky.).	Wicheta (Kans.).
		Yonkers. (N.-Y.).

Pour les naissances, ce fut simple, il y eut les Etats qui adoptèrent le *Standard Blank* et ceux qui n'eurent point de bulletin. Ils furent d'ailleurs nombreux jusqu'en 1917. (Consulter le tableau V.)

Pour les décès il se forma quatre catégories :

- 1° Les Etats qui avaient déjà un bulletin de décès;
- 2° Ceux qui adoptèrent le *Standard Blank*¹;
- 3° Ceux qui s'en inspirèrent mais ne le copièrent pas²;
- 4° Ceux qui n'eurent aucun bulletin³;

Il ne faut pas croire que les Etats envoyèrent leurs statistiques avec promptitude et régularité; la négligence des autorités locales ne permettait pas la réalisation immédiate d'un tel travail et, de 1900 à 1906, le bureau de Washington ne reçut que des résultats partiels qu'il ne publia pas.

Or, l'*American Public Health Association*, comprenant que ce mode de travail ne pouvait donner pleine satisfaction, soumit au Congrès qui se tint à *Atlantic City*, du 30 septembre au 4 octobre 1906, le plan de réformes suivant :

1. Tableau n° II.
2. Tableau n° III.
3. Actuellement il n'y a plus aucun Etat qui soit dans cette condition.

TABLÉAU II

BULLETINS s'inspirant du
"STANDARD BLANK"

INDIANA 1907

La cause immédiate de décès est la suivante :

.....
.....
..... durée jours.

Complications :
..... durée

Instructions . *Ecrire le nom de la maladie qui a causé la mort.*
Si le malade a eu de la tuberculose pulmonaire et est mort
d'une hémorragie des poumons, écrire "Tuberculose pulmonaire"
comme cause de décès et "Hémorragie pulmonaire" comme complication.

.....
.....
BALTIMORE avait gardé les mentions du "STANDARD BLANK" mais elle a
placé les causes secondaires avant la cause principale.

BALTIMORE (M.D.)

Causes de décès (secondaires ou immédiates)

.....
..... durée jours.

Complication (première)
..... durée jours.

MASSACHUSETTS, LEAVENWORTH (KAAS)

La cause de décès est la suivante :

Principale
.....
..... durée jours.

Complications
..... durée jours.

NEW-YORK (Etat)

La cause de décès est la suivante :

Cause principale
.....
Durée jours

Complication
..... durée jours.

Ville de NEW-YORK (N.Y.)

..... la cause de mort a été
la suivante :

durée: années mois jours

Complication durée: années mois jours

TEXAS

Cause de décès	Durée			
	Année	Mois	Jours	Heures
Cause immédiate				
Complication				

VERMONT

Cause de décès

Principale

Complications

Durée

INDIANA 1906

La cause de décès est la suivante :

CAUSE PRINCIPALE

..... durée

Cause immédiate

..... durée

INSTRUCTIONS - Ecrire le nom de la maladie, puis la cause du décès
Si le malade a eu de la Tuberculose pulmonaire et est mort
d'une hémorragie des poumons, écrire "Tuberculose pulmonaire"
comme cause de décès et hémorragie pulmonaire comme cause
immédiate

UTAH

La cause principale de décès est la suivante :

CAUSE PRINCIPALE

Contractée

..... durée jours

Complications (s'il y en a)

Où a-t-elle été contractée

..... durée jours

FLORIDE - MIDDLETOWN (Ohio) - WHEELING (W.-VA)

La cause de décès est la suivante :

CAUSE de décès

.....
.....
.....
.....
Durée

NEW HAMPSHIRE

Cause de décès durée

Complication durée

TABEAU III

Quelques Bulletins d'Etats
qui ne s'inspirèrent pas du "STANDARD BLANK"

ALBANY (N.Y.)

La cause du décès est écrite ci-dessous :

Principale et déterminante }		La durée de la maladie quand elle est admise est comptée depuis le commencement jusqu'à la fin.
Consécutive et complication }		
Observations sanitaires		

MAINE

Cause du décès

.....

.....

CONNECTICUT

2° Cause principale de décès 3° Durée de la maladie jours

4° Causes secondaires ou complication 5° Durée jours

ILLINOIS

CAUSE de DÉCÈS

Cause immédiate

Complication

DURÉE			
Année	Mois	Jours	Heures

INSTRUCTIONS. — Dans le règlement d'assurance sur la vie et dans beaucoup d'autres cas, la durée de la cause probable ou principale de la mort est demandée, comme le caractère et la durée des complications.

ALABAMA

Cause de décès

MARYLAND

CAUSE DE DÉCÈS

Principale

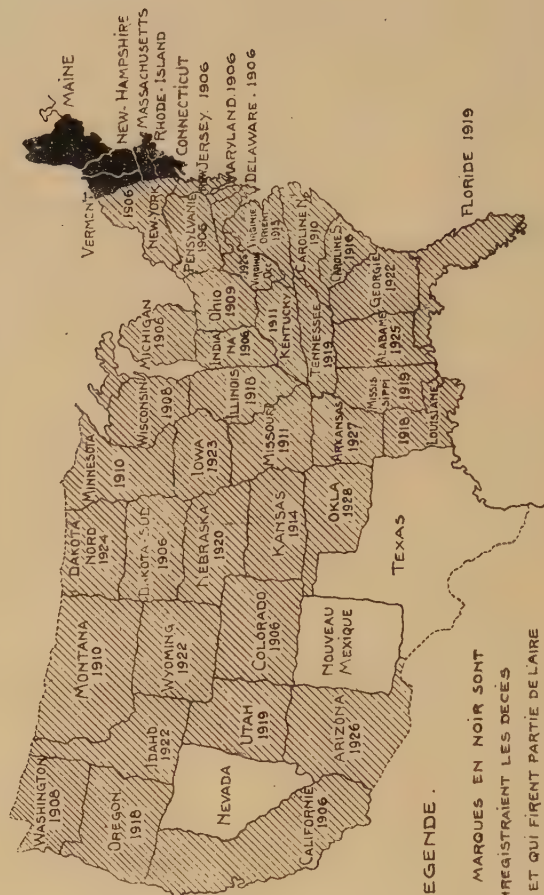
Quelle durée?

Complication

Quelle durée?

- AIRE D'ENREGISTREMENT DES DÉCÈS -

- 1906 - 1928 -



LEGENDE .

LES ETATS MARQUES EN NOIR SONT
CEUX QUI ENREGISTRAIENT LES DÉCÈS
AVANT 1906 ET QUI FIRENT PARTIE DE L'AIRE
D'ENREGISTREMENT DES CETTE DATE.

TABLEAU IV

**Etendue de l'Aire d'Enregistrement des décès
1906-1928**

1906. California.	1911. Kentucky.
Colorado.	Missouri.
Connecticut.	1913. Virginia.
Delaware ¹ .	1914. Kansas.
Indiana.	1916. South-Carolina.
Maine.	1917. Tennessee.
Maryland.	1918. Illinois.
Massachussets.	Louisiana.
Michigan.	Oregon.
New-Hampshire.	1919. Florida.
New-Jersey.	Missipi.
New-York.	1920. Nebraska.
Pennsylvannia.	1922. Georgia.
Rhode-Island.	Idaho.
South-Dakota ² .	Wyoming.
Vermont.	1923. Iowa.
Dt. of Columbia.	1924. North Dakota.
1908. Washington.	1925. Alabama.
Wisconsin.	West-Virginia.
1909. Ohio.	1926. Arizona.
1910. Minnessota.	1927. Arkansas.
Montana.	1928. Oklahoma.
North-Carolina ³ .	
Utah.	

1. Exclu en 1910, admis à nouveau en 1919.

2. Exclu en 1910, admis à nouveau en 1916.

3. A cette date seulement, les villes principales de plus de 10.000 habitants. Tout l'Etat en 1916.

1^o Examiner les réformes actuellement demandées au sujet de l'enregistrement des décès.

Un Comité devait en examiner les qualités et les défauts en se référant à l'expérience des six années précédentes et chercher sous quelle forme elles devaient être introduites.

2^o Etudier à nouveau les lois promulguées ces dernières années en s'occupant du résultat obtenu; en chercher les lacunes et les points rationnels.

3^o Remanier et simplifier autant que possible, avant de le déposer sous forme de *bill*, le plan de loi élaboré par le *Bureau du Census*.

4^o Faire préparer, par le *Bureau du Census*, un modèle de bulletin pour les villes situées dans la zone de l'enregistrement; ce commencement de centralisation permettrait d'attendre une loi fédérale ordonnant le même bulletin sur tout le territoire de l'Union;

5^o Demander à chaque ville la création d'une « Section Municipale pour la Santé », qui seconderait activement la « Section de Statistiques démographiques ».

6^o Comparer les méthodes administratives des différents Etats par leurs comptes-rendus et arriver ainsi à généraliser l'emploi de *mêmes termes* pour un *même cas*, principalement pour les mots « naissance, décès, mort-nés ».

« *A présent, dans l'Union, disait le rapport général, certains Etats comptent les mort-nés dans les décès, d'autres parmi les naissances, d'autres encore les excluent, le mot mort-né est indéfini et signifie dans certains Etats un enfant né non-viable, dans d'autres, un enfant décédé après peu de jours. Cependant, de la définition du mot mort-né dépend l'uniformité de la statistique des naissances et des décès*¹. »

1. Au Congrès qui se tint du 25 au 28 août 1908 à Winnipeg (Manitoba), il fut convenu que les E.-U. adopteraient la nomenclature internationale des maladies et que, d'autre part, les morts nés ne seraient comptés ni avec les naissances, ni avec les décès, mais à part, et que tout enfant né viable ne serait pas considéré comme mort-né.

Ce plan de réformes, tendant vers l'unification de la déclaration des actes de l'état civil à travers l'Union, fut accepté avec grand enthousiasme au Congrès d'*Atlantic City* et l'*American Public Health Association* obtint l'autorisation de créer dans son sein une nouvelle section s'occupant exclusivement de statistiques démographiques et particulièrement de l'exécution de ces réformes.

Or, l'A. P. H. A. avait à sa tête des réalisateurs, et peu de temps après le Congrès d'*Atlantic City* elle établit deux lois-types. L'une concernant les naissances, l'autre les décès.

Voici quelles étaient ces *model laws* :

a) *Pour les décès* :

1° Les décès devront être déclarés immédiatement après qu'ils seront survenus;

2° Le *Standard Blank* devra être employé;

3° Des autorisations devront être nécessaires pour les inhumations et les exhumations;

4° Il devra y avoir des registres de l'état-civil dans chaque localité;

5° La responsabilité de la déclaration de décès incombera aux entrepreneurs de pompes funèbres, ou à toute autre personne ayant à s'occuper de l'inhumation du corps;

6° *Le bureau central d'enregistrement devra avoir le contrôle des mécanismes locaux et ses règles devront avoir force de loi*;

7° De brefs rapports mensuels des certificats originaux des registres de chaque localité devront être envoyés au teneur de registres de chaque Etat avec la mention « pas de décès » au cas où il en serait ainsi;

8° Des pénalités progressives devront être prévues.

1915-1928



LES ETATS MARQUES EN NOIR SONT
CEUX QUI ENREGISTRAIENT LES DECES
AVANT 1915 ET QUI FIRENT PARTIE DE L'AIRE
D'ENREGISTREMENT DES CETTE DATE.

TABLEAU V

**Etendue de l'Aire d'Enregistrement des naissances
1915-1928**

1915. Connecticut.	1919. South Carolina ³ .
Maine.	Oregon.
Massachussets.	1920. Nebraska.
Michigan.	1921. Delaware.
Minnessota.	Mississippi.
New-Hampshire.	New-Jersey.
New-York.	1922. Illinois.
Pennsylvannia.	Montana.
Rhode-Island ¹ .	Wyoming.
Vermont.	1924. Florida.
Dt. of Columbia.	Iowa.
1916. Maryland.	North-Dakota.
1917. Indiana.	1925. West-Virginia.
Kansas.	1926. Arizona.
Kentucky.	Idaho.
North-Carolina.	1927. Alabama.
Ohio.	Arkansas.
Utah.	Louisiana.
Virginia.	Missouri.
Washington.	Tennesse.
Wisconsin.	1928. Colorado.
1919. California.	Georgia.
	Oklahoma.

1. Exclu en 1919, admis à nouveau en 1921.

2. Exclu en 1925, admis à nouveau en 1928.

b) *Pour les naissances :*

1° Les naissances devront être déclarées aussitôt après leur arrivée;

2° *Le Standard Blank* devra être employé;

3° Il devra y avoir contrôle pour assurer l'exécution rigoureuse de la loi;

4° Il devra y avoir des registres de l'état civil dans chaque localité;]

5° La responsabilité de la déclaration incombera au médecin ou à la sage-femme ayant fait l'accouchement, ou s'il n'y a eu ni médecin, ni sage-femme, aux parents;

6° *Le bureau central d'enregistrement devra avoir le contrôle des mécanismes locaux et ses règles devront avoir force de loi;*

7° De brefs rapports mensuels des certificats originaux des registres de chaque localité devront être envoyés au teneur des registres de chaque Etat avec la mention « *pas de naissance* » au cas où il en serait ainsi;

8° Des pénalités progressives devront être prévues.

Ces textes de *Model Law* sont fort bien élaborés, le plan à suivre y est brièvement et nettement exposé, et pare à toutes les lacunes : absence de délai de déclaration, manque d'unité des bulletins, irresponsabilité des médecins accoucheurs ou des parents, absence de pénalité et de contrôle. Sur ce dernier point, l'art. 6 est des plus importants, puisque le bureau central d'enregistrement est sous la direction de l'A. P. H.A¹. Ses « règles » devant avoir *force de loi*, c'est donc que le système de déclaration de naissance et de décès tend à se centraliser, sinon à devenir fédéral.

L'*American Public Health Association* d'ailleurs ne se montra pas en dessous de sa tâche² et, en collaboration

1. La section de statistiques démographiques de l'A. P. H. A.

2. L'*American Public Health Association* entreprit alors une vaste campagne de propagande. Elle adressa à tous les gouverneurs des Etats la *Model Law*; elle envoya des conférenciers dans les principales villes; des prospectus aux autorités des localités rurales.

avec la Section de Statistiques du *Bureau du Census*, elle publiait moins d'un an après le Congrès d'Atlantic City, en juillet 1907, le premier volume de statistiques de décès (*Mortality Statistics*), comprenant les résultats de 9 Etats et du district de Columbia, pour les années 1900, 1901, 1902, 1903; en décembre, elle publiait les résultats des années 1904, 1905 et un 3^e volume pour l'année 1906; en 1908, parurent les statistiques de l'année 1907 et dès lors un volume fut imprimé tous les ans par le *Government Printing Office*. En 1928, il comprenait le résultat pour 45 Etats et le district de Columbia, soit 95,4 % de la population. (Voir tableau IV.)

Pour les naissances, le résultat fut plus long à obtenir et ce ne fut qu'en 1915 que parut le premier volume de statistiques de naissances (*Birth Statistics*), comprenant les résultats pour 9 Etats et le district de Columbia, soit 31 % de la population. (Voir tableau V.)

En 1916, les comptes-rendus furent faits pour 10 Etats et le district de Columbia, soit 32 % de la population.

En 1917, pour 19 Etats et le district de Columbia, soit 53 % de la population.

En 1919, pour 22 Etats et le District de Columbia, soit 57 % de la population.

En 1920, pour 23 Etats et le district de Columbia, soit 59 % de la population.

En 1921, pour 26 Etats et le district de Columbia, soit 60 %, de la population.

En 1922, pour 30 Etats et le district de Columbia, soit 76 % 2, de la population.

En 1923, 31 Etats et le district de Columbia, soit 76,2 %.

En 1924, pour 33 Etats et le district de Columbia, soit 76 % de la population.

En 1925, pour 34 Etats et le district de Columbia soit 79 %, de la population.

En 1926, pour 36 Etats et le district de Columbia, soit 87, 3 %, de la population.

En 1927, pour 41 Etats et le district de Columbia, soit 87,3 % 4, de la population.

En 1928, pour 44 Etats et le district de Columbia, soit 94,4, % de la population.

En collaborant, le *Bureau du Census* et l'*American Public Health Association* atteignirent un autre but que celui de publier annuellement des statistiques de naissances et de décès. En effet, depuis que ces deux administrations ont commencé leur œuvre de propagande, il n'y a plus aucun Etat de l'Union qui ne possède de lois relatives à la déclaration des décès et des naissances. Mais, même à l'heure présente, tous les Etats ne se conforment pas à ces deux lois-types¹.

Et ces lois elles-mêmes sont exemptes de toute critique.

Certes, en cas de décès, il y a presque toujours déclaration.

1° Parce que le médecin qui a rédigé le bulletin de décès déclare le cas.

2° L'entrepreneur de pompes funèbres étant responsable, ne veut pas encourir l'amende et fait sa déclaration; or on ne peut se passer, même à la campagne, d'entrepreneur de pompes funèbres, et c'est pour cette raison que bien rares sont les cas non déclarés.

Au contraire, pour les naissances, le médecin ou la sage-femme doit faire la déclaration. Ceci est très bien pour les villes où, en tous cas, l'un ou l'autre est demandé, si ce ne sont les deux. Mais dans les district ruraux, les paysannes s'accouchent l'une l'autre et les parents ne sont guère pressés de faire la déclaration. Bien souvent la

1. En 1928, trois Etats seulement n'ont pas adopté la loi-type pour l'enregistrement des décès, ce sont : le Nevada, le Nouveau-Mexique et le Texas; pour les naissances, il y a lieu d'ajouter à cette liste la Dakota du Sud.

TABLEAU VI

MINISTÈRE DU COMMERCE — BUREAU DU CENSUS —

CERTIFICAT STANDARD DE NAISSANCE DOSSIER D'ÉTAT N° _____
N° D'ENREGISTREMENT: _____

1 LIEU DE NAISSANCE

Comté _____ État _____
Township _____ ou ville _____
N° _____ Rue _____ Quartier _____

(Si la naissance est arrivée dans un hôpital ou une institution, donner son nom ainsi que celui de la rue et le n°.)

2 Nom complet de l'enfant _____ (Si l'enfant n'est pas encore dénommé faire un rapport supplémentaire)

3 Sexe de l'enfant _____ *Ceci ne doit être démontré qu'au cas où il y a plusieurs naissances* **4 Jumeaux naissance triple ou autre**
5 Enumerer dans l'ordre des naissances

6 Légitime ? _____ **7 Date de naissance** _____ (mois, jour, année)

PÈRE

8 Nom complet _____

9 Domicile _____ (demeure habituelle, si marié, donner la place et l'État)

10 Couleur ou Race _____

11 Age au dernier anniversaire _____ (année)

12 Lieu de naissance _____ (Ville ou village, État ou Pays)

13 Occupation _____ (Nature de l'Industrie)

MÈRE

14 Nom de Jeune Fille au complet _____

15 Domicile _____

16 Couleur ou Race _____

17 Age au dernier anniversaire _____ (année)

18 Lieu de naissance _____ (Ville ou village, État ou Pays)

19 Occupation _____ (Nature de l'Industrie)

20 Nombre d'Enfants nés de cette mère _____ (pris au moment de la naissance et y compris cet enfant)
(a. Naissances vivantes et vivant encore _____ (c. morts-nés _____)
(b. Naissances vivantes mais maintenant décédées _____)

Certificat du Médecin ou de la Sage-Femme

Je certifie que j'ai constaté la naissance de cet enfant à _____ (heure)
à la date ci-dessus établie _____ (né vivant ou mort-né)

Quand il n'y a ni Médecin ni Sage-Femme le père ou le Chef de Famille devront alors faire cette réponse. — Un enfant mort-né est celui qui n'a jamais respiré ni montré aucun signe de vie après la naissance.

Signature _____
(Médecin ou Sage-Femme)

Adresse _____

Enregistré le _____ 19____
Registre

Nom donné à ajouter au Rapport supplémentaire _____ Jour, Mois, Année
Registre

ferme est à grande distance du centre et on ne s'y rend que quelque temps après la naissance de l'enfant en oubliant de faire la déclaration, et même, si elle est faite, il s'y introduit souvent des erreurs relatives à la date.

Or, si un bébé de neuf jours, par exemple, vient à mourir, supposons que sa naissance n'ait pas encore été déclarée, il ne sera pas classé. De ce fait, la statistique des naissances et des décès et le rapport des naissances et des décès dans la première année de la vie se trouveront faussés.

C'est pour cet ensemble de raisons que la déclaration devrait être obligatoire et dans un très court délai¹. Un médecin devrait se rendre à domicile tant pour constater les naissances que pour constater les décès, et en cas de non-déclaration, une très forte amende devrait être encourue. D'ailleurs, même dans les Etats compris dans *l'aire d'enregistrement*, les autorités eurent beaucoup de peine à faire enregistrer les naissances dans un délai de dix jours. Les parents, toujours fidèles à la coutume anglaise qui veut qu'un délai de six semaines soit accordé en la matière, invoquaient « qu'ils n'avaient pas le temps nécessaire pour choisir les prénoms du nouveau-né ».

Aussi, au Congrès de l'A. P. H. A. de 1917, on se mit d'accord sur la combinaison suivante : dans la zone d'enregistrement, les naissances doivent être désormais déclarées dans les dix jours, mais un délai de six semaines subsiste pendant lequel on peut, soit changer les prénoms de l'enfant, soit lui en faire ajouter un ou plusieurs autres. Cette déclaration doit être faite par *voie écrite et transcrite sur le bulletin de naissance en mentionnant la date*.

Naturellement, à ce même Congrès l'A. P. H. A. présenta un *Standard Blank* pour les naissances et un pour les décès,

1. 3 jours comme en France.

TABLEAU VII

MINISTÈRE DU COMMERCE - BUREAU DU CENSUS

CERTIFICAT DE DÉCÈS (STANDARD)

1. LIEU DE NAISSANCE

Comté Etat Enregistré sous le N°
 Township(1) ou Village
 N° Rue
 (Si la mort est survenue dans un hôpital ou une Institution, donner son nom ainsi que celui de la Rue et le N°)

2. NOM COMPLET

(a) Domicile N° Rue Quartier
 (Demeure habituelle)

RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET STATISTIQUES				CERTIFICAT MÉDICAL DE DÉCÈS	
3. SEXE	4. Couleur ou Race	5. Célibataire, Marié, Veuf ou Divorcé (Sérier le mot)		17. Date du décès	
				(Mois, Jour, Heure)	
5. Si marié, veuf ou divorcé Mari de Femme de				Je CERTIFIE par ce moyen, que je me suis occupé du décédé depuis le 8 Octobre 1916, jusqu'au 1^{er} Janvier 1918. Que la dernière fois que je le vis en vie fut le 1^{er} Janvier 1919 et que le décès est arrivé à la date ci-dessus mentionnée à 5 h. de l'après-midi. La cause du décès est la suivante: (Tuberculose des poumons) Durée 3 années mois jours Complications (secondaires) (Tuberculose des reins) Durée 1 année mois jours	
6. Date de naissance					
Mois Jour Année					
7. Age		Année	Mois	18. Où la maladie a-t-elle été contractée? N'est-ce pas au lieu du décès? Une opération a-t-elle précédé la mort? Non - Si date? Ya-t-il eu autopsie? Oui Quel fait a-t-il confirmé le diagnostic? Date Signature : Date (Adresse) Etablir la cause de décès, ou s'il y a décès pour causes violentes, établir le moyen et la nature du mal que ce soit un accident, un suicide ou un homicide. (Voir au verso les espaces réservés.)	
8. Occupation du décédé					
(a) Commerce, profession ou occupation (b) Indications générales sur l'Industrie, les affaires ou l'Etablissement dans lequel il est employé (ou patron)					
9. Lieu de naissance					
(Municipalité ou Ville) (Etat ou Pays)					
PARENTS	10. Nom du Père				
	11. Lieu de naissance de Père (Municipalité ou Ville) (Etat ou Pays)				
	12. Nom de jeune fille de la mère				
	13. Lieu de naissance de la mère (Municipalité ou Ville) (Etat ou Pays)				
14. Déclarant					
(adresse)					
15. Enregistré le :					
Le Teneur de registre					
20. Entrepreneur des Pompes Funèbres (adresse)					
(1) Subdivision administrative ayant son organisation distincte, plus vaste que le "town" et moins étendue que le "County". Dans l'Ouest le "Township" a une superficie moyenne de 36,000 mètres carrés et un "County" est généralement subdivisé en 12 à 16 townships.					

complètement révisés et mis au point. Ils furent agréés par le *Bureau du Census* et ce sont ceux dont on se sert actuellement dans la zone d'enregistrement. (Voir les tableaux nos VI-VII.) Examinons-les.

Le bulletin de naissance, outre les questions réglementaires qui en sont l'essence même, tels que les lieux, date de naissance, sexe de l'enfant, noms des père et mère, comporte quelques questions qui sont le reflet même de la civilisation américaine.

Notons en premier lieu l'additif à la question n° 2, nom complet de l'enfant. (*Si l'enfant n'est pas encore dénommé faire un rapport supplémentaire.*) Ceci confirme ce que nous avons indiqué déjà, que les familles exigeaient un certain délai pour déclarer la naissance de l'enfant, ne serait-ce que pour choisir les prénoms, et qu'une transaction avait été prise qui permettait à la fois d'établir un état civil dans un délai relativement court, et de satisfaire à l'exigence des parents.

La question n° 6, relative à la légitimité de l'enfant, heurte notre libéralisme, mais autorise un pourcentage des enfants illégitimes par rapport au nombre des naissances.

Les questions 10 et 16, relatives à la couleur et à la race des parents, sont les caractéristiques d'une nation où il y a des « gens de couleur ».

Les questions 11 et 17, « âge des parents au dernier anniversaire » peuvent avoir un intérêt du point de vue de la science statistique qui pourra rechercher à quelle période de la vie les parents sont le plus prolifiques, et ce suivant les classes, les races....

Les questions 12 et 18 concernant le lieu de naissance des père et mère sont une simple demande de nationalité qui s'impose dans un pays d'immigration, et qui autorise le classement des naissances suivant les origines des parents.

Enfin, la question 20 permet d'établir le nombre d'en-

fants vivants par rapport au nombre d'enfants nés dans les différentes catégories de familles (à enfant unique, moyennes et nombreuses). Quant au certificat médical, il est fort bien rédigé.

Le bulletin de décès, outre les questions réglementaires qui en sont l'essence même, tels que l'état civil du décédé (lieu et date de naissance, sexe, occupation), le nom du déclarant et la date d'enregistrement, *comporte la première demande précise de l'âge qui ait pris place dans un bulletin démographique américain* : Question 6, *date de naissance, année, jour, mois*, ce qui marque un très grand progrès sur tout ce qui avait été fait antérieurement.

Quant aux questions relatives aux parents du décédé, elles sont les mêmes que celles du bulletin de naissance et il n'y a donc pas lieu de s'y arrêter. Enfin, le certificat médical y joint est fort bien rédigé.

*
* *

Après avoir parcouru le cycle de la déclaration des naissances et des décès aux Etats-Unis, nous pouvons conclure que, malgré le réel progrès réalisé par le *Bureau du Census* et l'*American Public Health Association*, l'absence de loi fédérale en une telle matière est une grande lacune.

Et cependant, les Etats-Unis ont pour exemple un petit pays de l'Europe centrale, la Suisse, où la situation était la même avant la loi du 24 décembre 1874. En effet, avant cette date, l'enregistrement des actes de l'état civil dépendait de l'autorité cantonale et non de l'autorité fédérale. Aussi, dans plusieurs cantons, l'enregistrement était-il des plus irréguliers; les méthodes étaient différentes et empêchaient tout travail de centralisation; quelques cantons (ceux de Zurich, Bâle-Ville, Neuchâtel et Genève) mentionnaient la cause de la maladie sur le bulletin de décès, mais la déclaration reposait sur les dires des parents et pouvait

manquer d'exactitude. La loi fédérale du 24 décembre 1874 vint mettre ordre dans les déclarations de l'état civil, et c'est grâce à cette loi que ce petit pays possède un bulletin de décès si bien rédigé qu'il devrait être le seul en usage dans toutes les nations.

Ce que nous pouvons espérer maintenant, c'est que l'*American Public Health Association*, continuant sa propagande, pourra étendre la *zone d'enregistrement* aux quarante-huit Etats de l'Union. Le législateur, se trouvant devant un fait accompli, rédigera peut-être un *bill* qui passera à l'unanimité des deux Chambres.

CONCLUSION

Au cours de cette étude, deux faits très nets sont apparus : Le Gouvernement fédéral n'a négligé aucune dépense pour que les recensements de la population américaine fussent de plus en plus complets. Et réellement il a atteint son but.

Du recensement de 1790, sans bulletin imprimé, sans fonctionnaires spécialisés pour faire les enquêtes, nous arrivons en 1830 au stade du bulletin imprimé, mais non semblable à travers l'Union. Puis le législateur ayant créé un *Bureau du Census* provisoire, une troisième phase s'ouvrit où il y eut des bulletins imprimés uniformes à travers toute l'Union et se rapportant aux diverses branches de l'activité économique. C'est à partir de ce moment, qu'englobant un grand nombre de sujets, les recensements purent servir à la statistique considérée en tant que science.

Au contraire, le Gouvernement fédéral a complètement négligé la déclaration des actes de l'état civil. Seuls les Etats de la Nouvelle-Angleterre possédaient des registres de l'état civil tenus avec régularité. Dès sa formation, en 1850, le *Bureau du Census* s'inquiéta de cette situation et il créa, d'une part, dans le bulletin de la population, une question relative à l'âge qui permettait de connaître le nombre de naissances vivantes pendant l'année du Census, et une *Schedule of Mortality* qui autorisait le dénombrement des décès, également pendant la même période. Ce système rudimentaire fut le seul qui fonctionna pendant la seconde moitié du xix^e siècle. En 1902, le *Bureau du Census*

devint permanent et son premier soin fut de demander aux Supervisors de lui envoyer annuellement les statistiques des naissances et des décès.

Dès 1906, le *Bureau du Census* fut aidé dans sa tâche par l'*American Public Health Association*, société privée, qui entreprit, dans un but essentiellement hygiénique, une grande campagne en faveur de la *déclaration obligatoire* des naissances et des décès.

On peut dire que ces deux institutions ont mené à bien leur propagande, puisqu'en 1928 elles avaient obtenu les excellents résultats suivants :

94,4 de la population déclarait ses naissances.

95,4 % — — — ses décès.

Un pas reste à franchir. Celui où le législateur, comprenant que l'application quasi générale de la *Model law* est une nécessité sociale, fera voter un *bill* la concernant.

Mais pourquoi les Chambres, qui, au cours de ces 140 années, ont eu treize fois à discuter l'organisation des Census n'ont-elles jamais abordé la question de l'enregistrement des actes de l'état civil ? Pour quelles raisons aucun *bill* ne leur fut-il jamais présenté ?

Les raisons sont les suivantes : Les émigrants arrivaient aux Etats-Unis, erraient à l'intérieur du pays, puis formaient un groupe qui semblait stable lorsqu'une entreprise leur convenait; si l'affaire n'avait pas de fin heureuse, ces « groupement spontanés » se dissociaient et chacun repartait vers un lieu nouveau. Mais si le but était atteint, une ville naissait. C'est à ce moment seulement qu'on songeait à l'administration. On organisait alors un *Town* ou un *Township*.

Mais pour ces peuple si différents, la coutume du pays d'origine restait maîtresse de l'organisation. Or, dans la plupart des nations de l'Europe centrale, on ignorait la déclaration des naissances et des décès. Aussi, seuls

les Etats où la population était d'origine anglo-saxonne, virent naître des services de l'état civil.

D'autre part, le Gouvernement fédéral n'avait pas de raison d'imposer sa loi pour des questions d'administration intérieure qui n'avaient aucun rapport avec l'essor économique de la nation. Les recensements de la population donnaient tous les dix ans un chiffre global ainsi que des détails par Etat et par ville principale, ces résultats étaient suffisants pour reconnaître les mouvements de population, et il était donc inutile de faire intervenir le législateur.

Telles sont les causes des profondes différences qui ont séparé la méthode employée pour faire les recensements de la population et celle employée pour faire déclarer les actes de l'état civil aux Etats-Unis.

Vu le 16 avril 1931.

Le Doyen
de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,
H. DELACROIX

Vu

et permis d'imprimer.

Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY

